GEORGES VALOIS

LE CHEVAL DE TROIE

RÉFLEXIONS SUR LA PHILOSOPHIE ET SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE

DEUXIÈME ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE

NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS, PARIS
MCMXVIII

5e mille

LE

CHEVAL DE TROIE

A LA MÊME LIBRAIRIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'Homme qui vient. Philosophie de l'autorité. Couronné par l'Académie française. Un volume. Prix majoré. . 4 fr.

La Monarchie et la classe ouvrière. La Révolution sociale ou le Roi. Les résultats d'une enquête. Nouvelle édition, augmentée d'une préface : Les enseignements de cinq ans : 1909-1914. Un volume. Prix majoré . . 4 fr.

Le Père (Philosophie de la famille). Un volume. Prix majoré. . . . . 4 fr.

EN COLLABORATION AVEC FRANÇOIS RENIÉ :

Les Manuels scolaires. Etudes sur la Religion des Primaires. Un volume. Prix majoré . . . . 4 fr.

GEORGES VALOIS

LE CHEVAL DE TROIE

RÉFLEXIONS SUR LA PHILOSOPHIE ET SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE

DEUXIÈME ÉDITION
4e-6e mille

NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS — PARIS

MCMXVIII

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE

CINQUANTE EXEMPLAIRES SUR VERGÉ PUR FIL

DES PAPETERIES LAFUMA DE VOIRON

NUMÉROTÉS A LA PRESSE

AU SOLDAT OCTAVE DE BARRAL

TUÉ D'UNE BALLE AU FRONT

DEVANT SOISSONS

LE 5 AOUT 1915

CITÉ A L'ORDRE DE L'ARMÉE

« Bien qu'appartenant à l'armée territoriale et versé dans le service auxiliaire, a demandé et obtenu de passer dans le service armé. Parti comme volontaire avec le 67e, a été blessé. Reparti après guérison comme volontaire au 404e régiment d'infanterie, n'a cessé de donner l'exemple du courage et du dévouement, s'offrant toujours pour les missions dangereuses. A été tué par une balle dans un poste d'écoute. »

AU SOUS-LIEUTENANT JOSEPH BOISSIER

TUÉ D'UNE BALLE AU FRONT

A L'OFFENSIVE DU 9 MAI 1915

MÉDAILLÉ MILITAIRE

DEUX FOIS CITÉ A L'ORDRE

« Son chef ayant été blessé, a pris le commandement de la section, qu'il a su, par son calme et sa bravoure, maintenir sous un feu meurtrier. Blessé d'une balle à la jambe, a néanmoins conservé le commandement de sa section qu'il n'a quitté qu'après une seconde blessure. »

« A entraîné vigoureusement son unité à l'assaut des positions allemandes. A réussi à lui faire traverser les lignes de défenses successives et ne s'est arrêté qu'après un parcours de 2.500 mètres, après avoir fait rendre à ses hommes le maximum dont ils étaient humainement capables. A été frappé devant la deuxième position de résistance organisée par les Allemands. »

AU CAPITAINE OCTAVE DE SAMPIGNY

TUÉ FACE A L'ENNEMI

EN ALSACE

LE 5 MAI 1915

CITÉ A L'ORDRE DE L'ARMÉE

« Officier d'une rare énergie, ayant su faire de sa compagnie une troupe d'élite et lui inspirer par ses enseignements, par son expérience, le mépris absolu du danger ; le 5 mai, l'a électrisée par son exemple : se plaçant à sa tête, l'a enlevée à l'assaut d'une position formidablement organisée au sommet d'une colline. S'est vaillamment emparé d'une première ligne de tranchées. Il est tombé glorieusement frappé alors qu'il se dépensait sans compter pour encourager à une résistance opiniâtre ses hommes violemment contre-attaqués. »

leur camarade,
leur ami.

Barral, Boissier, Sampigny, ce n'est pas à votre mémoire que je dédie ce livre : vous êtes vivants pour vos amis, pour ceux qui vous ont aimés ; nous vivons avec vous, non point comme avec des morts que l'on pleure, mais comme avec des âmes, des esprits, des cœurs que l'on ne cesse d'interroger, d'écouter, avec qui l'on se concerte pour agir dans ce monde. Depuis ce printemps et cet été où vous avez été frappés, guettant ou poursuivant l'ennemi ou résistant à son choc, il n'est point de jour que nous ne prononcions vos noms dans nos prières et dans nos conseils. Nous ne disons point : qu'eussent-ils dit? Nous disons : que disent-ils? Nous entendons vos voix. Vous êtes présents. Vous parlez ; vous conseillez ; vous commandez. Nul de nous ne pourra jamais vous voir étendus, immobiles et froids, sur la terre. Vous êtes debout : Barral, votre fusil braqué sur l'ennemi ! Boissier, le revolver au poing ! l'épée haute, Sampigny ! Ah ! si nous pleurons, parfois, nous ne savons si c'est de penser que nous ne pourrons vous embrasser, au jour béni de la victoire, ou d'être emplis par l'allégresse du triomphe où vous nous conduisez !

Vous êtes présents. Vous êtes debout !

Barral, j'entends votre commandement, quelques mois avant la guerre, au milieu d'une salle de faubourg : En colonne ! En avant ! C'est contre les ser-

viteurs inconscients de l'étranger que vous conduisez l'irrésistible charge. Voici votre vraie figure qui apparaît. Vous qui êtes, dans le commerce quotidien, si sobre de paroles et de gestes, d'une réserve que l'on croit sévère et froide au premier coup, voici que votre grande passion vous enveloppe de feu ! Vous qui vous effacez, dans le calme des jours sans bataille, vous vous jetez au premier rang, dans le danger. Vous êtes chef. Qui hésite à vous suivre ? Votre haute taille, votre grave visage de chef gaulois, votre mouvement résolu vous ont déjà désigné. Votre voix, la flamme de votre regard répondent à l'attente de tous. Homme d'étude, grand lettré, vous êtes aussi soldat. Votre passion : la France. Votre bonheur est auprès de la noble femme qui vous a donné deux enfants que vous chérissez? Mais votre clairvoyance vous a montré que, en ces années où tant de Français rêvent de la paix universelle, nos foyers sont déjà menacés par l'ennemi. Cette lutte des rues et des réunions où vous ne vous accordez point de répit, parce qu'il faut empêcher des aveugles de diminuer notre préparation militaire, c'est le prélude de la guerre. Vous y avez pris votre place, en tête des combattants.

Je me rappelle ce dimanche de juin 1914 où, rentrant ensemble à Paris, nous apprîmes l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand ; vous ne me dites qu'un mot : La guerre ! *et vous fûtes longtemps silencieux. L'aimable spectacle de Paris en vêtements de fête disparut à vos yeux. Vous cherchiez votre place sur les champs de bataille. Vous l'aviez trouvée, Barral : au premier rang !*

Car votre cœur est aussi grand que votre esprit : à

côté de l'immense affection que vous avez pour les vôtres, à côté de la chaude et inébranlable amitié que vous accordez à ceux que vous avez choisis, il y a l'amour entier, le dévouement absolu que vous donnez à la France, et que fortifie votre foi éclairée et ardente. Ce sont ces forces spirituelles, inoubliable ami, qui nous éclairent et nous guident.

Boissier, je vous revois sur les Boulevards, en ces soirs tumultueux de la fin de juillet 1914. Depuis une semaine, nous ne travaillons plus ; nous préparons notre départ. Vous devez rejoindre à Nancy, au premier jour ; vous vous équipez ; vous achetez vingt cartes de Lorraine, d'Alsace et d'Allemagne ; mais vous entendez que des misérables tentent des émeutes à Paris : Aux Boulevards ! La guerre commence. Vous voici, jeune athlète au profil romain, dominant de la tête la foule confuse : un coup d'œil, et vous avez reconnu l'ennemi (c'était bien l'ennemi, mené par ce traître démasqué depuis) ; vous pénétrez au milieu d'une bande, les cannes se lèvent, les poings frappent, mais la bande recule et se disloque : un homme a eu raison d'elle, c'est vous ! On vous regarde avec une respectueuse terreur : terreur devant votre force, terreur aussi devant le mépris, le dégoût qu'exprime votre visage de rude montagnard. Fils de la terre, Boissier, vous êtes une force naturelle de la France : qui ose porter une main criminelle sur la patrie ne peut trouver grâce devant vous. Quelle amitié profonde nous avons fondée sur ces sentiments ! Vous l'avez enrichie de la plus belle franchise, d'une loyauté inégalable. Nous avons conçu que nos efforts seraient unis par le

même service national: dans notre collaboration, dans notre travail commun, quels biens vous apportez ! C'est que, déjà, notre amitié est militaire ; c'est une fraternité d'armes ; dans cette Librairie Nationale où nous avons fait ensemble tant de projets, comment regardons-nous notre action ? Comme une préparation à la guerre. C'est là que naissent ces amitiés totales contre lesquelles rien ne prévaut, ni les accidents de la vie, ni la mort.

Je me rappelle, Boissier, ce voyage que nous fîmes à Gand, à l'automne de 1913, avec Pierre Lecœur, qui allait nous quitter pour l'armée. Nous arrivons à Gand : que voyons-nous ? L'Allemagne installée, par ses architectes et ses constructeurs, à la gare et dans les quartiers neufs, alourdissant la ville où sont tant de souvenirs de la belle ordonnance française portant la date du grand siècle. A la foire que nous allions visiter, l'Allemagne, au contraire, se cachait : une seule construction, âpre, dure, laide, grossière et vide, comme pour exprimer le mépris et une volonté brutale. De ce contraste, une idée naissait : la Guerre. Il vous en vint une exaltation que nous partagions. Devant ces deux signes de l'avance allemande, celui-ci énigmatique, dissimulant une volonté guerrière, celui-là étalé, et d'allure pacifique, vous voudriez que le jeu soit découvert. Que pouvons-nous attendre, dites-vous, de cette lutte sournoise, sinon que nous y soyons dupes ? Visage découvert ! et mesurons-nous dans les combats !

Depuis 1912, depuis que vous avez quitté le régiment où vous aviez connu les chefs magnifiques de ce vingtième corps qui a conquis une gloire que vous avez partagée plus tard, c'est la pensée qui vous anime.

Vous attendez que sonne la Générale. Vous appartenez à la France, à la France paysanne, laborieuse et guerrière, qui nous a donné Proudhon et Péguy. Que d'autres discutent et se laissent piper par les mots qui expriment la pauvre idée de lutte pacifique par le travail. Vous savez ce qui se cache sous ce jargon : la guerre ou le honteux esclavage.

Mais quel élan le jour où la guerre éclate ! Aucun jour ne pouvait être plus grand pour vous que celui-là. Vous le vivez dans l'allégresse. Vous avez l'absolue certitude de la victoire. Dans ce beau matin du 3 août, vous chantez. Voici l'heure du départ : deux fois, nous nous embrassons. Je vois votre clair regard me redire solennellement l'amitié indestructible. Je revois un instant dans la foule votre visage radieux : un dernier signe, puis un geste, ce geste de commandement qui signifie : En avant ! C'est ce sublime élan qui nous entraîne, mon ami, mon frère.

Sampigny, vous nous apparaissez à la tête de votre troupe. Vous êtes soldat né, soldat de la France et du Christ. Avant que nous vous eussions connu, on nous avait dit votre vie, merveilleusement claire et simple : le Service, la Pensée ; les lieux : la caserne et le champ de manœuvres, votre bibliothèque et l'Eglise de votre paroisse ; votre but : être à toute heure en état de conduire une troupe sous le feu, de braver la mort et de comparaître devant Dieu. Vous êtes au service de la France, qui est au service de Dieu. Pour vous-même, hors les obligations que vous vous êtes imposées, les affections familiales, auxquelles vous sacrifiez votre temporel, et quelques amitiés, une fois données.

Loyauté, fidélité, sacrifice. Votre âme est inaccessible au doute ; votre cœur ne connaît pas la défaillance.

Je revis ce soir d'hiver où des amis nous réunissent. Vous entrez : nous voyons un chef, dont le regard sonde les cœurs. Vous parlez : c'est de la guerre que vous nous entretenez ; vous nous introduisez dans le concert des voix spirituelles qui donnent un sens à toute guerre. Avec quel feu vous évoquez Poitiers, qui sauva la France et la Chrétienté. De Poitiers à la veillée des armes où nous sommes, les voix retentissent : quel rassemblement autour de vous ! Vous vous levez : vous êtes entouré de lumière (c'est ainsi que nous vous voyons, Sampigny) ; vous parlez du combat, de tout ce qui dans l'homme soulève la peur, et comment un chef triomphe de ces fantômes, jusqu'à donner à sa troupe une telle âme que, s'il tombe, si les plus élevés en grade et les plus anciens tombent après lui, il restera toujours un homme pour prendre le commandement. Qui redoutera la mort auprès de vous ? Voici que vous rendez la mort présente, et droit, la tête haute, parfait galant homme devant cette image lointaine et proche, vous souriez !

Ainsi souriez-vous, Sampigny, lorsque vous entraînez votre compagnie en reconnaissance au sommet d'une montagne d'Alsace, au milieu d'une tourmente de neige, et lorsque vous la conduisez à un assaut que vous savez mortel. Ainsi rendez-vous aimable et gai le plus grand triomphe qu'un homme puisse remporter sur lui-même ! Suprême maîtrise de l'âme qui se sait accordée à l'infini, voici votre chef-d'œuvre où sont inscrites les plus hautes vertus militaires. O noble

ami, c'est cette lumière qui donne un sens complet au sacrifice.

Barral, Boissier, Sampigny, je viens de le dire : c'est au sacrifice, en même temps qu'à la victoire, que vous nous conduisez. Si vous êtes présents parmi nous, debout, parlant, conseillant, commandant, pourquoi ? Vous êtes ici pour nous rappeler le sacrifice que nous devons renouveler sans cesse, pour nous redire le sens de ce sacrifice. Cet enseignement de la guerre, c'est le vôtre ; nous ne nous appartenons pas : que nos âmes, qui sont à Dieu, sacrifient nos corps à la France, qui accomplit un dessein de Dieu ! C'est l'ordre divin et celui de la raison.

Nous nous croyions autrefois des êtres libres de toute attache avec le temps, avec la terre, avec l'éternité ? Ames et corps, nous sommes pris par les anneaux d'une chaîne infinie qui nous broie si nous voulons nous en détacher. Notre destin est d'employer toutes les ressources de notre âme et de notre volonté à accepter la place qui nous fut assignée et à triompher de notre chair qui résiste, qui tremble et qui crie. Le prix du triomphe, c'est la paix et la lumière spirituelles, et la paix temporelle pour ceux qui nous suivent. D'autres avant nous ont connu la course sans heurts, sans grincements de dents, la course dans la douce félicité ou dans l'excès des félicités ? Nous connaissons toutes les duretés de la guerre. Acceptons joyeusement notre destin. Nous payons les erreurs de ceux qui nous ont précédés afin que soit allégé le fardeau de ceux qui viendront après nous. Expiation ? Quel autre nom donner aux malheurs qui pèsent sur nos générations ?

Littéralement, nous expions. Que paie cette guerre monstrueuse ? Une folie de l'humanité, une folie de l'Europe, qui fut celle de l'Allemagne et la nôtre. Le mouvement qui nous entraîne, depuis les origines du monde, vers une fin que nous ne connaissons pas, nous avons cru que nous pourrions le détourner au profit de notre jouissance temporelle. Insensés! qui avons cru que nous avions pouvoir de commander à l'Univers et aux lois qui régissent la marche des mondes ! Nous nous sommes substitués à Dieu. La folle Allemagne s'est dite peuple-dieu ; combien parmi nous ont cru que toute notre action devait tendre à faire de l'homme un dieu ! Ainsi croyions-nous avoir acquis le pouvoir de chasser la Guerre de la planète. Nous payons aujourd'hui ces monstrueux oublis de la Foi, ces immenses erreurs de l'intelligence. Les uns et les autres, nous nous sommes crus les maîtres du monde et des lois qui le pénètrent. Notre folie a déchaîné sur la terre tous les fléaux que nous croyions enchaînés à jamais. La chaîne infinie, dont nous avions entravé le déroulement, se redresse avec de rudes grincements. Nous payons, nous expions.

Qui se révolte, vainement, contre cette idée ? C'est notre ami Massis qui a raison lorsqu'il écrit : tout ce qui est de l'esprit sera sauvé dans une telle lutte. *Le pauvre homme qui lui répond au nom des raisons positives de se battre a tort. Le malheureux ! que révolte le seul mot d'expiation ! Le malheureux! qui n'entend ni la voix divine, ni la voix de la raison ! Il ne peut pas comprendre la vérité de l'Ecriture :* Les pères ont mangé des raisins verts, et leurs fils ont les dents agacées. *Le malheureux! qui ne voit pas que, conçu sans*

Dieu ou avec Dieu, le monde obéit à des lois immuables, et que l'erreur ou la faute d'un homme ou d'une nation sont payées par les coupables ou par leurs descendants! Qui n'a point cultivé sa terre au printemps ne remplira pas ses greniers à l'automne et ne mangera pas en hiver. Il paie en souffrances son imprévoyance. Nos pères n'ont pas cru à la guerre : c'est nous qui la subissons. Le fils de l'ivrogne paie en souffrances, parfois en folie, l'ivresse de son père. A chaque pas que nous faisons, cette loi terrible se vérifie. Des hommes qui se croient sages l'ignorent? Plaignons-les : impuissants à comprendre le passé et le présent, ils sont incapables de préparer l'avenir.

Vous qui connaissez le sens du sacrifice, inspirez-nous, ô frères d'armes! Vous connaissez les raisons positives de se battre, vous qui n'avez cessé de redire à vos compagnons que nous défendons le sol sacré de la patrie, que nous luttons pour nos femmes et nos enfants, pour nos usines et nos champs, pour faire sortir de la guerre une France meilleure où la maison de chacun sera plus grande et plus belle; vous qui veillez, avec un souci paternel, au vêtement, au logement, à la nourriture de vos camarades, et à la récompense des plus braves. Mais vous savez aussi dans quelle attente est l'âme des plus vaillants dans ces moments du combat où, devant les mille visages de la mort qui crachent des flammes, dans le terrible isolement où il se croit soudain, l'homme, sentant sa raison vaciller dans les ténèbres, crie sa détresse à l'Infini, à ce qui est au-dessus de la bataille, qu'il ne le nomme pas ou qu'il le nomme Dieu.

O amis, qui restez debout parmi les vivants et les

morts, dites-leur que leur sacrifice n'est pas vain, que leur dévouement rachète les erreurs passées et ouvre à la France les portes du bel avenir !

Que ce livre soit pour vous le témoignage que les forces spirituelles, lancées par vous dans le monde, y agissent. Il est plein de nos pensées, de nos réflexions, de nos prévisions communes. Elles ont été écrites sous le souffle de la confiance, de la volonté inébranlables qui nous vient de vous. Car ce sont ces biens que nous devons transmettre. Il n'y aura point de repos pour vous, amis très chers, ni pour nous, avant que nous ayons terrassé le peuple fou qui a voulu régner sur tous les hommes. La guerre a pour fin de rendre aux nations l'ordre et la paix. Il n'y aura point d'ordre ni de paix possible dans le monde tant que l'affreuse pensée allemande pourra l'agiter. Nous ne cesserons d'entendre vos paroles, vos conseils, vos commandements : il faut abattre l'ennemie de Dieu et du genre humain. C'est le but de notre vie.

Barral, Boissier, Sampigny, je vous salue, je vous embrasse.

IVe année de la Grande Guerre, 10 décembre 1917.

LE CHEVAL DE TROIE

INTRODUCTION

CONTRE L'ENNEMIE DU GENRE HUMAIN

Après trois ans de guerre, après avoir donné les preuves matérielles et morales des plus hautes qualités guerrières, nous donnons encore ce spectacle paradoxal d'une nation maîtresse dans l'art de la guerre, et impuissante à dominer une guerre, celle où nous sommes. Nous subissons cette guerre ; notre esprit ne la domine pas. Notre cœur a dépassé les événements ; notre esprit public est demeuré au-dessous. Le vrai est que nous continuons de souffrir de quelques erreurs de l'intelligence française.

En 1914, à la veille de la guerre, la France officielle croyait que l'homme, poursuivant sa course sur la voie du progrès indéfini, venait

d'acquérir, ou était sur le point d'acquérir le pouvoir de commander à la Guerre et de la chasser de la Planète. C'est pourquoi nous sommes les esclaves d'une guerre.

Depuis la guerre, non seulement la France officielle n'a point réagi rigoureusement contre cette erreur, mais elle a laissé croire que nous faisions la Guerre à la Guerre et non à l'Allemagne, et que la paix pourrait être l'œuvre des bonnes volontés et non des armes. Cette impuissance à saisir la réalité, à la dominer par l'esprit, nous prive du moyen de la dominer dans les événements ; elle nous conduirait à subir la paix comme nous avons subi la guerre, et nous risquerions d'être les victimes d'une guerre où le monde entier est entraîné, et dont nous souffririons encore tous les maux, même si nous tentions de nous en retirer.

Il nous faut absolument rejeter ces funestes erreurs de l'intelligence ; il nous faut cesser de regarder la guerre comme un accident monstrueux « au siècle où nous sommes », si nous voulons la maîtriser et lui donner une conclusion victorieuse. On ne peut conduire victorieusement une guerre, pas plus que l'on ne peut se

prémunir efficacement contre les guerres, lorsque l'on regarde la Guerre comme une erreur du monde que d'abondantes prédications eussent empêchée. Quand nous aurons accepté la Guerre avec notre esprit, comme nous l'avons acceptée en 1914 avec notre sang, alors nous cesserons de la subir, alors notre esprit cessera d'être à la remorque des événements, alors nous pourrons prévoir longtemps à l'avance les sacrifices que nous avons encore à consentir, alors nous nous imposerons les moyens et les conditions de la victoire, alors nous serons parfaitement prêts à vaincre et dignes de la victoire.

Alors seulement nous passerons le Rhin.

Ce serait faire une grave injure à plusieurs membres du gouvernement français que de penser que cette vue n'a pas été la leur. Mais l'ont-ils exprimée ? Mais les mêmes hommes, parfaitement conscients des dures réalités, n'ont-ils pas laissé continuer de vivre les pires erreurs dans l'esprit du soldat français ? Si cent voix autorisées ont proclamé notre volonté de vaincre, combien ont osé dire le prix de la victoire, combien ont osé parler de la guerre elle-même,

et de sa durée? Pas une voix ne s'est élevée dans la France officielle pour montrer le vrai caractère de la Grande Guerre.

Craignait-on de décourager cette armée faite d'hommes arrachés à leurs familles, à leurs travaux, à leurs habitudes d'esprit? Il est vrai : peut-être eussions-nous faibli, dans l'hiver de 1914, si l'on nous avait fait prévoir plusieurs années de guerre. Mais, dès 1915, ceci n'était plus vrai. L'armée aguerrie était prête à tout entendre, à tout accepter. Et ses possibilités de résistance n'ont pas diminué. Mais si sa résistance physique a été entretenue, sa résistance morale n'a pas été alimentée, non plus que celle du pays. S'il y avait jamais faiblesse chez elle, ce ne serait point faiblesse du cœur ni des nerfs, mais fléchissement d'une intelligence, vive et pleine de ressources, à laquelle on n'a donné aucune nourriture substantielle.

On s'en est trop remis aux événements du soin d'éclairer l'armée et le pays. On a eu trop de timidité dans l'exposition des conditions, de la durée et des buts de la guerre. Disons donc la vérité nettement. L'armée et le pays sont parfaitement préparés à l'entendre. Que dis-je ?

L'armée a précédé le gouvernement et la presse dans cette voie. Il y a longtemps que la plupart des soldats sont éclairés par leurs propres réflexions. Un mot résume leur expérience : Il y en a encore pour treize ans, disent-ils aux civils qui les interrogent. Cette longue durée de la guerre, l'armée l'a prévue et l'accepte. A une condition, toutefois : Que l'Etat la confirme dans ses prévisions et lui donne la certitude que nous poursuivons des buts de guerre dignes de ce long sacrifice. *A condition également que l'Etat cherche et trouve les moyens moraux et matériels de mener cette longue guerre autrement qu'une courte campagne ; que l'on organise le front et la zone des armées autrement que pour une campagne de trois mois ; que l'on constitue des privilèges importants aux combattants ; que l'on organise de longues relèves ; que l'on parle enfin à l'armée en lui apportant autre chose que des théories sur la nécessité du travail, ou sur l'observation du devoir pour le devoir, ou sur la défense du droit. Je répète que l'armée est prête à entendre la vérité. Il n'est point d'homme qui ne la pressente. Mais dans le silence de la France officielle, le soldat se sent*

moralement abandonné, il perd sa propre confiance ; il doute de ses propres lumières ; son bon sens est étouffé par son désir de retourner vivre en paix parmi les siens.

(Censuré.)

Supprimons absolument cette illusion, périodiquement entretenue, contre toute vraisemblance : que nous touchons au terme de la guerre. Personne n'y croit. Pourquoi laisser tromper des hommes qui n'ont pas besoin d'être trompés pour demeurer fermes et confiants ?

Nous avons encore à soutenir la guerre pendant de longs mois. On le sait. Il faut le dire. Mais il faut en même temps sortir d'une organisation faite pour une courte campagne. Il va falloir distinguer l'armée combattante, de l'armée non combattante ; assurer aux combattants une toute autre reprise de vie civile que les permissions périodiques de dix jours ; donner aux combattants d'autres abris, d'autres cantonnements que ceux construits ou organisés pour des troupes en bataille ou en manœuvres ; leur assurer un autre paiement que la Croix de Guerre ou la Croix de bois.

D'un mot, il s'agit d'une organisation totale de l'armée et du pays. Ce n'est pas un mince problème. Mais il n'est pas au-dessus de l'intelligence ni de la volonté française. Encore faudra-t-il l'aborder avec d'autres idées que celles qui ont présidé et qui président encore, au front comme à l'arrière, à l'organisation des travaux, et qui nous ont conduit à un prodigieux gaspillage de temps, de forces et de matériel.

Il nous faut dominer la guerre. Et premièrement, nous rendre compte que nous y sommes jusqu'au cou, sans autre issue que la victoire ou la ruine totale et l'esclavage. Pas de demi-victoire ; pas de compromis possible. Le temps n'est plus de ces guerres atténuées, courtes ou longues, où l'on se tuait le moins possible, guerres de princes, guerres d'États, qui se terminaient parfois par des alliances, voire par des mariages, et dont le pire était qu'elles déterminaient une rectification de frontière ou la perte d'une province.

Une erreur, née aux environs de 1750, nous a replacés dans les conditions de la pire barbarie. Nous voici revenus aux temps des

migrations et des grandes invasions. Guerres de peuples, et sans pitié. Aggravées par l'emploi de toutes les acquisitions matérielles de la civilisation. Aggravées par l'action d'une folie mystico-rationnelle qui décuple la puissance des appétits matériels de tout un peuple. Guerre totale, dit Léon Daudet; Guerre d'enfer, dit M. Alphonse Séché.

Car c'est un des plus terribles caractères de cette guerre : qu'elle intéresse à la fois, totalement, les plus violents appétits de la chair et la plus grande exaltation de l'intelligence et de l'âme. Il s'agit bien de tarifs douaniers, d'une province ou de quelques colonies! C'est l'empire ou l'indépendance du monde qui sont en jeu. C'est deux doctrines, absolument inconciliables, sur l'organisation de la planète tout entière, qui sont en lutte. Deux civilisations se sont heurtées aux rives de la Marne et se sont révélées impénétrables l'une à l'autre, opposées dans leur essence, dans leur moyens, dans toute leur nature.

Le propre de l'allemande est qu'elle ne conçoit la civilisation que sous le nom, que sous le commandement allemands *et qu'elle entend su-*

bordonner le monde entier à la direction morale, intellectuelle, sociale, politique, religieuse allemande. Véritable folie collective. Entre Dieu et les hommes, entre la connaissance divine ou scientifique du monde et l'intelligence humaine, entre la vérité sociale et les aspirations des peuples, elle place l'Allemagne, l'Allemagne, expression de la volonté divine, l'Allemagne, conscience, intelligence et volonté du monde.

Le propre de la civilisation que représentaient les armées alliées, est d'être humaine. *Qu'elle porte le nom catholique ou le nom rationaliste, elle est universelle. Elle ne se donne pas le nom d'un peuple. Elle est la civilisation générale. Elle se propose aux nations, elle ne veut point s'imposer.*

Nous engageons les Français, les Alliés à prendre profondément conscience de cette différence capitale : c'est là même qu'il faut chercher la cause profonde, irréductible de la Grande Guerre ; c'est là qu'il faut s'arrêter pour comprendre ce que doit être la victoire, la paix future, si nous voulons vivre libres (c'est-à-dire conformément à nos traditions, à nos

mœurs, à nos caractères nationaux et aux principes de la civilisation générale). Refuser de voir ce fait capital, c'est se condamner à la défaite. La conduite de la guerre par les Alliés exige qu'ils connaissent complètement l'idée qui la mène en Allemagne. Sans cette connaissance, ou bien l'on s'arrêtera à mi-chemin en croyant à la possibilité d'un compromis et tout sera à recommencer, ou bien on laissera subsister la cause de la guerre, tout en croyant être allé jusqu'au bout.

Se proposer d'abattre le militarisme allemand, ou la dynastie des Hohenzollern, ou l'absolutisme, c'est s'attaquer non pas même aux causes secondes mais aux seuls moyens. Hohenzollern, caporalisme prussien, militarisme allemand ne sont que des moyens de réalisation de la Deutsche Kultur. *Qui en doutera devra relire le fameux appel des 93 intellectuels allemands au monde civilisé : « C'est pour la protéger (la Kultur), disent-ils, que, né d'elle, le militarisme s'est formé*[1] ». *Ainsi l'idée allemande, selon le*

1. Cf. Louis Dimier, *l'Appel des Intellectuels allemands*, texte officiel avec traduction, avec préface et commentaire. P. 54-55, 150.

propre témoignage des Allemands les plus représentatifs de la pensée allemande, ainsi l'idée allemande précède-t-elle la puissance matérielle. Le militarisme n'est que le serviteur de la Deutsche Kultur.

Peut-on croire, avec ceux qui considèrent le conflit comme une lutte entre la démocratie et l'autocratie, que le problème serait résolu par l'avènement de la démocratie en Allemagne? Qu'elle soit autocratique, aristocratique ou démocratique, l'Allemagne unie demeurera le lieu du monde où des philosophes ont identifié les destinées de la civilisation et les destinées d'une nation ; l'Allemagne demeurera une nation qui, enseignée par Kant, Fichte, Hegel, Marx, Treitschke et Ostwald, croit, selon la puissante analyse d'Emile Boutroux que : « Le monde doit, dans toutes ses parties, être artificiellement organisé et qu'il appartient à l'Allemagne, et à elle seule, d'effectuer cette organisation [1]. »

Maurras montrait, dès 1903, Guillaume II élève de Fichte. Une démocratie allemande serait, non moins que Guillaume, disciple de Fichte, et

1. Cf. Préface d'Emile Boutroux à l'ouvrage de M. Santayana, *l'Erreur de la Philosophie allemande*, Paris, 1917, p. 8.

rien ne permet de croire qu'elle apporterait moins de force à la réalisation de l'idée allemande. Il est plus sage de penser que, expression de peuples pleins d'appétits et conscients de leur force, une démocratie allemande mènerait la lutte plus durement encore qu'une dynastie à qui le souci de son avenir conseille un peu de prudence.

L'ennemie de l'humanité, c'est cette Idée qui, pénétrant dans l'esprit d'un peuple turbulent et grossier, nourri de lectures bibliques et porté à regarder l'histoire d'Israël comme la sienne propre, a fait que ce peuple enfin uni s'est déclaré peuple de Dieu, et plus encore : Peuple-Dieu. C'est cette idée qui pousse les socialistes à imposer au monde non point les principes du socialisme, mais le socialisme allemand ; les savants et les intellectuels à imposer non les découvertes de l'intelligence et de la raison humaines, mais la science, les vues et les méthodes allemandes ; les industriels et les commerçants, l'organisation et le commandement allemands ; les catholiques eux-mêmes, aujourd'hui, non point les lumières de l'Eglise, mais le catholicisme allemand. C'est l'idée par laquelle l'Alle-

magne se donne, selon qu'elle s'exprime par ses reîtres, ses savants, ses pasteurs ou ses social-démocrates, comme le peuple-conducteur, le peuple-Dieu, la conscience, l'intelligence ou la volonté du monde. L'ennemie, c'est la Deutsche Kultur, *par laquelle l'Allemagne, identifiant civilisation et germanisme, s'est séparée de la civilisation générale, en se plaçant au-dessus, et au nom de quoi elle prétend au gouvernement du monde.*

Ces idées sont aujourd'hui familières à un grand nombre de Français : elles ont été exposées, analysées, commentées par des maîtres de la pensée : M. Emile Boutroux[1] *; M. Paul Bourget, dans ses* Etudes sociales sur la Guerre *; M. Charles Maurras, dans cet ensemble d'études prophétiques réunies dans son ouvrage* Quand les Français ne s'aimaient pas *; le philosophe américain, M. Santayana, dans ce grand livre dont la traduction française porte le titre :* l'Erreur de la philosophie allemande. *M. Edmond Laskine a montré enfin, dans son ouvrage sur* l'Internationale et le Pangermanisme, *l'Idée al-*

1. Cf. *L'Allemagne et la Guerre* (sept. 1914).

lemande agissant par le socialisme. Tous les textes, les témoignages (non les aveux) allemands ont été donnés. Philosophiquement, politiquement, la cause est entendue. Mais nous supplions les Français de ne pas croire qu'il s'agit là d'un débat philosophique. Il ne suffit pas de décrasser les cervelles françaises ; il ne suffit de les vider des apports allemands. Il faut utiliser cette découverte philosophique pour la conduite de la guerre. Les principes philosophiques de l'Allemagne ne sont pas objets de controverses d'école. Ce sont les moteurs des armées allemandes. Je parle ici en soldat, en Français, en homme civilisé; je cherche le commandement qui anime et dirige la Force militaire allemande ; je veux connaître le but de la lutte à laquelle je participe et le moyen d'obtenir une paix durable. Nommons ce commandement : c'est la Deutsche Kultur.

Puisqu'il n'y a pas de compromis possible, puisqu'il nous faut vaincre ou nous soumettre, *selon le mot parfaitement exact du Président Wilson, il nous faut savoir ce que nous avons à faire.*

Vaincre les armées allemandes en laissant subsister et la force qui les ferait renaître de-

main, et les moyens d'action de cette force, ce serait la plus grande duperie de l'histoire. Nous connaissons cette force. A nous de la détruire.

Vaincre, ce sera donc mettre l'Idée allemande dans l'impossibilité d'agiter l'Allemagne contre les nations civilisées; c'est retirer à la Deutsche Kultur *les moyens de réunir des armées contre les peuples* non *allemands, c'est disloquer l'Empire allemand, séparer les Allemagnes, afin que les nations allemandes soient soustraites, par le simple jeu de leurs particularismes, à la domination de la* Deutsche Kultur, *afin qu'elles redeviennent des centres distincts de civilisation et qu'elles soient rendues à la civilisation générale, on ose dire : à l'humanité, à la chrétienté.*

Lorsque les Français et leurs Alliés seront bien conscients de cette absolue nécessité, la conduite de la guerre deviendra tout à fait sérieuse. On cessera de proroger de trois mois en trois mois l'échéance de la guerre, et l'on s'organisera pour une fameuse campagne. Et l'on comprendra qu'il est aussi impossible de conclure la paix avec l'Empire allemand qu'avec une République allemande. D'ici là, gardons-nous de toute illusion. Gardons-nous de croire l'Allemagne « as-

sagie » par les déceptions qu'elle a trouvées dans la guerre.

L'Allemagne a échoué dans la réussite immédiate *de son plan. Mais non dans sa réussite lointaine. Je ne crains pas de dire qu'il n'est pas encore prouvé qu'elle ait échoué dans la réussite au cours de la présente guerre. Un grand nombre de chances sont pour les Alliés, à condition, toutefois, que la guerre soit menée avec une vigueur accrue et qu'il n'y ait pas deux écroulements de même valeur que l'écroulement russe. Mais, à la fin de 1917, l'Allemagne a quelques raisons apparentes de croire qu'elle peut encore réussir, même au cours de la Grande guerre.*

L'Allemagne ne renonce pas. Elle peut différer la réalisation de ses plans, non renoncer. Et voyons bien que la guerre lui a donné jusqu'ici plus de raisons d'espérer, de se fortifier dans sa croyance en sa mission, que de motifs de renoncement. Parlons net : la guerre peut la faire souffrir physiquement, mais elle l'exalte ; elle n'abat pas son orgueil, elle le surexcite.

L'Allemagne s'exalte en considérant les résultats de trois ans de guerre :

Tenant tête à quatre grandes nations disposant de ressources très supérieures à celles du groupe qu'elle commande, elle n'a pas plié ;

Elle a mené brillamment quatre campagnes d'importance : campagnes de France, de Pologne, de Serbie, de Roumanie ;

Elle a presque complètement dépossédé quatre Etats. La guerre sous-marine lui donne des satisfactions assez sérieuses pour l'entretenir dans l'espérance qu'elle limitera fortement la maîtrise des Mers qui appartient aux Alliés ;

Et, fait de plus haute signification, elle a constitué un Empire qui va de la Mer du Nord au Tigre.

Voilà de solides apparences, qui ne sont nullement faites pour lui donner le goût du renoncement.

Il n'en reste pas moins, me souffle Bellaigue, que nous ne changerions point notre place pour la sienne. Et nous avons parfaitement raison, car, avec tous ces avantages, l'Allemagne n'a vaincu aucun des Alliés et n'a maintenant aucun espoir de les vaincre par les armes. Elle ne l'ignore pas, mais ne considère pas la partie perdue. Elle peut compter encore, non sans

quelque vraisemblance, sur deux moyens de réussite : 1° la dissolution interne d'un ou de deux États, ce qui lui permettrait de triompher aisément des autres ; 2° la paix blanche, la paix sans annexions ni indemnités.

En ce qui concerne le premier moyen, quelques apparences lui donnent encore un certain espoir. Elle peut penser que les événements de Russie, arrangés par ses propres soins, mettront hors de cause, définitivement, au moins un adversaire, et, ma foi, la preuve n'est pas encore faite qu'elle a tort. Elle observe, en outre, que, chez elle, grâce à la complicité de ses socialistes d'État, elle a pu utiliser le retentissement de la révolution russe dans un sens favorable à ses propres intérêts, et que, par son action dans le socialisme international, elle a quelques chances d'utiliser les mêmes événements, au moins chez certains socialistes de l'Entente, dans le même sens. Enfin, elle entretient d'assez nombreux agents, elle a entretenu d'assez hautes complicités en France pour espérer chez nous un fléchissement.

(Je n'aurai pas la faiblesse d'exprimer naïvement l'espoir que nous ne fléchirons pas : c'est

une question de volonté et d'organisation ; avons-nous un gouvernement possédant cette volonté et cette puissance d'organisation ? Aux Français d'en juger.)

A défaut d'un fléchissement en France ou ailleurs, l'Allemagne compte sur la paix blanche. Ceci est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux. S'il est peu d'hommes disposés à favoriser un fléchissement qui serait une véritable trahison, il en est un plus grand nombre, même parmi de bons patriotes, qui se laisseraient abuser par la paix blanche.

Voici l'un des grands périls. La paix blanche, sournoisement proposée par l'Allemagne, sous le nom de paix sans annexions ni indemnités, c'est, purement et simplement, la guerre gagnée par l'Allemagne, et c'est l'assurance pour elle de la réalisation complète de son projet de 1914. Si l'on veut s'en rendre compte, on n'aura qu'à faire ce faible effort d'imagination par lequel on voit, au lendemain d'une paix blanche :

Les nations de l'Entente désunies, écrasées sous le poids de leurs dettes et de leur échec, et l'une d'elles, la Russie, en proie à des difficultés intérieures qui la rendront plus pénétrable

qu'autrefois à l'influence allemande; en face d'elles, une Allemagne, gonflée par ses succès dans la guerre, exaltée par le souvenir de sa résistance à une formidable coalition, et le Mittel-Europa *constitué, presque aussi solidement que l'Empire allemand au lendemain de la guerre de 1870.*

Bref, une Europe faite de dix nations divisées (quelques-unes assez favorables à l'Allemagne) et d'un Mittel-Europa *soumis au germanisme, coupant l'Europe en deux de Kiel à Constantinople, pénétrant l'Asie, menaçant l'Égypte et les Indes.*

Quiconque fera ce faible effort d'imagination se rendra compte que la paix blanche préparerait le triomphe total de l'Allemagne, dix ans plus tard, au moins en Europe, et la réalisation de la Monarchie universelle de la Deutsche Kultur, *même dans l'hypothèse, peu vraisemblable au reste, d'une démocratisation de l'Allemagne et du Mittel-Europa. Ce serait le pire des désastres pour l'humanité. Cette réalisation de l'Internationale par l'Idée germanique supprimerait totalement la liberté des peuples, et conduirait l'humanité dans une impasse. Une*

impulsion unique, venue de Berlin, organisant l'Europe, puis la planète, conformément au plan allemand, à l'humeur allemande, à la science allemande, à la mystique allemande, soumettant les hommes aux conducteurs allemands, disloquerait l'humanité en moins d'un demi-siècle, et provoquerait l'écroulement de la civilisation. Tout serait à recommencer.

Nous luttons pour conserver la France. Nous ne luttons pas moins pour épargner à l'humanité cette immense catastrophe qui dépasserait en étendue et en profondeur l'effondrement de l'Empire romain.

Le salut de la France, comme celui de la civilisation générale, nous impose d'empêcher rigoureusement la constitution du Mittel-Europa et par surcroît de détruire l'Empire allemand afin de retirer tête, bras et jambes à la Deutsche Kultur.

Nous sommes sauvés, si nous évitons la paix blanche et si les Alliés ont la résolution de détruire l'Empire allemand. Non point d'attendre sa liquéfaction, ce qui est chimérique. Mais de vouloir sa destruction militaire, par la victoire

militaire totale. Encore reste-t-il à résoudre le problème politique et militaire de la guerre.

Il faut aller à Berlin. Et nous irons. Mais aujourd'hui, depuis trois ans et pour un long temps encore, la guerre est bloquée, sur le front principal, le nôtre, et cinq offensives, dont une allemande, n'ont pas réussi la rupture[1]. *Le problème de la guerre est essentiellement l'annulation du retranchement. La solution de ce problème humain n'est pas au-dessus des forces humaines. Mais le fait est qu'on ne l'a pas encore trouvé et que, si l'on voit dès maintenant la direction dans laquelle on la trouvera, il reste à réaliser un effort politique, industriel et militaire qui exigera de longs mois. Je reviendrai sur ce gros problème. Marquons simplement ici deux idées qu'il faut propager : la guerre est dans une impasse et il est possible de l'en faire sortir, de rentrer dans la guerre de mouvement, mais il faut à l'Entente de longs mois peut-être pour réunir les moyens matériels nécessaires à l'opération*[1].

1. Indiquons ici que l'un des moyens de rupture considérés au cours de ces études est le *tank*. L'auteur de ce livre en avait fait en quelque sorte la doctrine en août et en décembre 1915, comme on le verra dans les notes reproduites *in fine* ;

Dans ces conditions, écartant la paix blanche comme une forme de la défaite, il nous faut accepter la longue guerre. Mais il ne s'agit pas seulement de l'accepter ou de la faire accepter en esprit : il s'agit de tout organiser afin que l'esprit, le cœur, les nerfs et les entrailles de la nation puissent l'accepter et la supporter. Presque tout est à faire dans cet ordre. Nous avons une organisation politique, économique et sociale prodigieusement arriérée, impropre à la conduite d'une longue guerre, impropre à l'énorme effort industriel qu'il nous reste à fournir, impropre surtout à assurer la protection des forces vitales de la France. La conserver, ce serait nous assurer dans la guerre — devant l'ennemi et devant nos Alliés — le sort que le conducteur d'un char à bœufs se réserverait dans une course où ses concurrents conduiraient des chars à vapeur. Il

c'est l'idée de l'annulation du retranchement qui conduit au *tank* et à quelques autres moyens qui procèdent tous de ces moyens de guerre que l'on symbolise, en tête de ce livre, par le nom du *Cheval de Troie*. L'offensive anglaise du canal de l'Escaut, commencée à l'aide des *tanks*, ouvre enfin des perspectives sur la reprise de la guerre de mouvement. Il n'est pas téméraire de modifier les termes de cette introduction, écrite en juin 1917 : on peut annoncer que la guerre est entrée, au 20 novembre 1917, dans une nouvelle phase, riche de promesses. On en trouvera quelques raisons au chapitre VII : *Le Problème de la Grande Guerre*. (*Note du 26 novembre 1917.*)

n'est pas impossible de transformer cette organisation et de la rendre digne de l'héroïsme français. Ce sera une véritable révolution. C'est une condition essentielle de la victoire. Abordons cette étude sans préjugés, — surtout sans préjugés politiques, sans poser tout d'abord que le Gouvernement, l'Armée et le Parlement sont des institutions parfaites, pour lesquelles il faut avoir un respect aveugle.

La conduite de la guerre, dans le temps où nous sommes, exige un gouvernement qui emprunte à toutes les formes de gouvernement connues. Menons la méthodiquement, scientifiquement, en étudiant objectivement tous les moyens de succès, et nous serons alors en mesure de faire triompher notre volonté de vaincre, qui, elle, n'est pas scientifique, mais dont le triomphe est nécessaire pour rendre à la France sa grandeur, sa richesse, et sa place dans la civilisation, et pour assurer dans le monde cet équilibre entre les nations, condition nécessaire de tous perfectionnements, garantie suprême de la liberté des peuples, et sans lequel la Justice n'est plus que la volonté du plus fort.

Mai 1917.

PREMIÈRE PARTIE

PROBLÈMES INTELLECTUELS ET MORAUX

CHAPITRE PREMIER

LE SIÈCLE OU NOUS SOMMES

Réformons nos idées et nos mœurs. C'est notre première nécessité. Les unes et les autres nous conduisent à la passivité dans la guerre. C'est une prodigieuse folie que de croire, avec Marx et ses commentateurs, que les idées ne sont que des reflets. Répétons-le : ce sont des moteurs. Vraies ou fausses, elles mènent le monde. Loin d'être le reflet des civilisations, elles en sont les initiatrices. Ce sont elles qui conduisent les peuples à la décadence ou à la grandeur. Les idées de Fichte ont créé la nation allemande et sa monstrueuse grandeur. Quelques idées, qui règnent encore chez

nous, nous ont mis et nous maintiennent en péril.

Cette idée, si répandue avant la guerre, si répandue, après trois ans de guerre, que la Guerre est un phénomène des temps barbares qui doit disparaître du monde, la croit-on bonne à nous armer ou à nous désarmer ? Comment combattre, comment mener à fond une action militaire lorsque l'on doute de sa légitimité ?

Cette autre idée, si importante dans la conduite de la vie, que l'objet de notre activité est la recherche du plaisir, croit-on qu'elle puisse aider les combattants à supporter les misères de la guerre ?

Voilà deux idées qui ont joué un rôle énorme dans la guerre, mais non pour nous servir. Et que l'on y prenne garde : la longue fatigue aidant, elles deviennent de terribles ferments de décomposition.

Le siècle où nous sommes... Le siècle où nous sommes... Aux premiers jours d'août 1914, lorsque la nation vit bien qu'elle entrait en guerre, voici une petite phrase qui fut prononcée des millions de fois, et répétée ensuite par des millions de bouches pendant les premiers mois de la guerre.

On vit alors quels ravages avait faits dans les esprits une idée absurde, lancée dans le monde un siècle et demi plus tôt. Et l'on vit en même temps combien était profonde notre impréparation intellectuelle à la guerre. Ce peuple français dont l'élan vers la frontière fut à ce moment si vif, si généreux, ce peuple si naturellement apte à la guerre, ce peuple, non seulement ne croyait pas la guerre possible entre la France et l'Allemagne, mais il ne croyait pas à la possibilité de la guerre entre nations civilisées. La civilisation lui paraissait exclure la guerre. *La guerre*, pensait-il, *c'est le fait des nations barbares ; nous autres civilisés, nous avons la lutte, la lutte économique...* Mais voici la guerre, la vraie guerre, qui met aux prises les nations qui sont à la tête de la civilisation. Alors, c'est ce long cri d'étonnement qui parcourt la France : Est-il possible que, *au siècle où nous sommes*, la guerre nous arrache à ce bien-être qui est le but de la civilisation ?

Ce qui ne veut rien dire d'autre que : Se peut-il que, dans notre siècle de haute civilisation, la guerre soit possible ?

L'excellente qualité du sang français, un long

passé de patriotisme et d'équilibre, firent que cet étonnement de l'esprit public français ne déterminèrent aucune hésitation des armées françaises. Quelques mois plus tard, la fameuse petite phrase (le siècle où nous sommes) disparaissait des conversations civiles et militaires. L'idée demeurait dans les esprits, mais obscurcie par les événements, timide, honteuse d'elle-même devant les réalités. On a commis la grosse faute de la rappeler à la vie.

A la fin de 1914, comme au début de 1915, la nation armée était toute prête à rejeter beaucoup d'erreurs, non point à s'humilier, à se frapper la poitrine et à s'accuser de fautes qu'après tout elle n'a pas commises, mais à voir qu'elle avait un certain nombre d'idées fausses. Elle eût été reconnaissante aux hommes publics, aux écrivains, à ses chefs spirituels, qui eussent fait très simplement et très nettement l'aveu de leurs erreurs (ou des erreurs de leurs pères).

Mais avec cette persévérance, cet acharnement dans l'erreur propre aux pouvoirs en décadence (qu'ils soient démocratiques ou monarchiques), les hommes publics et les écrivains inventeurs ou propagateurs de ce pacifisme, loin de reviser leurs

doctrines et d'en rejeter ce que les événements démontraient faux, osèrent tirer de la guerre une sorte de justification de leur prédication.

Cette guerre est la dernière des guerres, proclamèrent-ils. Il s'est trouvé un Anglais, Wells, grand et habile conteur, mais mauvais philosophe, pour donner une démonstration de cette thèse sous ce titre qui frappe les imaginations : *La Guerre qui tuera la Guerre*, et voilà un thème devenu banal en 1917. Je me hâte de dire que l'on n'y croit pas beaucoup, mais ce renouvellement de l'idée pacifiste, sous une forme qui satisfait grandement la pire paresse intellectuelle, nous ramène insensiblement, en pleine guerre, aux plus mauvaises dispositions de l'avant-guerre.

A-t-on fait ce calcul, bien grossier, que cette perspective de tuer la guerre par la guerre pouvait aider la nation armée à supporter la guerre, à entretenir son enthousiasme de 1914, à se forger la longue patience qui lui est nécessaire ? Si l'on a fait ce bas calcul, destiné à faire vivre d'illusions des hommes qui n'en attendaient pas, j'avertis que l'on a complètement échoué. On n'a abouti qu'à faire revivre une idée près de mourir, et à la faire revivre sous la forme la plus dange-

reuse qui soit pour notre force civile et militaire.

Ces Français, qui, vers la fin de 1914, n'accordaient plus de confiance à l'idée pacifiste qu'on leur avait mise en tête, on les replonge dans l'atmosphère d'avant-guerre, et lorsqu'ils entendent annoncer, presque officiellement, qu'ils prennent part à la *guerre qui tuera la guerre*, croyez-vous que cela leur donne du goût pour mener à fond cette guerre libératrice ? Point du tout. Voici le raisonnement qu'ils tiennent :

Les gouvernants nous disent que c'est la dernière guerre. Nous avions donc raison de penser que la guerre ne peut pas exister dans les nations civilisées. Ce que nous disent nos gouvernants, c'est une excuse. S'ils avaient voulu, ils auraient pu empêcher la guerre. La guerre où nous sommes a été voulue par les gouvernements...

... Et par les capitalistes, pour mater le peuple, ajoutent quelques militants socialistes. Et ne croyez pas que ce raisonnement amène les combattants à cultiver leur haine de Guillaume. Ils regardent au plus près, ils regardent leur gouvernement, le nôtre, et c'est lui qu'ils rendent responsable de la guerre. Ils poursuivent leur raisonnement en ce qui touche la longue durée de la guerre. Et voilà

comment on peut détruire l'esprit de la plus belle troupe qui soit au monde.

Je demande que l'on en croie un homme qui, en deux ans et demi de campagne, n'a cessé d'être, comme soldat, caporal, sous-officier ou officier subalterne, en contact étroit avec ses camarades. J'ajoute qu'il y a remède à cette situation : il ne faudrait pas croire que l'armée tout entière est gagnée à ces raisonnements et il faudrait de bien fâcheux événements pour que cela retentisse sur l'action de l'armée. Mais ces idées génératrices de catastrophes circulent dans les rangs, véhiculées par les commentaires que chacun fait des grands discours de personnages officiels, et elles diminuent insensiblement la résistance des troupes, je le jure, beaucoup plus que ne peuvent le faire les fatigues de la guerre.

Je signale ce prodigieux malentendu : plus l'on répète, dans les discours officiels ou dans les grands articles de la presse quotidienne, que cette guerre est la dernière, que l'on se bat « pour que cela ne recommence pas » (et l'on parle ainsi avec le désir de faire prendre patience à la nation armée ou non), plus le combattant est confirmé, artificiellement, dans cette idée, à laquelle il ne

tenait pas beaucoup, que la guerre aurait pu être évitée, ou, tout au moins, arrêtée depuis longtemps.

J'adjure les hommes publics et les publicistes de dire la vérité, ou de se taire. Je ne demande point que l'on présente aux combattants des théories de la guerre. Je demande simplement que l'on parle le langage de la raison. Que l'on cesse de prophétiser la fin des guerres. On peut conduire des électeurs aux urnes avec une telle prophétie. Mais on ne mène pas des soldats devant les mitrailleuses ennemies avec de pareilles calembredaines. Messieurs de la politique et de la presse, je vous prie de penser sérieusement à cette prodigieuse absurdité. Si vous voulez que les Combattants combattent, dites-leur donc le vrai. Qui de vous, au surplus, croit vraiment à la fin des guerres ? Et s'il en est qui portent cette croyance dans leur cœur, au nom de quoi ont-ils le front de la proclamer ?

La plus simple loyauté exige que nous ne disions rien d'autre que ce que nous savons de science certaine, et là-dessus, ce que nous connaissons de science sûre, c'est que la guerre a atteint toute société, en tous temps et en tous

lieux, et ce qui a pu arriver de mieux aux Etats, ce fut d'éviter telle ou telle guerre, tant par la préparation militaire que par l'habileté politique. Au delà, silence, ou vous rêvez. Je vous demande la loyauté intellectuelle. Tenez-vous à cette vérité, qui n'engage pas l'avenir, et qui restitue au soldat français son assurance. Je vous assure que les combattants vous entendront, surtout si vous ajoutez que vous avez, que nous avons, la volonté de détruire la puissance militaire allemande, non pas pour que la guerre soit éliminée du monde, mais :

pour que cela ne recommence pas, *entre l'Allemagne et nous* ;

pour faire l'économie d'une guerre nouvelle, au moins dans le demi-siècle où nous sommes ;

pour que nos femmes, nos terres, nos biens, ne soient pas pris par les Allemands ;

pour que nous ne devenions pas les serviteurs, les esclaves de l'Empereur allemand, des savants allemands, des curés allemands, des chefs de la social-démocratie allemande, des industriels allemands.

Alors tout le monde comprend. Ça devient sérieux. - Le fusil ne tremble plus aux mains du

Combattant. Savoir si c'est la dernière ou l'avant-dernière des guerres, est une question qui sera résolue par nos enfants ou nos petits-enfants. Alors vous traduisez la pensée des soldats, qui est un merveilleux moteur et la grande raison de cette étonnante résistance de l'armée française : Pour en finir avec les Boches (et il y a longtemps que l'armée sait qu'on n'en finira pas aisément ni brièvement), cette simple formule en dit plus que toute votre philosophie du droit ou du progrès.

Mai 1917.

CHAPITRE II

LE BONHEUR DE VIVRE

Il régnait en France, avant la guerre, une détestable morale, issue des illusions sur le progrès. Bon nombre de Français, et d'authentiques et excellents Français, continuaient d'aimer la France, mais en la concevant comme un lieu du monde où la civilisation donnait à l'homme de nombreuses jouissances. D'un mot, on regardait la vie comme la recherche du plaisir. Il y a là-dessus toute une littérature philosophique et d'imagination qui tenait le haut du pavé, sur le boulevard et ailleurs, et l'on retrouve l'esprit de cette morale absurde jusque dans la devise de la Confédération générale du travail : « *Bien-être* et liberté. » On sait assez à quoi cette morale menait la famille française, aussi bien dans le monde ouvrier que dans la bourgeoisie.

Je ne veux pas m'occuper de cette folie en

moraliste ; mais j'en parlerai en soldat. Ai-je besoin d'assurer que cette morale n'était nullement faite pour préparer des soldats (ni même des travailleurs). Si vous avez la moindre hésitation là-dessus, je vous prie d'imaginer de quel cœur un soldat pourra entrer en campagne, gagner la tranchée pleine de boue, y respirer l'odeur des cadavres et celle des feuillées, veiller sous la pluie, le gel et la neige, s'il a la tête bourrée de cette idée que la vie est le premier des biens et le bien-être et le plaisir les premiers biens de la vie.

Il est certain que cette morale inhumaine était très superficielle chez les Français. Elle avait pénétré un peu partout, mais les Français étaient restés ce que leur histoire les a faits : un peuple de travailleurs et de soldats, qui prend son plaisir où il le trouve, connaissant les joies de la vie, mais mettant l'honneur au-dessus de la vie, et considérant que le premier bien pour l'homme est d'avoir deux bras pour vivre en travaillant ou mourir en combattant.

On le vit bien en août 1914 lorsque la nation armée, entrant en campagne, passa d'une vie certainement un peu amollie à la rude vie du com-

bat, puis à la vie morne et pénible de la tranchée. Dire que le soldat français accepta cette vie nouvelle sans aucune révolte est peu dire, car le vrai est qu'il l'accepta avec une entière simplicité, comme une chose parfaitement normale. Je ne parle pas de cette espèce d'allégresse du début de la guerre, sentiment peu durable causé par le plaisir d'entrer dans une vie riche d'imprévu. Je parle de ce sentiment profond, durable, qui présida à l'organisation de la vie commune en campagne ou dans la tranchée. Nul de nous n'a vraiment souffert d'être privé de ce que l'on appelait jusque-là les biens de la vie. (Je ne parle pas des quelques douzaines de délicats qui n'ont jamais pu se faire à l'absence de lits de plumes dans les tranchées.)

Avons-nous nommé misère notre misère ? Pas même, sauf dans les temps très durs du combat où l'on est privé de tout, de nourriture comme de sommeil, et où l'âme exige du corps harassé les plus grands efforts ; sauf dans les interminables journées de pluies d'hiver, où la tranchée s'écroule, où la sape, noyée, s'effondre, et où la force de l'homme est dépassée par celle des éléments conjurés (et là nous souffrons plus encore

de notre impuissance que de notre misère). Nous n'avons vraiment souffert les uns et les autres que d'être éloignés des nôtres, et de l'angoisse à la pensée de ne pas nous retrouver parmi eux.

Mais notre bien-être? notre liberté ? les jouissances de la vie ? Avec quelle aisance tout cela a été sacrifié ! J'ose dire : avec trop d'aisance, avec trop d'empressement dans l'acceptation, car nous avons accepté, comme des nécessités de la guerre, beaucoup d'incommodités qu'un peu de prévoyance à l'arrière nous eût évitées.

Et il en a été ainsi très longtemps. Jusqu'au jour où les combattants, reprenant contact avec l arrière par les permissions, ont constaté que la morale d'avant-guerre retrouvait ses droits de cité derrière le front. Ce n'est pas que cette morale, ou plutôt cet immoralisme, s'exprimât dans la littérature (il est juste de reconnaître que la littérature a été assainie pendant la guerre) ; mais, fait plus grave, elle s'exprimait dans la vie, dans la vie quotidienne, de façon beaucoup trop visible. Et le combattant voyait bien que ce relâchement dans les mœurs ne venait pas de l'ébranlement causé par la guerre (qu'il connaît bien), mais d'une doctrine qu'on lui exprime, et qui

vient de l'avant-guerre. Les combattants ne s'étonneront pas de voir l'arrière prendre le plaisir qui s'offre ; mais ils se scandalisent que l'on *recherche* le plaisir. Ils pensent, et ils n'ont pas tort, que la recherche du plaisir n'est pas une occupation du temps de guerre. Ce n'est pas en ce temps qu'il est permis de penser au bonheur de vivre.

Ils se scandalisent d'abord. Mais lorsqu'ils voient ce relâchement durer et s'accroître, sans qu'aucune mesure officielle soit prise pour le limiter, pour le réduire, à leur tour ils le subissent, après l'avoir raillé. Et voici leur pensée qui grossit la réalité :

(Censuré.)

Je signale ce grave malentendu, cette grave rupture d'équilibre, qui introduit dans l'armée une question insoluble. Voilà une question qui ne se poserait pas avec une armée de métier, où des soldats qui ont choisi leur métier en remplissent les obligations, sans s'occuper de ce que pensent ou font les civils. Mais avec une armée

nationale, le problème est d'importance. Nous autres combattants, qui faisons un autre métier que le nôtre, nous nous sacrifions volontiers pour la France, pour l'honneur français, pour l'indépendance et la prospérité de la France, pour n'être pas esclaves des Allemands ; mais nous ne nous sacrifions nullement pour que, derrière nous, ceux que l'âge, l'infirmité, la faveur, la nécessité du travail de guerre retiennent dans le pays, jouissent du bonheur de vivre.

Nous ne demandons pas aux civils de pleurer ni de gémir; nous attendons d'eux qu'ils soient dignes et un peu graves, qu'ils ne nous donnent ni le spectacle du luxe, ni celui de la vie facile et souriante de l'avant-guerre. Nous n'ignorons pas qu'il n'est pas aisé de réaliser notre désir. Peut-être est-il plus difficile de vivre sobrement au milieu des tentations de toutes sortes que de vivre rudement au milieu des misères de la guerre. Mais l'équilibre est nécessaire quand une moitié de la nation défend l'autre.

Nous ne faisons d'exception que pour nous-mêmes. Entre deux relèves, entre deux combats, nous avons droit au chant, à la gaieté. Mais ce ne sont pas pour nous les joies de la vie ; ce sont les

délassements du guerrier, et lorsque nous buvons, la mort est toujours au fond de notre verre. Nos chants, notre gaieté, nos repas animés, ce sont des moyens de conduire la guerre. Nous demandons que l'arrière ne donne pas le spectacle d'une vie organisée comme celle de la paix, et de la pire.

Car, enfin, on n'attend pas de nous que nous nous battions au nom du bonheur de vivre. Par quelle étrange et inhumaine contradiction parviendrions-nous à nous exposer à la mort pour la joie de vivre ?

Rien n'est plus troublant pour les combattants que cette contradiction que l'arrière leur apporte. Mais l'arrière, trop soumis à sa morale d'avant-guerre, a été jusqu'à concevoir que c'est un plaisir de se battre. Ainsi se trouvaient conciliés les contraires. A l'arrière, on pouvait avoir le plaisir de vivre, puisque, au front, on avait le plaisir de se battre, et parfois celui de mourir. On fera bien de chasser une philosophie, une morale qui aboutit à des plaisanteries aussi sinistres. Nous connaissons le devoir, la gloire, l'ivresse, l'honneur de combattre; mais nous ignorons totalement le plaisir du combat. On fera bien de rappeler, à l'arrière, que la vie pacifique comporte

elle aussi de bien plus grandes parties de devoir, de gloire et d'honneur que de plaisir.

Mais que l'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous incriminons moins les individus que les institutions, et nous n'ignorons pas que ce scandale est en somme assez superficiel (mais il est le plus visible des spectacles de la vie à l'arrière et c'est celui que nous voyons le plus lorsque nous quittons le front). En somme, ce que nous demandons est affaire de gouvernement autant que de mœurs générales. Cette question de morale est en partie une question de police.

Le gouvernement est-il sans pouvoirs? Sur les âmes, oui. Sur les mœurs et sur le spectacle des mœurs, non. Il est maître de la rue et des lieux publics. A lui de résoudre la question que nous posons. Nous ne lui demandons pas de se faire prédicant, mais d'agir, matériellement et moralement, de telle manière qu'il n'y ait pas deux lois pour la France en guerre, l'une de plaisir pour les gens de l'arrière, l'autre de contrainte pour ceux de l'avant.

CHAPITRE III

UNE IDÉE MORTELLE : LE DEVOIR

L'idée du Devoir, du devoir désintéressé, du devoir pour le devoir, l'idée kantienne en un mot, cette idée qui, jointe à celle de la conscience, a servi à la construction de la *deutsche Kultur* et de la patrie allemande, cette idée, prise chez nous dans sa stricte valeur logique, nous conduirait à la mort si nous ne la rejetions pas totalement. Je vous demande de la regarder agir dans la guerre et de bien voir où elle nous mène.

Et premièrement, voyez-la entrer dans la vie militaire de la nation. Elle nous a conduits à nous donner comme principe d'organisation militaire la plus grande et la plus terrible absurdité des temps modernes : l'obligation militaire égale pour tous les citoyens de la nation. Au nom d'une abstraction, nous sommes tous, théoriquement, soumis à l'impôt du sang. Il ne faut pas craindre de

le dire en pleine guerre : cette doctrine est absolument barbare ; elle conduit l'humanité dans une impasse, et, bien que nous soyons contraints d'en accepter les effets pendant la durée de la guerre, il nous faut la dénoncer dès maintenant, si nous voulons donner à la Grande Guerre une conclusion qui écarte un des plus grands périls de la civisation ; il nous faut rechercher, en outre, les moyens d'en atténuer les effets pendant la guerre, si nous voulons être en état de mener la guerre jusqu'à sa conclusion totale.

Cette doctrine du devoir militaire égal pour tous les citoyens d'une nation, on sait que. philosophiquement, politiquement, dans les temps modernes, elle est d'origine allemande et qu'elle n'est apparue chez nous qu'à la faveur d'une situation révolutionnaire profondément commandée par des idées nées en Germanie. Sa fortune ne pouvant lui venir que de sa conciliation avec des intérêts privés et une certaine préparation intellectuelle, on ne s'étonnera pas de la voir naître et grandir dans cette Prusse dont l'industrie nationale a été et reste la guerre, dans cette Prusse et dans cette Allemagne prussianisée toute pénétrée de Kant, de Fichte et de Hegel, où l'individua-

lisme universel posé par Kant, est devenu, avec Fichte, l'individualisme germanique organisant l'univers, ayant comme moyen de réalisation, selon Hegel, l'Etat prussien. Mais qui ne voit ici que l'apparent désintéressement de l'homme accomplissant le Devoir, sert non seulement des intérêts privés, mais les plus vifs appétits individuels. En accomplissant son devoir à l'égard de l'Etat, le soldat prussien n'est pas mu seulement par la pensée du devoir, mais par l'espérance de devenir, au nom de cet Etat qui doit réaliser l'Idée du monde, un des représentants du moi germanique, c'est-à-dire un des chefs spirituels et temporels de l'univers.

Ainsi l'Etat allemand, fils de l'Idée allemande, est-il le seul Etat où l'application de la loi du devoir puisse s'effectuer sans troubler profondément la vie nationale, et uniquement parce que, subordonnant le monde à la conscience germanique, la loi du devoir se concilie, pour ses nationaux, avec l'intérêt et les appétits de l'individu, ceci au moins pour la durée de la guerre où nous sommes [1].

1. On entreverra ici le mécanisme psychologique d'un renversement total de l'État allemand, de l'État prussien à l'issue

Pour toute autre nation civilisée, la loi du Devoir militaire, appliquée en quelque sorte selon sa stricte signification philosophique, est une idée fausse, antiphysique et barbare, et au surplus mortelle. Ses effets en Europe eussent « fait frémir d'horreur », selon le mot de M. Jacques Bainville, « les Français d'autrefois ». C'est parce que nous participions à une haute civilisation. Nous savions, sans même en faire la théorie, que le propre d'une société barbare est de ne pas distinguer le travailleur du soldat, et que le propre d'une société civilisée est de spécialiser les hommes selon les aptitudes de chacun, en laissant à chacun la plus grande liberté pour le choix de son emploi dans les tâches de la civilisation. Spécialisation, et comme on le dit aujourd'hui, division du travail : tel est laboureur, tel autre pas-

de la Grande guerre, si l'Entente poursuit la guerre jusqu'à l'écrasement des armées allemandes et à la dislocation de l'Empire allemand. L'empire du monde échappant aux Allemands, la loi du Devoir devient pour les Allemands un leurre complet. Les immenses récompenses qu'elle annonçait, pour les seuls Allemands, manquant totalement, elle redeviendra représentative des seuls sacrifices, et comme telle inacceptable. Le dépit allemand se retournera avec violence contre l'Empire allemand et l'État prussien. C'est pourquoi, tandis que pour toute autre nation, défaite ne signifie que diminution, pour l'Allemagne, la défaite est la mort.

teur, tel savant et tel enfin est soldat. Mais aucune confusion ; et si l'on conçoit que tous ont des obligations envers la patrie, nul ne pense que ce puissent être les mêmes. Chacun fait son métier ; on n'appelle à la guerre que le soldat qualifié, et c'est seulement dans les cas d'extrême péril public, et pour de courtes campagnes, que l'on fait des appels plus étendus. Ce fut la loi de l'Europe chrétienne, jusqu'au « coup de folie » de la Révolution. Le développement simultané des idées révolutionnaires sur le droit des peuples, des idées allemandes sur l'État prussien, puis sur l'Empire allemand nous ont fait sortir peu à peu de cette haute sagesse et ont amené le monde entier au régime du service militaire obligatoire et universel, partout imposé au nom du devoir.

Voici le monde entier, ce monde organisé, presque à tous points de vue, pour une haute civilisation, revenu pour son organisation militaire au régime des sociétés barbares ou des sociétés primitives, où la nation n'est qu'un groupe de guerriers, temporairement laboureurs, pasteurs ou chasseurs, ou un groupe de laboureurs, de pasteurs ou de chasseurs, temporairement guerriers. Pour ces sociétés barbares (qui n'ont point

besoin de la loi du Devoir, car la nécessité immédiate leur suffit), le devoir se concilie immédiatement avec l'intérêt des personnes ou des familles, toutes à peu près également intéressées à la guerre ou menacées par elle. Toute autre doit être la loi de nos sociétés différenciées, où règne l'inégalité, c'est-à-dire la spécialisation.

Pour une société civilisée, la loi du Devoir individuel n'a qu'une valeur purement abstraite : encore faut-il la concevoir dans la durée, où elle concilie l'intérêt général avec les intérêts de l'individu conçus dans la lignée. Pratiquement, elle aboutit à l'opposition de l'individu et de la nation.

(Censuré.)

(Censuré.)

(Censuré.)

(Censuré.)

Je montre ici cette contradiction, cette opposition qui grandit, plus la guerre dure, entre l'exercice du devoir militaire et le sens des intérêts individuels. Je demande que l'on mette tout en œuvre pour résoudre ce grave problème. Si j'en fournis les données sans fard, c'est parce qu'il s'agit d'une question vitale et qu'il est nécessaire que nous ne nous méprenions pas sur le caractère du problème. Sinon, nous serions impuissants à le résoudre.

C'est encore une affaire de gouvernement. Je supplie ceux qui ont la responsabilité de la conduite de la guerre de voir la situation sans aucun

préjugé. Que l'on n'entreprenne pas de la dominer avec des discours, des conférences, des prédications ou des distributions de papier imprimé. De tels moyens échoueraient complètement. Les Français sont extrêmement sensibles à l'honneur et accessibles à la raison. Mais les satisfactions de l'honneur et celles de l'intelligence deviennent impuissantes. Il faut trouver les compensations matérielles aux risques courus, aux pertes subies. Les combattants français sont parfaitement convaincus de la nécessité de poursuivre la guerre jusqu'à l'écrasement de l'Allemagne. Mais leur vœu est qu'on les fasse sortir du conflit qui les déchire.

Il ne leur appartient pas d'en sortir eux-mêmes. Des soldats vivant sur l'ennemi, courant l'Europe, comme ceux de la Révolution et de l'Empire, peuvent réduire cette opposition par l'utilisation des mille ressources que fournit l'occupation d'un pays étranger. Rien de semblable pour les soldats de l'Entente, dans cette longue guerre où nous vivons sur notre sol, dans nos villages ruinés, près de nos compatriotes réduits à la pauvreté sinon à la misère.

(Censuré.)

(Censuré.)

Je n'oublie pas que ce péril menace toutes les armées nationales. Mais il les menace inégalement. Ne nous dissimulons pas qu'il menace les armées françaises plus que les armées allemandes. Le soldat allemand, vivant sur notre territoire, s'est payé, matériellement, par l'exploitation des pays envahis occupés par lui ; moralement, par les jouissances de la domination ; pour l'avenir, il lui reste l'espoir, auquel ni son gouvernement ni lui-même ne renoncent, de devenir l'organisa-

teur du monde. Le soldat français, dans la présente guerre, n'a point ce passé et nul ne lui promet un avenir aussi riche. Mais nous avons les moyens de renverser cette inégalité. Nous pouvons faire que le poids de la guerre soit moins lourd pour le soldat français ; l'entrée des États-Unis dans la Guerre nous fournit en effet un moyen d'assurer des relèves importantes qui diminueront très sensiblement la charge totale de la guerre pour les Français, au moins en attendant le jour où une offensive générale de l'Entente deviendra absolument irrésistible.

Dans cette situation générale, la distribution des biens matériels se fait dans l'ordre anormal: ce sont ceux qui courent les plus grands risques qui ont le moins d'avantages. C'est proprement absurde, et c'est ce qu'il faut transformer.

En a-t-on les moyens ? Financièrement, pendant la guerre, je n'en juge pas ; c'est une affaire d'État. Mais je sais qu'il y a toute une série de mesures, dont quelques-unes seront examinées plus loin, qui pourront permettre de réaliser quelques compensations. Un moyen de premier ordre sera de constituer cette *Part du Combat-*

tant dont Charles Maurras a lancé l'idée [1], qui donnera au combattant ou à ses descendants d'abord des primes versées par les Français, puis un capital réalisé sur l'ennemi. Dans la même direction, on n'aura pas de peine à trouver qu'il s'agira de constituer un *Privilège du Combattant*, un *Droit du Combattant.*

Privilège sur l'ennemi, dans la répartition des biens meubles et immeubles qui seront pris à l'ennemi ; privilège dans l'occupation des territoires ennemis ;

Droit particulier parmi les Français, en ce qui concerne l'impôt, les entreprises et travaux publics, les fonctions de l'État, des villes et des corporations. Droit d'être représentés, au titre de combattants, dans les conseils qui prépareront la paix afin que les conditions de paix donnent aux combattants les satisfactions auxquels ils ont droit.

Ce n'est pas conforme à l'humanitairerie ? Ce n'est pas conforme au principe d'égalité ? Il se peut. Mais ce n'est pas au nom de l'égalité que les combattants demeurent aux armées et qu'ils

1 Charles Maurras, *la Part du Combattant.* Un volume de 128 pages. Paris, 1917.

peuvent y être maintenus. Ils pâtissent aujourd'hui d'une inégalité nécessaire au salut public. Il est juste qu'ils bénéficient plus tard d'un traitement privilégié. C'est de pure justice. Pour l'humanitairerie, on me permettra de n'en tenir aucun compte. C'est la plus dangereuse illusion que l'on puisse donner à l'humanité.

Au surplus, si l'on veut se tenir à ces deux nuées, et les couvrir au nom du Devoir, on s'expose à rendre le devoir militaire beaucoup trop lourd, et à assurer tous les avantages moraux aux Allemands, qui ne s'encombrent d'aucune considération humanitaire. Alors, ou bien on ouvrira la France aux armées allemandes, et nous perdrons tout, ou bien...

Ou bien, cette loi du devoir, devenue excessive pour toutes les armées, les disloquerait toutes, conduisant l'humanité dans cette impasse où elle doit logiquement la conduire, et la civilisation serait dévorée par les mille guerres civiles, intestines, sociales, qu'engendrerait cette catastrophe.

De sages prévisions, de fortes méthodes de gouvernement peuvent nous éviter cette chute et, servies par l'interchangeabilité des armées de l'Entente, imposer cette décomposition à la

seule Allemagne, d'où sont sortis tous les maux qui pèsent sur le monde et qui s'est, elle-même, retirée de l'humanité.

Il restera que la France aura à donner des compensations aux combattants. Il est impossible de rompre pendant la Guerre avec le service militaire universel et obligatoire. Nous y sommes ; il nous faut y rester bon gré mal gré. Mais dès aujourd'hui, ayant reconnu la fausseté de son principe, qu'on le transforme et surtout qu'on le débarrasse de sa prétendue justification, le Devoir désintéressé, qui, précisément le rend impossible. Je répète, au surplus, que tout appel au Devoir devient une très mauvaise plaisanterie lorsque de nombreux mobilisés sont rendus à la vie civile pour les travaux de guerre ou simplement pour assurer les services essentiels de la vie économique, et lorsque les mobilisés eux-mêmes sont répartis dans des zones extrêmement différentes par les périls qu'elles comportent.

Il est absolument nécessaire que l'on se rende compte que, présentement, la situation créée par la mobilisation quasi générale est la suivante :

une armée de combattants, courant tous les risques, mal nourrie, connaissant toutes les mi-

sères de la guerre, complètement détachée de ses intérêts civils et n'ayant aucun avantage ni dans le présent ni dans l'avenir ;

une armée de non-combattants, hommes de tous les services, courant peu de risques, mieux nourrie, mieux logée que la première, ayant quelque possibilité de veiller à ses intérêts de la vie civile ;

une armée de travailleurs de la guerre, ne courant guère que les risques des accidents du travail, dont la vie ne diffère pas sensiblement de la vie civile.

L'inégalité des services rendus et des risques courus est éclatante. Le plus simple bon sens fait comprendre que la même loi du Devoir ne s'applique plus à des groupes aussi différents, et qu'il faut faire appel à d'autres idées pour justifier cette situation que l'on ne peut modifier. Il ne suffit pas de dire que chacun accomplit son devoir à l'arrière comme à l'avant. Il faut donner aux plus exposés les plus grandes compensations.

Juin 1917.

CHAPITRE IV

NOS RAISONS DE COMBATTRE

Les Français ont été conduits au combat avec les idées les mieux faites pour les en dégoûter. Par bonheur, ils en avaient d'autres, dans leur cœur et dans leur tête. En particulier, le dégoût, la haine de l'Allemand. Il n'est pas un Français qui ne se considère comme ayant un compte personnel à régler avec quelque habitant de la Germanie. Cela facilite la conduite de la guerre.

Pourquoi veut-on supprimer ces raisons personnelles, qui sont fortes, pour y substituer des raisons générales, qui sont parfois beaucoup plus faibles, souvent inintelligibles. On donne au soldat français, par les discours officiels et par la presse, toutes sortes d'idées qui n'ont aucune prise sur ses sentiments et qui ne le meuvent point. Il en est troublé, doute de ses propres idées et finit par ne plus savoir pourquoi il combat, ce qu'il

n'ignorait pas à son entrée dans la guerre. Au début de la guerre, il ne luttait pas seulement pour rendre l'Alsace et la Lorraine à la France, mais pour chasser l'Allemand de France, ne plus le retrouver, après la guerre, dans les chantiers, dans les usines, dans les fabriques de potages et les agences de ramassage et de distribution du lait, dans les hôtels, dans la presse, au théâtre, voire dans l'enseignement et la politique. Tout cela se raccordait à la vie de chacun, et cela constituait, avec les souvenirs de 1870, et les horreurs de l'invasion de 1914, de sérieuses raisons de combattre. Ajoutez-y l'espérance, bien souvent exprimée, de se payer en Allemagne, sur la rive gauche ou mieux sur la rive droite du Rhin. Et enfin un patriotisme profond.

Une débauche d'abstractions vient recouvrir ces réalités. Droit, justice, liberté, démocratie, civilisation. Je suis bien fâché de le dire : ces grandes idées, vraies ou fausses, n'ont aucune vie ni dans la tranchée ni au combat. Ce sont des idées de cabinet, qui n'ont aucune valeur pour entraîner les citoyens-soldats, ni les pires, ni les médiocres, ni les meilleurs, devant la mort. On pourrait constituer une petite armée de volontaires pour

l'une de ces idées. Mais une armée de soldats-citoyens est insensible à ces merveilleuses abstractions.

Prenons la meilleure, celle sur laquelle nous pouvons nous mettre tous d'accord : la civilisation. Il est hors de doute que les nations luttent pour la défense de la civilisation, incluant l'indépendance des nations. Voilà une idée excellente pour les gouvernements, pour tous ceux qui ont une responsabilité dans la conduite de la guerre, excellente en tous points, mais d'intérêt nul ou quasi nul pour les troupiers, officiers, sous-officiers ou soldats, qui sont dans la tranchée ou qui vont au combat, pas même pour ceux qui sont très sensibles aux idées.

Et moi-même,
Au moment où je fais cette moralité...

je suis dans mon cabinet, entouré de quelques biens de la civilisation auxquels je suis assez attaché ; j'entends les cris de mes enfants et la parole tendre de leur mère : ici, la valeur de la civilisation m'apparaît tout entière, par les yeux et par l'esprit, et sa défense ne me coûte que l'effort d'écrire noir sur blanc les raisons qui nous

obligent à continuer la guerre, à la poursuivre jusqu'à la dislocation de l'Empire allemand.

Mais me voici dans mon abri, enfumé et secoué par la chute voisine des torpilles, veillant entre deux rondes, les pieds dans la boue, mouillé jusqu'à mi-jambe, ne parvenant pas à entretenir un feu que l'eau du ciel éteint chaque fois que je le rallume ; j'ai peu mangé, je tombe de sommeil et de fatigue ; pas de courrier depuis quelques jours, et je pense aux miens avec amertume ; je pense aussi que l'on n'entrevoit pas la fin de cette vie-là. Un agent de liaison m'apporte un ordre : « Veuillez reconnaître le poste ennemi récemment installé en avant de la tranchée des Burgraves. Garnison, moyens de défense, protection ? Rendre compte avant cinq heures. » Je rendrai compte si je reviens. Je pars : sérieusement, vous pensez que c'est l'idée de la civilisation qui va me conduire à l'accomplissement parfait de ma mission ?

Dans cette circonstance comme dans cent autres, du combat ou de la morne vie des tranchées, je vous supplie de ne pas croire ce que l'on écrit après coup, et par quoi les bons esprits qui sont de bons soldats veulent se montrer mus par de

très nobles motifs parfaitement désintéressés : mon ordonnance, le caporal, le sergent, les hommes et moi, tous volontaires pour ces affaires, nous obéissons très sensiblement aux mêmes mobiles : la gloire, l'honneur, le désir des distinctions, l'espoir de permissions particulières, d'avancement, et, lorsque nous sommes engagés, la conscience d'être Français qui nous donne la volonté d'être plus forts que l'Allemand. Bref, toutes sortes de motifs individuels, très utiles pour la France et la civilisation, mais mobiles individuels. Dans tous les cas, pour nous maintenir sous le feu, ou avancer sous le bombardement ou la mitraille, ce coup de sang que nous recevons à imaginer que, si nous ne sommes pas victorieux nous-mêmes, nos femmes, nos enfants, nos biens seront... Pensée intolérable, parce que les Français, presque tous très conscients de leur qualité de Français, ne peuvent imaginer, sans un violent sursaut de tout leur être, qu'ils obéiraient à des Allemands.

Tout ceci nous vient de la France et de la civilisation, mais se manifeste, agit en nous sous la forme de sentiments, de désirs, de passions personnels. Et c'est avec cela que l'on fait de bonnes troupes, solides et ardentes. Ce n'est pas l'héroïsme

absolu, sauf dans ces courts instants de l'abordage où l'ivresse du combat nous arrache à nous-mêmes, joint notre âme à l'âme de la France.

Si vous voulez remplacer ces mobiles excellents, actifs, qui ont donné les résultats que le monde entier connaît, autant dire que vous voulez saboter la guerre. Même, je le répète, en ce qui touche ce bien général que nous nommons civilisation (et que nous entendons après tout de façon différente). Cette idée de lutte pour la civilisation est excellente pour entretenir le moral des civils et pour la propagande française à l'étranger. Elle est inefficace aux armées. Je demande que l'on se rende bien compte que, devenus soldats, tous, tant que nous sommes, ouvriers et bourgeois, nous devenons insensibles aux idées qui touchent des électeurs, des étudiants ou des gens de parti. Bon gré, mal gré, nous sommes la troupe, obéissant aux passions des troupes armées : gloire, honneur et (pourquoi le taire) profit de la guerre, et il est hors de doute que nous entendrions avec plus d'allégresse l'ordre aux *Soldats de l'Armée d'Italie* que tous les discours sur la civilisation, le droit ou la démocratie.

Si l'idée la meilleure et généralement acceptée

est inefficace, que dire des idées contestables, des idées diviseuses, des idées utopiques ? La guerre pour le Droit, ou pour la Justice, ou pour la Démocratie, ou pour la Société des Nations, toutes idées par quoi, en somme, des groupes, des partis, tentent de confisquer les résultats de la guerre au profit de groupements particuliers. Le prétexte est que l'on veut donner une formule commune aux nations alliées? Il suffit amplement de leur donner la formule vraie de *l'indépendance des nations.* Mais que l'on ne nous donne pas ces formules quelles qu'elles soient pour des raisons de combattre. Il importe peu au soldat français de savoir si les États-Unis entrent dans la guerre pour la défense du Droit. Mais le soldat calcule que les États-Unis apportent à la France, à l'Entente, contre l'Allemagne et ses vassaux, l'appui d'une force considérable. Si de braves gens s'imaginent enflammer les troupes avec le Droit et la Justice, je les préviens qu'ils se trompent absolument. L'influence de ces idées, dans la bataille, est exactement égale à zéro, et dans l'attente de la tranchée, elle est démoralisante parce qu'elle n'évoque aucune image précise aux yeux du soldat qui essaie de comprendre

la guerre ; elle ne lui donne aucun but de guerre précis.

Pour la démocratie, c'est une idée diviseuse. Mais je ne m'arrête pas à ce caractère qui n'a jamais empêché les anti-démocrates de faire leur métier de soldat, parce qu'ils considèrent que la première nécessité est de sauver la France, dût-on fortifier par là la démocratie en France et ailleurs. Je ne veux que considérer l'utilisation de l'idée démocratique comme raison de combattre. J'ignore si cela a quelque valeur utile dans l'armée russe ; mais je sais bien qu'aux armées françaises c'est une valeur non pas utile mais dangereuse. Je ne crois pas faire une révélation en disant que l'idée démocratique est sans force expansive chez les Français d'aujourd'hui. Parmi les idées politiques, le nationalisme et le socialisme seuls sont des idées agissantes, de valeur très différente du reste au point de vue militaire. L'idée démocratique est inerte. Essayer d'en faire un levier pour la troupe est une erreur énorme ; la raison est que les Français démocrates croient qu'ils jouissent de la démocratie, et qu'ils estiment n'avoir aucun effort à faire pour conquérir ce qu'ils possèdent. Comme d'autre part, on les a convaincus que les

Allemands sont démocrates comme eux, que la guerre est l'œuvre de l'Empereur allemand et du clan militaire, on ne pourra les conduire à poursuivre la guerre pour faciliter la démocratisation de l'Allemagne. Tout au plus sont-ils disposés à attendre que les Allemands fassent une révolution. Par ces voies, les appels à l'idée démocratique conduiraient les troupes à l'inertie.

D'un autre côté, ces appels répétés constituent un danger. Les soldats démocrates, se voyant sollicités de réaliser la démocratie universelle, en arrivent à se demander s'il n'y aurait pas à réaliser des réformes démocratiques parmi eux. Ils ont conservé le souvenir de certaines campagnes électorales où il leur a été enseigné que la constitution de l'armée n'est pas démocratique. Dans ces conditions, l'appel à la démocratisation les fait se tourner contre la hiérarchie militaire, contre ce commandement qu'ils subissent et qui paraît leur imposer les misères de la guerre. Du coup, on fait du grognement normal du troupier une véritable doctrine, et cette propagande démocratique, par laquelle on croyait enflammer les troupes, aboutit à créer une certaine indulgence à l'égard du soldat ennemi (trompé par ses diri-

geants) et affaiblit l'armée française devant l'armée de l'absolutisme ! Voilà qui fera parfaitement l'affaire de ces faux démocrates qui, sous couleur de propagande démocratique, font les affaires du Roi de Prusse [1]. Mais je signale aux démocrates le péril qu'ils ne voient pas nettement. Si l'on veut mener jusqu'au bout la « guerre des démocraties contre l'absolutisme », le premier soin doit être de ne pas faire de propagande démocratique aux armées. Paradoxe ? Si l'on veut. Quiconque se donnera la peine d'examiner sans préjugés la situation morale des armées aboutira aux mêmes conclusions que nous.

La fantaisie connue sous le nom de « Société des Nations » est encore plus périlleuse. Disons le vrai. C'est de la folie pure. On s'étonne que le président des États-Unis, puissant réaliste, ait pu couvrir une pareille utopie de sa haute autorité. On s'explique ses déclarations en considérant qu'il les a faites à des hommes, ses concitoyens, chez

1. La plus ardente propagande dite « démocratique » a été faite à Paris par un journal innommable que l'on a su depuis être subventionné par l'Allemagne, en pleine guerre. Ce journal, le jour même où il était dénoncé à la tribune de la Chambre par M. Ribot, essayait de parer le coup en faisant des déclarations fougueusement démocratiques.

qui ces idées de fraternité générales sont en faveur ; c'est par là qu'on les amène à la guerre. Cela peut être bon seulement dans cette période préparatoire de la guerre chez un peuple qui n'a pas encore connu directement les misères de la guerre. Paradoxe encore. Mais ce qui est utilisable auprès d'hommes qui ne sont pas entrés dans la guerre, ne l'est plus du tout auprès de soldats en campagne depuis trois ans, surtout lorsque la Société des Nations est présentée comme devant être ouverte aux Allemands, délivrés seulement de leur Empereur. Le soldat est désarmé du coup : la guerre lui apparaît sans signification ; il n'aperçoit plus aucun moyen de mettre à la charge de l'agresseur les frais de la guerre. Dans ces conditions, poursuivre la guerre n'a plus pour lui le moindre sens. Si l'Allemagne ne doit pas être « châtiée », si nous sommes également condamnés les uns et les autres aux dépens de ce tragique procès, aucune raison ne subsiste de continuer la guerre une minute de plus. Arrêtons les frais et bas les armes [1].

1. Au moment même où j'écris ce chapitre, paraît à *la Victoire* un article où Lysis apporte les mêmes raisons. Je tiens à les reproduire ici, car elles viennent d'un écrivain dont les idées

Je ne m'arrête pas un instant à discuter ces idées devant la cohue des propagandistes soudoyés par l'Allemagne. Mais je m'adresse aux hommes qui portent une haute responsabilité dans le pays et qui favorisent l'expansion de ces alcools ou de ces stupéfiants de l'intelligence et de la passion françaises. C'est eux que je supplie, pour l'amour de la France, de ne pas détourner le cours des volontés françaises, au moment qu'ils croient les conduire à l'assaut de l'Allemagne. Droit, justice, idées stupéfiantes ; démocratie, société

philosophiques et politiques sont exactement opposées à celles de l'auteur de ce livre :

« L'arme nouvelle des Allemands n'est plus le zeppelin, l'aviatik, le gros canon, le sous-marin — à tous ces périls on a paré — c'est l'utopie, précisons, l'utopie de la paix formulée dans l'extraordinaire blague de la « Société des Nations » comprise à l'allemande, c'est-à-dire travestie, déviée, truquée, pour amener les Français à se relâcher dans leur effort, en leur laissant croire que s'il n'y a pas de sanction à la guerre (ni annexions, ni indemnités), rien n'empêchera d'instituer dans le monde entier un système de fraternité universelle où tous les Etats communieront, où Français et Prussiens s'embrasseront, sans perdre leur temps à rechercher si quelqu'un est responsable d'avoir fait tuer dix millions d'hommes.

« Créez un tel espoir et répandez de telles idées en ce moment : d'elle-même la réflexion viendra, sans qu'on ait à la suggérer, que si la guerre mène à cela qu'il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus et que tout le monde sera d'accord, ce n'est plus la peine de continuer à se faire tuer et de ne pas s'entendre sur cette base dès maintenant... Et quand on en est là, le tour est joué. » (*La Victoire*, 7 juillet 1917.)

des nations, idées enivrantes mais qui tournent l'ivresse contre celui qui la verse. Que l'on abandonne ces abstractions et ces furies, que la garde qui veille aux barrières de la Chambre en défende nos armées ! Que l'on conduise la guerre selon ses lois propres et non selon les lois de la tribune ou de la chaire. Et que l'on donne aux soldats de vraies et solides raisons de combattre.

Au reste, peut-être n'est-il pas absolument nécessaire de leur donner de nouvelles raisons de combattre. Il ne s'agit que de les confirmer dans les raisons qu'ils ont eux-mêmes trouvées en entrant dans la guerre. En août 1914, pour l'immense majorité des soldats, l'idée de la guerre était claire. Ce sont les discours de l'arrière qui l'ont embrouillée. A Berlin ! criaient les soldats qui remplissaient les trains de l'Est. Les personnes prudentes peuvent sourire. Mais sourire de ce cri, le prendre en pitié, c'est accepter par avance la défaite, au moins se reconnaître impuissant à vaincre la force allemande. Les mêmes personnes souriront-elles du cri allemand : *Nach Paris !* A Berlin, pour ces armées joyeuses et hardies, cela signifie que l'on veut toucher la bête au cœur, et que les dépouilles nous appartiendront. Nous

avons à récupérer nos cinq milliards et tous ceux que nous coûtera cette guerre. En septembre 1914, on y ajoute les frais de la nouvelle invasion. Et plus la guerre dure, plus chacun comprend la nécessité de la poursuivre avec une vigueur accrue. A l'entrée de 1915, l'homme de troupe eût encore admis que la guerre fût liquidée par un compromis qui affaiblît considérablement l'Allemagne sans l'écraser. A la fin de 1915, il ne voit plus de compromis possible.

En 1917, il ne voit plus que deux issues : ou l'abandon de la guerre, ou l'écrasement complet de l'Empire allemand. Offrez-lui cette idée, en lui donnant la certitude (elle peut être donnée) que le but sera atteint, et du coup l'idée de la guerre, embrouillée depuis deux ans par les palabres internationaux, redevient claire et puissante. Alors le troupier, paysan, ouvrier ou bourgeois entrevoit un moyen de ne pas supporter, dans l'après-guerre, les charges écrasantes de sa longue campagne. Les Allemands paieront. Voilà un bénéfice précis de la guerre, bénéfice individuel autant que national, et qui détermine l'acceptation générale de la poursuite de la guerre.

Craint-on que l'affirmation de ce but de guerre

surexcite les énergies allemandes et rende la continuation de la guerre plus dure ? Ne soyons pas dupes de nous-mêmes. Croit-on que les Allemands se méprennent sur des roueries de langage ? Il y a longtemps qu'ils ont lu leur destin dans la volonté profonde de l'une au moins des nations en guerre, et ils n'ignorent pas que cette volonté s'étendra à toute l'Entente dès que leur débâcle commencera. Il serait sot de se priver de ce levier pour les armées françaises par crainte de le voir utiliser de l'autre côté du parapet. S'en prive-t-on ? On laisse les armées françaises sans âme pour le combat devant des troupes pleines d'appétits et de passions. Ignorons-nous les buts de guerre de la Pangermanie ?

Veut-on se concilier la sympathie des socialistes ou des catholiques allemands par la modération dans les buts de guerre? Quelle politique de dupes! Sans rechercher s'il y a vraiment quelque espoir à placer dans ce jeu, je déclare qu'il est beaucoup plus avantageux de se concilier les armées françaises et de leur donner un but digne de leurs sacrifices.

Qu'on le veuille ou non, il faut dire à la troupe pourquoi elle se bat. On pouvait la laisser à ses

imaginations pour une courte campagne. On ne le peut pour une guerre si longue. En 1917, nous ne pouvons nous battre pour un mince objet. L'écrasement de l'Allemagne, les frais de la guerre à la charge des Allemands, la paix assurée pour un long terme, cela vaut que nous restions en campagne. Mais non sans conditions : il y faut quelques compensations directes et personnelles. Nous ne demandons pas que l'on nous paie notre concours, ni notre force. Mais le temps donné, mais le sacrifice de tous nos intérêts, mais le dommage causé à nos travaux, à nos entreprises, à nos familles, deux, trois, quatre, cinq années de la vie de chacun des combattants, il faut bien que cela soit compensé.

Serait-il admissible, serait-il juste que quelques centaines de milliers de combattants revinssent dans leurs foyers, riches d'honneurs et de gloire, mais ruinés, et n'ayant pour relever leurs maisons que des bras affaiblis par leurs années de campagne ? Que nous soyons certains d'obtenir ces compensations, et nous voilà affermis dans notre volonté. Alors nul de nous n'éprouve plus ce sentiment démoralisant qui nous vient lorsque, nous comparant aux gens de l'arrière, nous

croyons pouvoir nous regarder comme des dupes de l'héroïsme.

Est-il juste, est-il bon, est-il salutaire pour la France que l'avant puisse s'entendre dire par l'arrière :

— Tu fais bien ton devoir.

et lui répondre :

— Tu fais bien tes affaires ?

Dans ce dialogue sans cesse renouvelé de paysan à ouvrier, d'employé-combattant à employé non mobilisé, de patron aux armées à patron embusqué, naît et grandit le sentiment d'une espèce de duperie qu'il faut absolument faire disparaître. C'est le salut de la France. C'est la justice pour les combattants. Spécialisés dans le combat, tandis que d'autres sont spécialisés dans le travail, nous continuerons de combattre pour la France. Mais il faut que nous sachions que nous combattons aussi pour nous-mêmes, et que nous trouverons à la fin de la campagne non point le paiement de nos peines, mais le *remboursement de nos pertes* individuelles ou familiales.

Ce que Maurras demande au nom de l'intérêt national, *la Part du Combattant*, nous le demandons au nom de la stricte justice. Et que ce rem-

boursement soit à réaliser sur l'ennemi, voilà qui ne peut être mis en question. Certains socialistes s'indignent à cette pensée et voudraient que nous fussions indemnisés par la France. Quelle plaisanterie ! Autant dire que nous aurions à payer nous-mêmes, sous la forme de l'impôt, nos propres indemnités. Ce serait la pire duperie. Sur l'ennemi : il n'y a aucune autre possibilité de récupération. Il faut l'admettre ou renoncer à la poursuite de la guerre.

C'est la peau de l'ours ? Si l'on veut. Mais le chasseur ne s'attaque point à l'ours pour la beauté de son propre geste ; son esprit s'empare de la peau avant que sa main ne l'ait saisie, et c'est cette prise de possession anticipée qui dirige ses pas sur la piste de la bête. Si l'on veut que le chasseur tue l'ours, qu'on lui assure la possession de la peau. Si l'on veut que nous allions à Coblence et au delà, il faut nous donner le goût d'y aller. Et nous irons.

Il n'y aura aucun inconvénient à faire entrevoir aux combattants autre chose qu'un simple remboursement de leurs pertes. Mais des bénéfices, mais des avantages. Des biens, de vrais biens matériels, dont l'exploitation leur permettra de

reconstruire leur maison, de recouvrer leurs économies dispersées, de remonter leurs entreprises, d'assurer leur vieillesse. Il y a en Allemagne des terres à distribuer aux Français, terres de princes, terres de pangermanistes, terres de la couronne. Il y a du matériel. Il y a des capitaux. Il y a des entreprises qui fonctionnent et qui pourront continuer de fonctionner, mais dont les bénéfices, au lieu d'aller aux entreprises de l'Allemagne et de la plus grande Allemagne, pourront être dirigés sur quelque caisse de retraites pour la vieillesse des combattants. Que la *Hamburg-Amerika* ait cette utilité, en continuant de fonctionner ou en se liquidant, que la *Victoria*, la *Disconto Gesellschaft*, l'*Orenstein Koppel et Artur Koppel Aktiengesellschaft*, la *Chemische Fabrik Elektron*, *l'Allgemeine Elektricitætsgesellschaft* (*und so weiter*), servent à cette fin et assurent une vieillesse heureuse et paisible aux combattants de la Marne, de l'Yser, de la Champagne, de Verdun et de la Somme, voilà qui est conforme aux principes du droit.

Qui oserait parler ici d'immoralité, qui oserait dire que l'on s'enrichirait des dépouilles de l'ennemi ? Ce sont des bénéfices de guerre ? Mais ne

convient-il pas de compenser ceux qui nous ont échappé ? N'avons-nous que des pertes à compenser ? Mais ce que nous avons manqué de gagner, mais le développement suspendu ou compromis de nos entreprises, mais notre avancement dans les administrations, dans les bureaux, dans les usines ou les maisons de commerce où nous travaillions, mais le livret de caisse d'épargne où nous n'avons rien ajouté depuis le 2 août 1914, n'est-ce point aussi une vraie perte ?

Chacals, qui nous louez d'être des lions, nous voyons vos désirs au fond de votre cœur. C'est la bête que nous voulons abattre que vous nommez Lion. C'est d'elle que vous voulez recevoir votre part de chiens. Vous hurlez lorsque nous voulons porter une main justicière sur le bien de l'ennemi ? Mais vous appelez les combattants vers les biens de la France, afin de nous détourner de cette fortune ennemie à laquelle vous avez lié la vôtre.

Mais vous autres, Français de bonne race qui savez le sens de la guerre, voulez-vous comprendre que lorsque le député reçoit ses quinze mille francs par an pour diriger la guerre, lorsque l'usinier, le marchand, le courtier réalisent des benéfices sur les fournitures de guerre, lorsque l'ouvrier

reçoit son salaire pour la fabrication des munitions, lorsque les Français non mobilisés ou démobilisés font prospérer leurs affaires pour entretenir la vie économique pendant la guerre, on ne peut, sans une violente injustice, laisser sans espoir de compensations cette partie armée de la nation qui combat, qui vit dans les misères de la guerre, qui a tout perdu ou est exposée à tout perdre ?

N'oubliez pas que chaque Allemand qui nous est opposé combat pour avoir un morceau de la France. C'est une des forces des armées allemandes. Assurez aux armées françaises une force égale.

Ne vous laissez pas troubler par les bas sophismes de ceux qui vous demandent de renoncer à l'application d'une sévère justice à l'Allemagne vaincue. Ces gens vous parlent au nom du prolétariat, au nom de la démocratie universelle ? Mais vous savez bien que ce personnel d'intellectuels cosmopolites, de repris de justice, de banquiers, de directeurs de journaux à cinquante mille francs par an, de porteurs de chèques étrangers, représente les pires ennemis du peuple, et les pires écumeurs des démocraties à la tête ou au service de la Finance internationale.

Et n'oubliez pas nos raisons de combattre : conserver et fortifier la France, restaurer nos foyers, recouvrer ce que la France et nous-mêmes avons perdu. N'oubliez pas que les combattants ne pourront franchir le Rhin, et délivrer le monde de la tyrannie allemande que si les enfants des disparus et les survivants sont assurés de vivre avec honneur, sans tendre la main à l'État ou aux enrichis de la guerre. Pour que l'Allemagne soit abattue, il faut que le combattant, ce citoyen-soldat, sache qu'il ne deviendra pas, après la guerre,

Le vétéran qui mendiera son pain.

Juillet 1917.

CHAPITRE V

LES IDÉES ET L'ORGANISATION DE L'ARMÉE

I. — LES PRINCIPES DE L'OBLIGATION MILITAIRE. KANT ET ROUSSEAU AUX ARMÉES.

On avait, en France, dans les plus belles années de la Troisième République, une étonnante pudeur pour ce qui touchait à l'armée. L'Armée était intangible. Une convention presque généralement admise interdisait aux citoyens toute discussion sur l'organisation de l'armée. Lorsque cette convention cessa d'être respectée par les socialistes et les pacifistes, les patriotes opposèrent peu de raisons aux révolutionnaires. Le grand argument était que l'on ne devait pas toucher à l'armée.

On peut s'étonner de ce faible système de défense d'une institution dont la nécessité est vitale et peut se démontrer avec les plus fortes preuves. Mais on s'étonnera moins en pensant qu'il s'agissait de l'armée nationale, de l'armée du service

obligatoire. Lorsque l'on s'avisait de réfléchir sur son organisation, on s'apercevait qu'elle était réglée par des principes contradictoires et que l'on risquait de détraquer cette machine indispensable si l'on mettait en lumière ces contradictions. Dans l'état où était l'Europe, et eu égard aux idées en faveur dans le public européen, il n'était pas sans sagesse de fermer les yeux sur la grande erreur des temps modernes, l'armée nationale et son mode de recrutement.

L'auteur de ce livre observerait le même silence s'il n'était convaincu que le silence serait maintenant une cause de faiblesse parce qu'il nous empêcherait de porter remède à de graves imperfections. Au surplus, la nécessité, l'expérience nous ont déjà fait annuler, sur certains points, l'effet de doctrines absurdes.

Depuis la fin de 1914, l'armée française n'est plus une armée strictement nationale où l'impôt du sang est également payé par tous les citoyens valides. Toute une série de mesures, mise en sursis de techniciens ou d'hommes indispensables à l'activité d'entreprises publiques ou privées, démobilisation de pères de familles nombreuses, etc., ont marqué que la nécessité nous imposait de

renoncer à l'application absolue de la mobilisation égalitaire. Mais on n'a pas renoncé à cet égalitarisme absurde et funeste. Ces exemptions auxquelles on a été contraint, on les regarde comme de fâcheuses exceptions, que l'on a compensées par d'inutiles récupérations d'hommes à demi valides pour le service auxiliaire ou même pour le service armé ; on a additionné les soldats comme on additionne des voix d'électeurs, sans se préoccuper de savoir si la récupération d'hommes (satisfaisante au point de vue égalitaire) n'aurait pas été avantageusement remplacée par la récupération des forces, ou plutôt par une meilleure utilisation des forces mobilisées. Mais il eût fallu changer le principe de l'organisation intérieure de l'armée.

Or, si nous voulons tirer de notre armée le maximum de rendement, il est indispensable de remonter aux principes d'organisation et de les modifier dans la mesure où nous le permettent les nécessités de la guerre. Si l'on ne peut songer à renoncer radicalement au recrutement égalitaire, on doit dès maintenant orienter les réformes dans cette direction et surtout renoncer à cette notion du devoir patriotique désintéressé, appliqué à toutes les tâches de l'armée, et qui nous a con-

duits à une espèce de socialisme autoritaire qui régit la vie et le travail des armées pour le plus grand dommage des soldats, de la nation et de la poursuite heureuse de la guerre. Je marque tout de suite que c'est la vraie cause du gaspillage des hommes, des forces et du matériel.

Il ne faut plus nous dissimuler que les armées modernes sont recrutées et organisées en dépit du bon sens. Il ne faut pas nous dissimuler non plus que ce recrutement et cette organisation, reposant apparemment sur les mêmes principes en Allemagne et en France, sont en réalité très différents dans les deux pays et ont assuré à l'Allemagne des avantages énormes tandis qu'ils valaient à la France des inconvénients sans nombre. On connait ce jugement d'un Allemand :

« ... L'Allemagne, ayant trouvé un régime militaire qui convenait à son génie, a inspiré aux autres Européens le désir de l'imiter, parfois contrairement à leur génie propre : le même système qui, en Allemagne, avait militarisé la nation, n'a eu d'autre effet, en France, que de démilitariser l'armée [1]. »

1. Cité par Eugène Cavaignac, *Esquisse d'une histoire de France*, page 602 (2e éd., Paris, 1916).

L'expérience a montré que ce jugement est une anticipation encore fausse. Mais cette anticipation est fondée sur une observation exacte d'un assez grand nombre de faits, dont le principal est l'antimilitarisme en France avant la Grande Guerre, et le péril demeure sérieux chez nous, même pendant la guerre ; il faut le voir pour le conjurer, ce qui est parfaitement possible. Il faudra se rendre compte que le système militaire allemand et le système militaire français, apparemment les mêmes, sont mus par des doctrines générales absolument opposées.

Le système allemand fonctionne pour assurer l'offensive d'un peuple contre les autres.

Le système français ne fonctionne que pour assurer la défense d'un peuple contre des agressions indéterminées.

Le premier soulève des espérances, des appétits individuels considérables qui compensent chez les soldats les sacrifices consentis, et il favorise au plus haut degré la cohésion des armées.

Le second ne laisse aux soldats qu'une satisfaction morale très fragile, ne donne aux sacrifices aucune compensation prochaine et entraîne à la discussion du devoir militaire même ceux qui

comparent les avantages individuels aux sacrifices consentis.

Qui ne se rendra compte de cette profonde différence ne comprendra rien à la guerre et sera dans l'impossibilité de faire une réforme utile. Mais il faut remonter aux idées pour comprendre ces différences.

Si Rousseau et Kant sont aux origines philosophiques du système d'idées qui ont entraîné l'Europe au service militaire obligatoire, les idées roussiennes et kantiennes ont eu un développement tout à fait différent en Allemagne et en France.

En France, l'idée de la souveraineté populaire et celle du devoir, jointes à l'idée du progrès indéfini, se développent parallèlement et dans le sens de leur logique, de la raison universelle, si l'on peut dire. Le citoyen devient roi, à qui sa position éminente commande la pure défense non point tant du pays que de sa qualité d'être indépendant. Son devoir militaire n'est conçu que comme une défense individuelle, non pas de ses biens, mais d'un bien moral diversement interprété, mais bien strictement individuel. Que l'on y songe sérieusement, c'est la doctrine officielle,

avant la guerre, au nom de quoi on requiert le service militaire de chaque citoyen [1].

1. Je ne veux pas alourdir ce livre de citations et de notes. Je m'adresse à des Français connaissant l'histoire des idées en Europe. Mais je dois rappeler ici des textes qui montrent que l'analyse que je fais est rigoureusement exacte. Aux environs de 1900, l'enseignement officiel était arrivé au point extrême que j'indique. Voici ce qu'enseignaient aux Français des personnages considérables de l'enseignement, qui exprimaient les idées officielles :

« Les Français ont pris l'engagement de se gouverner *sans maîtres*... de ne s'exposer dans aucun cas à redevenir des *esclaves* ou des *sujets*... Si les rois de l'Europe voulaient envahir, asservir, démembrer la République française... nous saurions nous faire tuer pour ne pas redevenir esclaves, pour conserver le droit de vivre en nation indépendante et libre, en société fraternelle d'hommes raisonnables. » Ceci est de M. Aulard (*Manuel d'Instruction civique*).

« Servir sa patrie, ce n'est pas seulement être soldat et aller se battre. Ce patriotisme-là n'est que l'exception : les occasions sont rares aujourd'hui, heureusement, d'aller se faire tuer dans les batailles... Mais il y a cent autres manières de servir son pays... Il y a surtout (le patriotisme) de l'homme courageux qui se fait le défenseur des bonnes causes, du droit, des lois, des libertés. Ce fut le patriotisme de Hugo, de Quinet, de Charras, de tous ceux qui, en décembre 1851, défendirent la République contre son meurtrier...

« Ce qui fait la patrie... C'est avant tout la volonté de vivre ensemble librement, de s'appartenir à soi-même, de ne pas subir la domination ou l'autorité d'un peuple voisin. Là où n'existe plus cet accord des volontés libres, IL N'Y A PLUS DE PATRIE. » Ceci est de Primaire (*Manuel d'Education morale*, pp. 115-121).

Mais voici de M. Payot, recteur de l'Académie d'Aix :

« Non ! je ne puis accepter d'être un meurtrier, ou de ne mourir que pour un bien qui ait une valeur supérieure à la vie, pour un devoir moral plus impérieux que le devoir moral essen-

Une telle doctrine est exclusivement défensive. Lorsqu'elle est appliquée au cours d'une guerre, elle est de valeur militaire nulle. Elle rend très difficile l'application de la discipline militaire, et elle interdit toute compensation au soldat. Dans

tiel de respecter la vie d'autrui ; or ce qui a une valeur hors de pair, c'est ce qui est le fondement même de tous mes devoirs moraux, la raison d'être de la civilisation : c'est le droit d'être un homme libre ; c'est le droit de garder intacte ma dignité de citoyen ; c'est le droit d'aller et de venir comme je le veux dans mon pays ; de ne prélever sur mon travail que l'impôt que j'ai consenti ; de parler ma langue librement ; de ne recevoir la loi d'aucun despote, homme ou nation de proie. La moindre atteinte à ma dignité d'homme libre m'est intolérable : plutôt mourir que de l'accepter. » (*Cours de Morale* pp. 174-175.)

Un bien moral individuel : aucune notion de bien moral collectif, ni de bien matériel collectif, ni de coutumes, ni d'histoire. Bref, « le devoir », livré à l'interprétation individuelle, l'anarchie. Voilà le mélange de Rousseau et de Kant que l'on enseignait dans les écoles françaises de 1902 à 1914 ; que l'on enseigne encore aujourd'hui, après trois ans de guerre. Je ne puis me retenir de faire observer combien ces idées, qui ne font aucune distinction entre Napoléon III et Guillaume II, sont dangereuses, combien elles sont inconciliables avec la servitude militaire que nous subissons depuis trois ans. Si on les enseignait dans les tranchées, le front ne tiendrait pas trois mois ; combien de soldats, qui n'ont aujourd'hui que le droit d'aller et venir dans leur tranchée, réclameraient « le droit d'aller et de venir comme ils le veulent dans leur pays » ! Je sais que ces messieurs ne sont pas de mauvaises gens, ni de mauvais Français. Mais ils enseignent des idées fausses, qui nous mettent en péril, car elles sont propres à ouvrir notre front aux armées du « despote » et de la « nation de proie. »

une longue guerre, elle fonctionne absolument au rebours des intérêts de la nation. Le soldat qui l'examine constate que son long sacrifice ne lui vaudra qu'une simple satisfaction morale bien discutable ; aucune espérance de récupération quelconque ne lui est offerte. Il est évident que de telles conditions psychologiques sont absolument défavorables à la poursuite de la guerre. Pour une courte campagne, passe. Pour une longue, très longue guerre, il est inconcevable que le soldat puisse consentir à la privation de sa liberté, de tous ses droits d'être indépendant pendant la guerre pour conserver cette liberté, ces droits dont il ne jouira peut-être pas.

En Allemagne, au contraire, les idées roussiennes et kantiennes ont eu un développement historique, ou si l'on préfère, un développement logique dans un cadre historique. L'idée roussienne, qui surexcitait l'idée germanique, l'idée kantienne qui imposait aux citoyens un devoir, ont servi la croissance de l'État prussien. Avec Fichte, avec Hegel, l'incorporation est totale, et l'expansion des idées sur le progrès indéfini ne fait que la fortifier. Le peuple allemand doit être uni et puissant parce que son moi est en quelque sorte le

moyen d'expresssion du moi universel ; l'État prussien étant le moyen de réalisation de l'idée universelle, tout Allemand doit servir l'État, afin que l'État donne au monde entier le bénéfice de cette amélioration dont le moi allemand contient le principe.

Il y a bien sacrifice de l'individu à l'État. Mais quelle différence avec le sacrifice du soldat français ! Et d'abord, c'est une pensée offensive ; il s'agit de conquérir le monde (c'est pour le bien du monde, mais c'est une conquête, avec tous les avantages qu'une armée peut attendre d'une conquête).

Et en second lieu, c'est une promesse de très grandbénéfice individuel. Pour le bien du monde, le soldat allemand recueillera personnellement les bénéfices matériels de la guerre. Dans les pays conquis, il sera roi. A chaque Allemand est promis un morceau du monde, non un morceau moral, mais un morceau matériel, avec, en outre, cette immense satisfaction de savoir qu'en prenant ce morceau il agit pour le plus grand bien de la plus haute civilisation qui doit se réaliser sous le commandement des seuls Allemands !

Que l'on prenne bien garde à cette énorme dif-

férence : de mêmes idées philosophiques, transformées sur des plans différents, ont fait des belligérants deux groupes mus par des forces psychologiques tout à fait disproportionnées. Des Vosges à la mer du Nord, deux groupes d'hommes se contiennent depuis trois ans :

le Français pensant que la guerre ne peut que lui *conserver* la royauté sur lui-même, s'il ne perd pas la vie ;

l'Allemand pensant que la guerre lui permettra *d'acquérir* la royauté sur tous les non-Allemands.

Ce jeu vaut le risque et cela explique cette ardeur que conservent les troupes allemandes. Cela explique également pourquoi les armées allemandes souffrent moins que les nôtres des principes absurdes de l'organisation militaire moderne. Il ne m'appartient pas de dire, et je ne veux pas dire quels inconvénients découlent de cette organisation pour nos armées. C'est peu de parler d'inconvénients quand il s'agit de périls. Mais ces périls sont connus. Ils ont été conjurés jusqu'ici par le solide fonds guerrier héréditaire que possèdent les Français. Mais ce fonds n'est pas inépuisable. Il s'agit de prévoir le moment où, ces

réserves étant épuisées par la longue durée de la guerre, les principes de l'organisation militaire joueraient complètement contre nos armées si nous ne les compensons pas par une force nouvelle, qui nous donnera un nouvel ascendant sur les détestables pourceaux qui prétendent à l'Empire du monde.

Encore un coup, et par une voie nouvelle, nous aboutissons à rechercher les moyens d'offrir au soldat français un but de guerre qui satisfasse ses intérêts privés. C'est le seul moyen de servir l'intérêt général et d'empêcher que nos forces militaires ne soient dissociées par les principes absurdes au nom desquels on les a réunis [1].

Les démocrates qui président à nos destinées, s'ils jugent ces moyens peu démocratiques, seront sages de se rappeler que les armées qui ont répandu la démocratie dans le monde, si elles luttaient ou croyaient ou disaient lutter pour la

1. Ajoutons que c'est indispensable à d'autres points de vue. La nation a besoin de récupérer des travailleurs, de plus en plus nombreux. Plus l'on soustraira de travailleurs à l'impôt du sang, plus les compensations devront être accrues pour les mobilisés qui demeureront aux armées, simplement parce qu'ils ne sont ni métallurgistes, ni indispensables à quelque service national, municipal, ou privé de l'arrière. La compensation, il faut le répéter, est en Allemagne et non ailleurs.

liberté, ne négligeaient pas les biens de la terre dans leurs courses en Europe. C'était un puissant ressort, plus puissant que l'amour de la liberté. On peut commencer une campagne en sabots, mais avec l'espérance de gagner de bonnes et solides chaussures. Et je vous assure que vous seriez mal reçus si, au lendemain d'une forte attaque, vous veniez nous faire des discours sur notre bien moral au lieu de nous apporter le pain blanc, le bon vin et la paille fraîche dont nous avons besoin.

II. — PRINCIPES DE L'ORGANISATION MILITAIRE : LE SOCIALISME AUTORITAIRE

Voilà pour la force morale de la nation armée. Passons à l'organisation intérieure de cette armée égalitaire. Considérons l'utilisation des vies humaines, des forces humaines et de cet immense matériel qui suit les armées. Les défauts, les vices du système, sont apparus à de nombreux observateurs qui ont eu l'occasion de constater l'invraisemblable gaspillage des armées, à tous les points de vue. *Mais je ne crois pas que l'on se soit rendu compte que la cause de ce prodigieux gaspillage réside dans le principe animant l'organisation de l'armée moderne, principe qui est tout bonnement celui du socialisme communiste.*

La vérité est que l'armée est un organisme socialisé, pénétré (et conservé!) par une hiérarchie solide, par une discipline traditionnelle qui dispose de moyens efficaces, mais parfaitement so-

cialiste dans l'utilisation des forces, des biens et du matériel. Quand on se rend compte de cette singularité, qui nous vient de la philosophie régnante au XIXe siècle, on comprend pourquoi les hommes sont si souvent mal employés, et les ressources gaspillées, et quiconque a vu les ressorts de ce système est à tout jamais dégoûté du socialisme; on voit, de ses yeux, et non plus par le raisonnement, combien ce système d'administration et de travail est ruineux, inférieur en rendement à tout système capitaliste ou féodal, et, par surcroît, funeste pour le citoyen de condition ordinaire pour lequel on le dit inventé. Il a été heureusement corrigé par l'arbitraire des officiers de tout grade, mais cet arbitraire ne peut s'exercer que sur des détails, non sur l'ensemble, et c'est en somme un moyen qu'il est préférable de ne pas transformer en institution.

Oui, l'armée est un organisme socialiste. Premièrement, les soldats sont à la collectivité, à la France; ils ne disposent plus de leur liberté pour l'emploi de leur force; pour le combat comme pour le travail, comme pour n'importe quelle tâche ou corvée, l'aptitude du soldat est déterminée non par ses goûts ou les aptitudes qu'il se

connaît, mais par un supérieur quelconque. Ce qui appartient au soldat appartient à l'État, armes, vêtements, et presque tous objets d'usage individuel ; l'alimentation est assurée par l'État ; tous les services, soins du corps, soins de l'esprit, correspondance, transports, sont gratuits, à la charge de l'Etat.

En résumé, tout est à tous, le principe régnant étant, à chacun selon ses besoins dans les limites définies par les règlements, — de chacun selon ses forces, — rémunération égale dans chaque catégorie, quelle que soit la qualité dans le travail ou la quantité dans le rendement. Et le système suppose que chacun fait son « devoir » loyalement, totalement, et que chacun est animé par un égal souci d'utiliser judicieusement les biens de la collectivité, qui sont à tous. Avec ce système, qui est du beau socialisme communiste, on aboutit à ce prodigieux gaspillage que tout le monde connaît et à l'écrasement de cet héroïque « Poilu » que tout le monde loue et dont peu de personnes savent que les privations sont fortement aggravées par ce système imbécile.

Je me hâte de dire que le système ne nuit pas au combat. L'armée, parce qu'elle demeure do-

minée par sa hiérarchie traditionnelle, parce qu'elle demeure mue par ce sentiment de l'honneur qui est si vif et si profond chez les Français, l'armée française est restée un merveilleux instrument de combat, et c'est à ses institutions traditionnelles que l'on doit la transformation de tous les Français en combattants de premier ordre. Au combat, au combat proprement dit, ce système socialiste que j'ai décrit ne compte plus. L'impérieuse nécessité rend toute sa valeur au cadre, à la discipline, et à l'honneur. Les égalitaires peuvent faire, au repos, des plaisanteries sur le prix pour lequel un soldat meurt. Au combat, tout cela tombe. Il y a la tradition ; il y a la discipline, il y a le service, il y a surtout l'honneur.

Contrairement à ce que l'on a trop raconté à l'arrière, les soldats ne sont pas impatients d'aller au combat. Quand on les y envoie, ils y vont, parce qu'ils sont à ce moment-là saisis par la volonté française, qui s'empare d'eux, et par le commandement. Quand ils y sont, la discipline continue de jouer, l'exemple du chef les entraîne, mais le plus grand excitateur de l'armée, c'est alors ce profond sentiment de l'honneur, si

fortement cultivé en France, depuis des siècles, dans la famille, dans la rue, à l'école ou à l'atelier. Il n'y a pire injure pour un Français que d'être nommé capon ou lâche par ses pairs, par ses camarades. Ce trait du caractère national, qui fait les grands peuples militaires, et qui est si prononcé chez nous, est la grande ressource de l'armée. Le Français est un des premiers combattants du monde parce que, pour lui, le suprême honneur, devant ses camarades, ses égaux, consiste à dominer la peur physique, à culbuter l'ennemi, comme la suprême honte est de subir la peur et de fuir. Avec ces sentiments, également vivants dans toutes les classes françaises, et qui, au moment du combat, dominent toutes considérations sur la disproportion entre le sacrifice consenti et la récompense individuelle, et tous raisonnements sur la légitimité ou l'illégitimité de la guerre, l'armée nationale, soutenue par les anciennes institutions militaires des cadres et par la discipline traditionnelle, est devenue et demeure un instrument de combat de premier ordre [1].

1. Toutefois, il convient d'indiquer combien ce système d'armée nationale est peu favorable à l'économie d'hommes, dans toutes les armées. Ce système, où le recrutement de

Mais on conçoit bien que ce goût de l'honneur, qui joue pour le combat parce qu'il est en somme une affirmation de l'individu, ne peut avoir aucune influence hors du combat, dans les tâches multiples qui ont été imposées à l'homme de troupe dans cette longue guerre arrêtée sur des positions retranchées. Les mobiles de l'homme au combat proprement dit sont l'honneur, le goût de la gloire, un certain nombre d'instincts guerriers, et, *accessoirement*, l'intérêt individuel (qui sera satisfait par les profits du combat). Pour le travail, les mobiles de l'homme sont, au premier rang, l'intérêt individuel, l'appât du gain, le désir de l'amélioration matérielle de son sort, et *accessoirement*, un certain sens de l'honneur professionnel, et la loyauté dans l'accomplissement.

Or, dans ce régime de communisme qui s'est

l'homme est gratuit, est infiniment plus coûteux pour une nation que le recrutement onéreux. Il fait perdre de vue à tous, chefs civils ou militaires, le prix matériel de la vie d'un homme ; il ne lui laisse que le sentiment du prix moral de cette existence. Ne nous faisons pas d'illusions : ce sentiment est bien moins efficace que l'intérêt. Quand des chefs, quand l'Etat savent que le recrutement d'un soldat leur impose une dépense élevée, il se crée un état d'esprit qui porte les chefs civils et militaires à être ménagers de la vie des hommes. Avec le recrutement gratuit, nul n'est animé de cet esprit, et l'armée nationale dévore les citoyens d'une nation.

imposé aux armées (sans qu'on le veuille, sans que personne y ait jamais pensé nettement), on fait travailler l'homme, le Français militarisé, uniquement au nom du devoir, de la loyauté et au nom de principes militaires totalement inapplicables dans cet ordre. Cela aurait pu fonctionner pendant une courte guerre, pour les travaux de fortification de campagne qui font en quelque sorte partie du combat, parce que, dans ces travaux, le sentiment de l'intérêt individuel joue (en ce qui concerne la sécurité personnelle); mais cela ne joue plus pour ces immenses travaux de l'arrière qui sont d'intérêt général.

Et là, pour l'homme, pour le soldat travailleur, aucun intérêt individuel n'est satisfait. Il travaille pour la communauté, et qu'il travaille bien ou mal, il aura la même situation : il est habillé, il est logé (Dieu sait comme !), il est nourri (sans luxe) et il reçoit cinq sous par jour. Il se regarde comme un homme qui fournit dix heures de travail, dimanches et fêtes, contre un salaire de vingt-cinq centimes, et qui travaillant peu ou prou, ne verra son salaire ni diminuer ni augmenter. Ne cherchez pas ailleurs la cause du mauvais rendement de la main-d'œuvre militaire. Avec ce

système, il est bien évident que l'on ne peut obtenir un rendement sérieux.

Mauvais rendement, et travail extrêmement coûteux. L'intérêt individuel manquant, il faut bien le remplacer par une contrainte quelconque : la contrainte, c'est la surveillance permanente et multiple. Pour le moindre chantier, il faut un sous-officier, et pour surveiller les sous-officiers, il faut des officiers subalternes, et pour surveiller les officiers subalternes, il faut des inspecteurs. Aucune entreprise privée ne pourrait supporter de pareils frais de surveillance, qui sont indispensables pour les chantiers militaires.

Ajoutez à cela que, dans de telles conditions de travail, tous les malins, les débrouillards essaient d'échapper à ce qui est pour eux une simple corvée. Et ils essaient d'y échapper non pas pour ne rien faire, mais pour faire quelque travail qui leur vaudra un profit matériel : travaux pour quelques civils, travaux pour les officiers, les sous-officiers ou les hommes, fabrication d'objets de guerre, toutes occupations qui leur valent un vrai salaire ou un pourboire, ou un litre ou deux de vin.

Ajoutez encore que, sur cent hommes, il y en

a au plus la moitié qui ont une véritable habileté dans la tâche qui leur est donnée, et un ou deux surveillants sur dix qui possèdent les connaissances techniques nécessaires.

Et maintenant, chiffrez les résultats :

Soit une compagnie à l'effectif de cent quatre-vingt et quelques hommes, cadre compris, et dont l'effectif vrai ne dépasse guère cent-soixante. Si vous pouvez mobiliser chaque jour, pour le travail, cent à cent dix hommes, vous pourrez vous estimer habile à débusquer les embusqués et les faux malades. Mettez, pour le mieux : cent travailleurs, dix sous-officiers, deux officiers surveillants. Cela coûte quotidiennement à l'État toutes les dépenses de la compagnie :

Surveillance,	environ	120 francs
Travailleurs,	—	830 francs

Ce qui vous donne une dépense pas très éloignée de 1.000 francs par jour pour la compagnie.

Or ces cent travailleurs, travaillant dans les conditions dites, fournissent au plus le rendement de quarante travailleurs libres. Et cette équipe de quarante travailleurs libres, dirigée par deux conducteurs, qui ne seraient pas de simples sur-

veillants, mais des organisateurs de travail, travaillant eux-mêmes, eût coûté, avec de bons salaires de dix à douze francs, un peu plus de cinq cents francs par jour.

Perte sèche pour l'État : cinq cents francs par jour et par compagnie. Et nous mettons les choses au mieux, et nous ne tenons pas compte des frais entraînés par les malfaçons, le gaspillage de matériaux et d'outils, inévitables avec cette main-d'œuvre et cette direction de travaux mal qualifiées, ni des frais entraînés par les inspections, par la surveillance des bureaux constitués pour diriger, contrôler, centraliser les travaux d'une région, ni des innombrables journées de travail perdues par les déplacements de groupes de travailleurs provoqués par les erreurs de quelque bureau où la notion du prix de revient, des frais généraux n'existe pas et ne peut exister.

Perte pour la nation : la perte sèche susdite de l'Etat, à quoi il faut ajouter les pertes inévaluables que nous venons d'indiquer, et les pertes immenses résultant de la mobilisation inutile d'hommes qui eussent rendu d'énormes services au pays dans leurs travaux, leurs emplois ou leurs entreprises de la vie civile. Si nous essayions de chif-

frer, il faudrait multiplier par cinq au moins ce chiffre de cinq cents francs que je donne plus haut comme un minimum de perte.

Voilà ce qu'il en coûte à l'État, à la France, pour avoir donné aux services de l'armée une sorte de régime socialiste communiste. Il n'y a rien de plus coûteux que cette organisation où nul, à quelque degré de la hiérarchie qu'il se trouve, n'est intéressé matériellement à la bonne exécution des travaux, à l'économie de la main-d'œuvre, du temps, de l'outillage, des matériaux ; où nul ne peut être averti, par son intérêt personnel, par la perte de son bien propre ou de son gain, que son travail est mal organisé ; où tout le monde perd la notion du prix des choses, du prix du temps, du prix des hommes, et où tous sentent se dissoudre leur volonté de mieux faire, leur esprit d'initiative, leur ardeur au travail parce qu'il n'y a presque rien à gagner à les manifester.

Qui a vu fonctionner cet organisme est éclairé par les faits sur le socialisme[1]. Ce mode de production

1. Encore ce socialisme dans le travail aux armées est-il maintenu à un certain degré de rendement par une forte hiérarchie et une discipline qui dispose de moyens de coercition assez puissants.

aboutit à une production de qualité inférieure et grève la production de charges improductives, de frais généraux énormes, qu'aucun autre mode de production ne connaît, et qui dépassent très largement les plus larges profits capitalistes. Ruineux pour la nation, et ne satisfaisant personne, ni les chefs, qui perdent leur temps et leurs efforts, ni les travailleurs, à qui il ne procure aucun avantage matériel.

Qui a vu ces compagnies de travailleurs, dont la moitié sont étrangers au travail qu'ils font, besogner lentement en pensant qu'ils en feront toujours assez pour leurs cinq sous ; qui a vu leurs surveillants, sous-officiers et officiers, instituteurs, avocats, commerçants, diriger ces travaux, en pensant qu'un conducteur qualifié remplacerait avantageusement dix d'entre eux et que chacun d'eux rendrait dix fois plus de services à la France et à sa famille dans l'exercice de sa profession : qui a vu ce spectacle, qui se renouvelle à chaque pas que l'on fait dans la zone des étapes, sait quel gaspillage nous faisons de nos propres forces.

Mais où sont les coupables ? les responsables ? qui nous a donné cette organisation absurde et ruineuse ? Personne ne l'a voulue. Personne n'a

voulu, consciemment, organiser le travail des armées contre tout bon sens. Les coupables, les responsables, ce sont les idées maîtresses au XIXe siècle, ce faux rationalisme qui ignore les différences entre les hommes et entre les fonctions, qui a conçu l'armée non comme un organisme spécialisé, mais comme une réunion de tous les hommes valides accomplissant également leur « devoir » envers la patrie. Les coupables, si l'on veut leur donner des noms, disons que c'est Rousseau et Kant. Ce sont leurs doctrines, pénétrant, sans même que l'on s'en rendît compte, dans les conseils militaires et civils de l'État, qui nous ont donné une organisation militaire absolument indigne d'une nation civilisée et conçue tout à fait à l'envers.

On a admis que tous les Français devraient le service militaire à la nation et que, du jour où ils entraient aux armées, ils devraient être également aptes à toutes les tâches de la guerre. Et l'on a admis du même coup qu'ils rempliraient leur « devoir » dans toutes ces tâches, avec un égal esprit de sacrifice. Avec ces principes, bons pour des peuples primitifs, sans industrie, sans culture, admirez la méthode d'organisation par

laquelle on désorganise la nation sans organiser l'armée :

On prend *d'abord* tous les citoyens valides et on les verse pêle-mêle dans l'armée sans les distinguer autrement que par l'âge, le poids, la taille. Avec cela, on fait, en temps de paix, une armée sans aucune communication avec la vie industrielle de la nation [1].

En temps de guerre, lorsque les nécessités imposent une extrême diversité de tâches, *alors, alors seulement* on transforme tous ces citoyens-soldats en terrassiers, cantonniers, maçons, charpentiers, conducteurs, chauffeurs, électriciens, comptables, etc. Mais la récupération des professionnels n'est plus, à ce moment-là, chose aisée ; elle est troublée par la dispersion des techniciens, par la mauvaise volonté de chefs qui veulent conserver leurs effectifs ou leurs hommes de métier ; par les fausses déclarations des hommes qui veulent s'embusquer.

Mais une méthode rationnelle, digne d'une société civilisée, eût assuré l'opération inverse, et l'eût conduite rationnellement :

1. C'est une des raisons de l'étonnante difficulté qu'ont éprouvée beaucoup de chefs militaires à appliquer ou à faire appliquer les méthodes industrielles dans les travaux militaires.

On aurait *d'abord* prévu l'importance des services techniques des armées en temps de paix et en temps de guerre ; on aurait recruté les Français par catégories professionnelles. Chaque corporation aurait fourni, par région, un nombre déterminé de combattants, un nombre déterminé de professionnels pour les services du front, des étapes, ou de l'arrière, et l'on aurait laissé à leurs libres occupations un certain nombre de bons spécialistes, pour entretenir la vie de chaque corps de métier. Enfin, on eût organisé le travail non sur la notion du devoir, mais sur celle de l'intérêt, et les services eussent fonctionné à l'entreprise, avec des entrepreneurs militarisés, engageant leurs capitaux, ou répondant de ceux qui leur eussent été confiés, et travaillant avec des compagnies de travailleurs intéressés. Dans les cas où l'entreprise est impossible, on aurait organisé les primes pour le rendement, l'économie, etc.

Bref, tout ce qui n'est pas rigoureusement militaire aurait été organisé industriellement et, ajoutons-le, par les méthodes de l'entreprise contrôlée, de la régie intéressée ou encore du simple capitalisme (mais du capitalisme soumis à cer-

taines charges touchant les salaires, afin de rendre impossible les abus et, par voie de conséquence, les grèves), tous systèmes dont le moins bon vaut dix fois mieux que ce socialisme militaire qui, bien qu'il n'assure aux chefs qu'un profit dérisoire, aux travailleurs des salaires de famine et des conditions de travail détestables, se trouve être le plus coûteux de tous les modes de production.

En somme, tant que l'on n'aura pas organisé le travail aux armées selon les principes de l'économie générale, tant que l'on n'aura pas intéressé les travailleurs et leurs chefs, par un profit personnel, au bon rendement, à l'économie du temps et des matériaux, on n'obtiendra que des résultats insuffisants, et l'on ne sortira point de la mauvaise utilisation des forces. Que des entrepreneurs s'enrichissent, que des ouvriers gagnent de hauts salaires par cette transformation des méthodes de travail de l'armée, c'est de quoi nous aurons à nous féliciter, car ce sera une économie, et une énorme économie pour la nation.

On sait, au reste, que le gouvernement est entré dans cette voie heureuse au cours de l'été de 1917. Nous ignorons à qui est due l'initiative de ce que

l'on a appelé « l'industrialisation » des travaux de l'armée. Civile ou militaire, cette initiative est excellente. Mais on fera bien de considérer qu'il s'agit là non d'une réforme locale, accidentelle, mais d'une réforme générale dominée par cette question de principes que nous venons d'examiner. Il faut rejeter partout la méthode du travail désintéressé, du travail sans profit immédiat pour l'exécutant et le chef [1].

Pour servir l'intérêt général, il faut placer ou laisser se placer, à chaque point où un homme

1. On peut se demander si la conscience de cette nécessité est claire chez tous les chefs civils et militaires lorsque l'on voit que, au moment même où l'on « industrialise » les travaux de l'arrière, on « désindustrialise », on désintéresse certains services qui fonctionnaient très bien jusqu'ici. Il y a dans l'armée quelques survivances d'un temps où les chefs militaires, sachant ce qu'est le travail, l'organisaient sur la base de l'intérêt. Ainsi dans les troupes montées, le maréchal-ferrant est-il une sorte d'entrepreneur qui achète ses matériaux et travaille, à son profit, pour son escadron ; résultat : travail rapide, bien fait, pas de gaspillage, économie pour l'Etat. Or il est question de supprimer ces avantages du maréchal-ferrant, déjà supprimés dans certaines batteries d'artillerie. Raison : le maréchal-ferrant gagnait de l'argent et excitait des jalousies. Mais lorsqu'il travaillera gratuitement, aura-t-on le même rendement, la même qualité de travail, la même économie? Le travail devenu corvée, le maréchal-ferrant et ses aides « tireront au flanc », et gaspilleront les matériaux que leur fournira l'Etat. Perte pour tout le monde. C'est précisément ce qu'il s'agirait d'éviter.

commande à d'autres hommes, à chaque point où un homme a du pouvoir sur les choses, un intérêt particulier. C'est le principal secret de l'organisation.

Les esprits gavés de Kant et de Marx n'entendront jamais ces raisonnements qu'impose l'expérience. En juillet 1917, au moment où tout le monde constate le gaspillage, les pertes énormes qu'entraînent les méthodes du collectivisme militaire, la Confédération générale du travail, délibérant sur une question qui, en somme, ne l'intéresse pas, déclare solennellement que son comité :

« S'oppose à toute concession minière nouvelle... considérant que cela est contraire aux engagements pris par le Gouvernement qui de ce fait aliène au profit d'intérêts particuliers une partie du domaine public...

« La seule politique admise dans les circonstances présentes est celle qui fera faire retour à la nation de toutes les propriétés nationales et qui développera dans le sens de l'intérêt général et sous le contrôle de la collectivité toutes les richesses nouvelles pouvant être exploitables.

« Toute autre politique ne saurait être qu'une politique d'enrichissement individuel et de renfor-

cement des privilèges capitalistes, contre laquelle la classe ouvrière aurait le devoir de se dresser. »

Il est bien regrettable que les membres du Comité Confédéral aient été tenus éloignés des armées. Ils ignorent que leurs principes y sont appliqués sur une large échelle. Là, théoriquement, il n'y a que le commandement de l'intérêt général, rien n'est aliéné au profit d'intérêts particuliers ; il n'y a pas d'enrichissement individuel ni de privilèges capitalistes et toutes choses sont sous le contrôle de la collectivité. C'est précisément pourquoi le travail est de qualité si inférieure et le gaspillage si grand. Ces Messieurs croient-ils que la classe ouvrière (dont ils pensent défendre les intérêts) trouve un bénéfice quelconque à ce régime ? Hélas ! aucun, aucun, aucun. Les victimes de ce régime, répétons-le, c'est la nation et ce sont les travailleurs. Ces Messieurs du Comité confédéral le comprendront-ils lorsqu'ils se rendront bien compte de ce que signifie le tableau que je replace sous leurs yeux :

Le travail d'une journée d'une compagnie de travailleurs militaires coûte mille francs à la nation ;

chaque travailleur ayant un gain de 5 francs à

6 francs dont cinq sous en espèces et le reste en vêtements, nourriture et logement.

Le même travail, assuré par un entrepreneur, coûterait au plus six cents francs ;

l'entrepreneur ayant un bénéfice de dix pour cent ;

les conducteurs étant mieux payés que des officiers ;

les travailleurs gagnant dix à douze francs par jour.

Qui est victime, avec le premier système ? la nation et les travailleurs ; la collectivité et tous les intérêts privés.

Je voudrais montrer aux défenseurs de la classe ouvrière et, en même temps, à tous, que ce système assure de tous côtés une fameuse misère au simple citoyen, qui, dans l'espèce, est le soldat de deuxième classe. Mais auparavant nous allons considérer l'exploitation des richesses, c'est-à-dire l'utilisation du matériel et des objets d'habillement et d'équipement.

Aux armées, tout est sous le contrôle de la collectivité. Voilà qui est conforme aux désirs de nos socialistes. Eh bien ! qu'ils le sachent donc, c'est la grande cause du gaspillage. La collecti-

vité, qui est une pure abstraction, n'a de conscience que par les parlementaires et n'a d'yeux que par le caporal, le sergent, les officiers de tous grades et de toutes armes, c'est-à-dire par toutes sortes de personnes qui touchent régulièrement leur prêt, leur solde ou leur traitement, que les affaires de la collectivité soient bien faites ou non.

Quand un bien de la collectivité est détourné ou gaspillé, l'un quelconque de ses délégués perd-il personnellement quelque chose, l'un de ses délégués souffre-t-il dans son intérêt personnel ? Mon Dieu, le meilleur des délégués dans ce cas n'éprouve qu'une peine toute morale, mais il ne se sent pas plus pauvre (et le pire des délégués se trouve plus riche dans le même cas). Aussi bien, dans ce collectivisme des armées, le gaspillage est-il la loi générale — le gaspillage et souvent quelque chose de pis. Tout le monde le constate, tout le monde s'en plaint, du troupier au parlementaire ; mais le gaspillage continue, malgré tous les efforts que l'on fait pour le réduire. Nul n'étant intéressé, par un profit personnel, à le combattre, il n'y a guère qu'un très petit nombre d'hommes d'une valeur morale hors de

pair qui s'y opposent. Ai-je besoin de dire que l'action de ces hommes est peu efficace ?

L'utilisation du matériel. — Tout étant gratuit, tout le monde perd la notion du prix de revient, et bien que l'on travaille pour la collectivité, chacun travaille pour soi ; chaque groupe est animé d'un égoïsme naturel extrêmement vif, qui le pousse à prendre le plus possible des biens collectifs. Voilà deux phénomènes bien naturels, et si l'on en avait tenu compte, on aurait eu moins de déboires. Mais, comme tout le système est fondé sur cette idée utopique que chacun agira d'une manière altruiste, avec « conscience », au mieux des intérêts généraux, les tendances naturelles de l'homme prennent le dessus, et il en résulte un fameux gaspillage.

Prenons quelques exemples.

Tout le monde connaît le gaspillage de l'essence. Que l'essence destinée aux automobiles serve à alimenter tous les briquets de l'armée française, ce n'est pas une perte très considérable et ce n'est pas à proprement parler un gaspillage. Mais on est scandalisé que l'essence soit employée pour le lavage des voitures et des vêtements des mécaniciens, et l'on a raison. Croit-on

que l'on remédiera à ce gâchage par des discours aux chauffeurs, par des limitations réglementaires et par un redoublement de surveillance ? Mauvais système, inefficace. Mais appliquez un système bien connu dans l'industrie privée, dans les chemins de fer. Déterminez une limitation de consommation, et créez une prime à l'économie, payable en espèces, à chaque prêt, prime pour le chauffeur, prime pour le magasinier, prime pour le chef de groupe, ou fixez un maximum de dépense entraînant l'utilisation, par les intéressés, des économies réalisées, et soyez certain que primes ou gains remplaceront avantageusement tous les surveillants, tous les contrôleurs possibles.

Il est fait au front, dans la zone des positions et à l'arrière immédiat, une consommation formidable de matériaux de construction pour tous les travaux de retranchement, d'abri et d'observation. Je ne crois pas exagérer en disant qu'un bon tiers des matériaux est détourné de sa destination, et que, par surcroît, on emploie beaucoup plus de matériaux que la résistance et la commodité ne l'exigent. En outre, il est édifié un certain nombre d'installations très coûteuses dont l'utilité n'est pas toujours pressante. Je n'ai jamais su

que l'on se préoccupât du prix de ces constructions. La plupart des officiers chargés de diriger ces travaux n'ont aucune idée là-dessus. De temps à autre, un homme compétent fait un calcul, constate que tel abri vaut dans les cinquante mille francs, que tel observatoire vous représente, tous frais comptés, une jolie petite fortune ; les officiers l'écoutent avec stupeur ; quelqu'un demande si l'on ne pourrait pas travailler à moins de frais, et l'homme compétent (qui est parfois le chef d'un service technique qui a fourni les matériaux) lève les bras au ciel, et répond : « Que voulez-vous ? C'est la guerre. »

Aux armées, on ne sait pas ce qu'est le prix de revient.

Cette ignorance du prix de revient coûte terriblement cher à la nation. Travaux inutiles, travaux refaits, travaux abandonnés, travaux trop coûteux ; perte ou détournement de matériaux ; est-ce le manque de spécialistes, de techniciens, ou la mauvaise organisation du travail, ou l'absence de contrôle qui cause ces pertes ? Il ne faut pas le penser : évidemment, vous verrez encore, comme l'auteur de ce livre l'a vu, un marchand de vins en gros, un courtier en grains, un clerc de

notaire, et un diplomate tenir conseil pour l'emploi du matériel qui leur était donné pour l'aménagement d'un village. Mais on voit également beaucoup d'architectes, d'entrepreneurs de travaux publics parfaitement à leur place à la tête de services techniques ; et l'on s'est occupé dans beaucoup de secteurs d'assurer la continuité de vues, d'action, par l'affectation permanente de spécialistes à des postes fixes. D'une manière générale, la distribution du travail, des matériaux est bien faite. Enfin, il fonctionne un contrôle sérieux de l'entrée et de la sortie des matériaux, et aucun groupe, aucun service ne peut faire une dépense qui ne soit examinée, vérifiée, contrôlée, appuyée par toute une paperasserie admirable. On vérifie au centime.

Mais à aucun degré, à aucun échelon, vous ne pourrez trouver un homme intéressé personnellement à l'économie, à l'emploi judicieux du matériel, à la récupération du matériel inemployé.

Le système général ne comporte pas ce fonctionnaire intéressé ; le système général est organisé selon les données du pur kantisme. Encore une fois, voilà le défaut d'organisation. Tous les contrôleurs, toutes les instructions touchant les

économies à réaliser, ne changeront rien à cela. Si nul n'est intéressé, par un profit matériel, à l'économie, on continuera de constater les mêmes fautes que tout le monde déplore, mais que tous sont impuissants à empêcher.

Mais si l'on veut bien faire la guerre longue, autrement que comme une campagne de trois mois, et en considérant que l'homme ne change pas de nature sous l'habit militaire ; que, dans les services de l'armée, il continue d'avoir les mêmes passions, les mêmes mobiles que dans la vie civile ; que, si l'on veut obtenir de lui, aux armées, l'esprit d'initiative, d'ordre, d'économie dont le Français est coutumier dans ses affaires privées, il faut le placer dans les conditions où cet esprit peut se manifester, on s'emploiera à attacher, dans la plus large mesure, un intérêt personnel, matériel, à la bonne administration, à l'économie générale. Que l'on crée cet intérêt, et le cours des choses change. Alors l'armée s'intéressera au prix des choses, et lorsqu'un officier, un sous-officier ou un caporal, ou un simple poilu réclamera l'économie, il n'entendra plus cette réponse, qui lui est faite aujourd'hui par ses camarades ou ses subordonnés : « On croirait que c'est toi qui paies. »

Car il est remarquable que l'immense majorité des hommes, en même temps qu'ils méprisent l'économie à laquelle ils ne sont pas intéressés directement, n'admettent pas qu'un chef ou un camarade non intéressé à l'économie la réclame au nom de l'intérêt général. Cette grandeur morale prend à leurs yeux le caractère d'un blâme qui les concerne, et qu'ils ne veulent pas supporter. Après tout, ils ont raison, et c'est le kantisme officiel qui a tort.

L'habillement, les munitions. — Marquons tout de suite que les soldats de toutes armes ont un respect rigoureux pour leurs armes et quelques parties de leur équipement. Il n'y a aucun gaspillage aux armées en ce qui concerne les armes, les sacs, les casques, les boîtes à masque contre les gaz. Raison : le Devoir ? La menace des punitions ? Aucunement. Tout simplement : l'intérêt personnel. Tout soldat regarde ses armes comme des moyens de défense personnels qu'il serait imprudent d'abandonner (fût-on à trois lieues à l'arrière) ; le sac contient ses biens personnels et constitue une excellente protection contre les shrapnells ; le casque, c'est la protection de sa tête, et le masque, la protection de son être tout

entier. Comme il sait que fusils, sacs, casques et masques ne se trouvent pas communément, il a pour tous ces objets des soins attentifs. Mais il n'a point le même intérêt pour les munitions ni pour les vivres de réserve qu'il porte. Contre l'intérêt personnel qui le pousserait à les conserver, il y a la fatigue, le goût du moindre effort et tous savent que cartouches et vivres sont renouvelables. Les très bons soldats ont toujours leur sac plein de cartouches et de vivres de réserve. Mais les médiocres ne perdent pas une occasion de s'en défaire. Résultat : l'armée fait un gaspillage remarquable de cartouches, de boîtes de bœuf et de biscuits de guerre. Quelques précautions que les chefs prennent, les cartouches sont jetées, le bœuf de conserve est mangé à l'huile et au vinaigre les jours où l'on trouve l'ordinaire insuffisant, les biscuits sont abandonnés aux rongeurs. Les punitions sont inefficaces. Mais croyez-vous qu'il serait impossible, même ici, d'organiser l'intérêt ? Intéressez l'homme à la conservation de ses munitions et de ses vivres, par une indemnité spéciale les concernant, et obligez-le à racheter à la compagnie ce qui lui manquera ; intéressez du même coup le commandant de compagnie, le chef de

groupe, et le gaspillage cessera. Il est même probable que les hommes trouveront eux-mêmes toutes sortes de moyens de protection contre les rongeurs que l'Intendance alimente, avec tant de sollicitude, avec les biscuits de guerre qu'elle renouvelle sans cesse.

Pour l'habillement, ç'a été, depuis le début de la campagne, le gaspillage en grand. Raison : la gratuité et l'abondance. Le soldat sait que la France ne veut pas de soldats en guenilles et que ses vêtements hors d'usage sont remplacés sans difficultés. Dans ces conditions, il use, mésuse et abuse sans ménagements. Il y a eu pendant une bonne année une débauche de chaussettes et de linge de corps : de très bons bougres préféraient jeter leur linge plutôt que de le laver. Des gaillards qui, dans le civil, usent une paire de chaussettes en un an en usaient une par quinzaine. De bons pères de famille, de bons frères, de bons fils, envoyaient chez eux le linge qu'ils touchaient. Quelques ivrognes troquaient une chemise contre deux litres de vin. Et les magasins fournissaient sans cesse. Cela a dû coûter assez cher et faire la fortune d'un certain nombre de fournisseurs. On a imaginé d'arrêter le gaspillage en exigeant de

l'homme qu'il apporte le vieux linge, le vieux vêtement au moment où il demande une pièce neuve. Mesure efficace, quant au nombre, mais non quant à la durée. Il a été plus difficile de troquer ou de détourner, mais cela n'a point rendu le soldat plus ménager de son vêtement, qui continue de s'user, toutes conditions égales d'ailleurs, deux ou trois fois plus vite que dans le civil. Ordres, discours, théories ne changeront rien à cela. L'intérêt n'y est pas.

Mais, étendez à toute la troupe le système, bien connu dans l'ancienne armée, et maintenu dans certains corps, de la *masse d'habillement*. Vous aurez alors des soldats ménagers de leur vêtement, qui leur appartiendra et qu'ils ne pourront renouveler que contre un véritable paiement. Il y aura sérieuse économie pour l'État, et le Poilu s'arrangera toujours pour réaliser une économie personnelle, dont il bénéficiera. Par exemple, il exigera qu'on ne lui fournisse pas de camelote. Mais il n'y a pas lieu de redouter cette exigence, qui, en fin de compte, sera profitable à tous.

En résumé, au Devoir, substituons l'intérêt partout où nous le pourrons. Faites que les chefs soient intéressés pécuniairement et pécuniaire-

ment responsables. On créera mille avantages aux hommes et aux chefs ? Quelques-uns réaliseront de petites fortunes ? Mais il s'agit d'avantages et de fortunes inférieures à ceux qu'ils auraient s'ils n'avaient pas été mobilisés. En quelque sorte, ici aussi, c'est une compensation aux intéressés, et l'important, au surplus, c'est de donner à l'armée des institutions qui, mécaniquement, empêchent le gaspillage, assurent l'économie. L'important, c'est que la Nation réalise des économies. En organisant l'intérêt, elle les réalisera. Et ces économies lui permettront, sans augmenter les frais de guerre, de constituer dès maintenant, en faveur du combattant, des privilèges nécessaires pour le tirer de la situation absurde où il se trouve dans ce régime de l'universelle gratuité, de l'universel devoir dont il est la première victime.

III. — LES COMBATTANTS VICTIMES DE JEAN-JACQUES

J'y reviens. Je prétends que la grande victime de ce communisme des armées, c'est le Poilu, c'est le Combattant, celui-là même pour lequel nos socialistes disent avoir tant d'amour. C'est lui qui souffre le plus de ce régime que l'on croirait avoir été inventé par les socialistes. Qui bénéficie de ce gaspillage, auquel le Poilu participe sans le vouloir ? Quelques débrouillards. Qui en souffre ? Presque exclusivement le Poilu, le vrai, celui de la tranchée et des assauts, le Combattant. Voulez-vous me suivre ? Voici les preuves :

Dans ce système où tout est gratuit, où tout est sous le contrôle de la collectivité, c'est le triomphe de ce que l'armée nomme le système D, le triomphe des « dé... brouillards ». C'est-à-dire que tout le monde méprise les vénérables principes du Devoir, et cherche son intérêt. Il n'en est pas autrement dans la vie civile. Mais alors

que, dans la vie civile, l'activité des débrouillards s'exerce souvent au profit de la richesse générale, aux armées, où l'on ne produit pas, l'activité des débrouillards s'exerce presque toujours au détriment de la collectivité et particulièrement, cela s'entend bien, au détriment de ceux qui ne sont pas assez doués ou pas assez bien placés pour surveiller leurs intérêts.

Le moins bien placé pour surveiller ses intérêts, c'est le combattant. Il est à son créneau. Pendant qu'il surveille le Boche, observez ce qui se passe derrière lui, pour son alimentation, son vêtement, son ravitaillement personnel, son entretien, sa correspondance, son logement en ligne, son logement à l'arrière, et le transport de sa personne quand il va en permission.

N'oublions pas que tout est gratuit, et regardons :

a) *l'alimentation ou les Moutons sans pattes.* — Le soldat a droit à une ration dont la quantité est très exactement déterminée par les règlements. Il s'agit de savoir si elle lui arrive intégralement, après répartition et cuisson. Pour le pain, oui (il y a même souvent surabondance et gâchage). Pour le reste, non. Si tous les gens de l'Intendance, si

tous les chefs de groupe, les sergents-majors, les fourriers, les caporaux d'ordinaires, les ordonnances, les cuisiniers étaient autant de petits saints, ou de types dans le genre d'Emmanuel Kant, les rations arriveraient intégralement au combattant. Mais il y a de nombreux représentants du système D parmi ces distributeurs de l'alimentation qui, après tout, sont des hommes, faibles devant la tentation, comme vous et moi. Et, en cours de route, les vivres solides et liquides sont diminués, si j'ose dire, quantitativement et qualitativement.

On symbolise cette diminution par le cas bien connu du mouton. Quand deux régiments se rencontrent, les hommes se crient les uns aux autres :

— Les moutons ont-ils des pattes, chez vous ?

— Non. Et chez vous ?

— Chez nous non plus. Mais ça ne fait rien, on les aura.

Car les moutons, lorsqu'ils arrivent au poilu, n'ont plus de pattes. Entendez que les gigots ont été prélevés en route

pour les cuisines des petits états-majors,

pour les cuisines des sections ou des escouades hors rang,

pour les cuisines des officiers,

pour les cuisines des sous-officiers,

pour les cuisines des bureaux,

pour les équipes de cuisiniers, d'agents de liaison, de cyclistes, qui se groupent autour des cuisines.

Ce qui est vrai pour le mouton ne l'est pas moins pour le bœuf. Les camarades embusqués sur le passage de la viande sont habiles à prélever les bons morceaux pour leur consommation, et c'est ainsi qu'il y a souvent une trop forte proportion d'os et de graisse dans la gamelle du combattant.

Même jeu en ce qui concerne le sucre et le café. Le café des cuisiniers, des ordonnances, des mess et des popotes est abondant, fort et bien sucré ; celui des combattants l'est moins. Même jeu pour le vin, qui souffre de nombreuses substitutions avant d'arriver à la tranchée. Le paysan des temps féodaux payait la dîme à son seigneur. Le Poilu du front, le vrai, l'authentique combattant paie une plus forte contribution. Il n'est pas exagéré de dire que son seul ordinaire, constitué par les vivres qui lui sont alloués, est diminué, par l'œuvre des Débrouillards, d'une dîme réelle. Mais ce n'est pas tout. Il supporte bien d'autres impôts.

b) *Le ravitaillement personnel.* — Le combattant a besoin de papier à lettres, de crayons, de pierres et de mèches à briquets, de pipes, de tabac, de couteaux, de cartes, de lampes électriques et d'un certain nombre de petits objets d'usage courant. En outre, il augmente son ordinaire par des harengs saurs, des camemberts et quelques conserves. Ces besoins ont donné lieu à un commerce énorme où les Débrouillards et les Mercantis alliés ont réalisé d'imposants bénéfices.

Entre les armées et l'intérieur, se sont interposés les Mercantis, qui, grâce à toutes sortes de complicités, ont longtemps bénéficié de monopoles scandaleux. Les Mercantis [1] obtenaient des sauf-conduits avec une aisance extraordinaire ; par un privilège étonnant, ces personnages ont souvent obtenu des camions-automobiles pour transporter leurs marchandises. Avec ces moyens, ils ont pu s'installer dans un certain nombre de villages du petit avant, et y débiter leurs marchandises à des prix qui ont fait connaître au combattant tout le poids de la vie chère bien avant les

1. La majorité des Mercantis sont des Débrouillards civils des villes et villages du front, qui ont acquis une remarquable habileté dans l'art de doubler le prix des marchandises.

civils. C'est dans ces établissements que, dès 1916, cinq feuilles de papier à lettres et cinq enveloppes coûtaient quatre sous, les crayons-encre six sous, les pierres à briquet six sous, les piles pour lampes un franc cinquante, une boîte de huit biscuits, quatorze et seize sous, une boîte de sardines deux francs, et les bouteilles de vin à vingt-cinq sous, trois francs. Les Mercantis aiment à vendre les boissons de luxe. Le combattant préférerait des boissons simples et peu coûteuses. Le Mercanti lui apporte, à proximité du front, le vin de luxe. Surtout dans les périodes de combat. Le combattant qui, en 1916, descendait de la côte 304 ou de la batterie de Damloup ne trouvait que du vin bouché à Rampont, à Vadelincourt ou à Belleray. Ci : trois, quatre ou cinq francs pour le Poilu. Il paie parce qu'il a soif. Mais lorsqu'il a vidé sa bouteille, il viderait volontiers la panse du Mercanti, et vous comprendrez son sentiment.

Entre les Mercantis des villes et la tranchée, se sont interposés les Débrouillards. Dans de nombreux secteurs, surtout dans les secteurs peu agités, où les troupes font de longues stations aux premières, aux secondes lignes et au petit repos, le combattant vient rarement dans les villages habi-

tés. Il est à une, deux ou trois lieues des villages où règne le Mercanti. Alors le combattant est personnellement aussi éloigné des lieux du commerce que s'il était au lac Tchad ou sur les plateaux du Thibet. C'est alors qu'apparaît le Débrouillard. Les Débrouillards se trouvent *parmi* les cyclistes, les estafettes, les motocyclistes, les automobilistes, les agents de liaison, les fourriers, les sergents-majors, les gradés et les hommes de corvée des ordinaires qui, pour des raisons de service, vont chaque jour au village prochain, au gros bourg, ou à la ville. *Parmi* cet important personnel, vous pensez bien qu'il y a de très braves gens,serviables, dévoués,qui font toutes les courses qu'on leur demande et qui y sont quelquefois de leur poche. Mais, en trois ans de guerre, ce service s'est bien organisé ; entendez qu'il a été envahi par des gaillards très débrouillards qui s'entendent assez bien pour fixer le cours des denrées et objets de première nécessité, qui vous apportent tout ce que vous désirez, mais non sans réaliser un honnête bénéfice qui s'ajoute à la commission allouée par le Mercanti au Débrouillard.

Victimes : le combattant officier, sous-officier ou soldat. L'officier n'en souffre pas trop, surtout

s'il a d'autres ressources que sa solde. Mais le sous-officier, mais le soldat ?

Les coopératives, dont beaucoup ont été fondées sur l'ordre du haut commandement, ne l'oublions pas, sont venues porter remède à cette exploitation du Poilu par les Débrouillards et les Mercantis. Mais les coopératives ne peuvent fonctionner aux premières lignes ; il reste qu'il faut des intermédiaires entre la tranchée et la coopérative, et par surcroît, dans certains corps et certains secteurs, la coalition des Débrouillards organise le boycottage systématique de la coopérative ; il faut parfois de l'héroïsme aux commandants de compagnie pour assurer la liaison entre leur unité en ligne et la coopérative.

c) *Le vêtement ou la part du Lièvre.* — J'ai marqué tout à l'heure qu'il y a eu souvent gaspillage, usure excessive, ceci de la part même du combattant. Mais cela ne fait que, à certaines époques, le combattant n'ait subi certaines privations. Il y a eu quelques époques où les vêtements, particulièrement les sous-vêtements et les chaussures, manquaient un peu. Alors, on a découvert que, entre les Combattants et les Magasins, il y avait les Bureaux de compagnie, de

bataillon, de régiment, etc. Il est absolument incontestable que les effets chauds doivent aller d'abord aux poilus qui tiennent la tranchée. Voilà la doctrine. Mais dans l'application, ce sont les bureaux et leurs clients qui se servent les premiers, qui prennent les meilleurs vêtements, les meilleures chaussures. A certaines époques, les hommes ont dû souffrir du froid et attendre le second envoi, pendant que ces messieurs des bureaux connaissaient la vie ouatée.

d) *Le logement ou la vie au grand air.* — L'armée fait une consommation considérable de planches et de tôles ondulées et de carton bitumé destinés à rendre les abris, sapes et gourbis imperméables à la pluie. Tous ces matériaux sont surtout destinés à l'authentique combattant qui a le plus grand besoin d'être à l'abri du vent et de la pluie lorsqu'il a passé de longues heures au créneau de la tranchée ou du poste d'écoute. Oui, mais entre les parcs du génie et la tranchée, il y a les innombrables Débrouillards des états-majors de corps, de division, de brigade, de régiment, de bataillon, des services et des postes permanents. Tous ces débrouillards laissent passer le fil de fer barbelé ou non, les piquets de fer

et les périscopes. Mais ils font de sérieux prélèvements sur les planches, les tôles et le carton bitumé. Quant tous les états-majors, petits ou grands, sont servis, imaginez ce qui reste pour la tranchée. Si vous touchez deux tôles par compagnie, vous pouvez être heureux. Et pendant que les combattants luttent contre la pluie, dans les gourbis, les sapes et les abris, tout un monde de Débrouillards dort à l'abri du vent et de la pluie dans de bonnes et solides cabanes, bien protégé par le carton bitumé et les tôles. Et dans certains cantonnements de l'arrière ou du petit avant, les tôles servent, comme l'a constaté le capitaine Z..., à la construction des urinoirs et des latrines.

Naturellement, ce sont les garnisons de tranchées qui souffrent le plus de ces prélèvements. Le combattant d'infanterie, ce roi des batailles, est le plus sacrifié dans cette longue occupation de positions: les secteurs qu'il traverse sont mis en coupe réglée par les services fixes et les postes de sédentaires. Le fantassin va de secteur en secteur, et ses réclamations ont parfois à peine le temps de parvenir aux supérieurs intéressés. Les bureaux retardent ses notes, et le lassent; quand il est aux premières

lignes, on se joue de lui. L'artilleur souffre moins. Disposant de moyens de transport, et plus rapproché des parcs à matériel, il n'hésite pas à se servir lui-même lorsque ses réclamations n'aboutissent pas. Quant aux sédentaires, téléphonistes, postes spéciaux, mitrailleurs, groupes du génie, connaissant tous les tours du secteur, il est rare qu'ils n'obtiennent pas ce qu'ils désirent, à force de réclamations. Si les réclamations sont vaines, on emploie le système D : au moment d'une relève, on va faire quelques prélèvements dans les installations de l'infanterie.

L'armée paie des sommes importantes aux habitants de la zone du front pour le logement des troupes qui vont au repos dans les villages. A raison d'un sou par homme et par jour, l'habitant loge la troupe dans des greniers ou sur l'aire de ses granges. Avec les sommes qui ont été payées ainsi, on aurait amorti depuis longtemps les frais d'établissement de baraquements où les hommes auraient été mieux logés que dans les bergeries et les étables ; mais ceci est une autre histoire.

Quand une troupe « descendant » de la tranchée entre dans un de ces villages dont toutes les maisons sont encore debout, les hommes connaissent

une allégresse profonde : ils pensent qu'ils vont jouir de la paille fraîche, et de la tiédeur qui règne dans les bâtiments bien clos où l'on entasse les fourrages. Les officiers pensent aux lits, aux vrais lits, pourvus de draps dans lesquels ils vont pouvoir s'étendre. Les déceptions sont fréquentes : les meilleures granges ont été aménagées pour des services permanents ; d'autres, administrativement libres, ont été prises par des gens du train, par une équipe de travailleurs. Avec la complicité du chef de cantonnement ou de ses scribes, un certain nombre de lits, qui ont disparu de l'état général des lits disponibles, sont occupés par des sous-officiers, voire par des ordonnances, attachés à quelque service des Étapes. Alors les hommes sont entassés dans les granges à claire-voie, et les officiers subalternes conduits dans quelque dortoir d'officiers où ils trouvent un « sommier métallique » et une paillasse. Les combattants grognent un peu, déclarent que « l'on va être aussi bien que dehors », mais, consolés par les permanents militaires du village qui pleurent misère, s'installent, considérant que, après tout, on est mieux que dans la tranchée. Dans leurs lits ou leurs granges bien aménagées, les Débrouillards permanents de l'ar-

rière apaisent leur conscience en faisant le même raisonnement, tant en ce qui les concerne eux-mêmes qu'en ce qui concerne les combattants. Mais le lendemain, il y a quelque « défaitiste » de l'arrière qui, entrant en conversation avec les combattants, leur fait entendre que, s'ils sont si mal logés, c'est parce que les officiers réservent les bonnes granges à leurs chevaux, et le matériel d'aménagement à leurs cuisines.

e) *L'entretien du Poilu*, ou « *Demain on rasera gratis* ». — Le combattant doit faire couper sa barbe et ses cheveux, comme le civil, mais pour des raisons militaires : sa barbe, parce qu'elle empêche son masque à gaz d'adhérer à son visage ; ses cheveux, pour éviter les poux. Le coiffeur de compagnie assure l'ablation de la barbe et des cheveux gratuitement, selon le règlement. En fait, c'est comme chez le barbier de l'histoire : Demain, on rasera gratis. Il n'est point de barbe qui ne rapporte au moins deux sous au coiffeur de la compagnie, lequel se fait une petite rente qui l'aide à supporter la guerre. Essayez de rendre effective la gratuité réglementaire, et vous ne pourrez plus trouver de coiffeur.

On rapetasse, on rapièce dans les mêmes con-

ditions. Le cordonnier, le tailleur sont des personnages qui doivent exercer leur métier gratuitement. Mais le cordonnier donne un tour de faveur à l'officier, au sous-officier, au camarade dont il attend un pourboire. Mais le tailleur travaille à façon pour les mêmes personnages dont il attend un vrai salaire. Et je n'ai pas besoin de vous dire que le tailleur aime beaucoup mieux travailler pour les officiers que pour les hommes. Réfléchissez, vous verrez qu'il ne peut en être autrement. Mais il vaudrait mieux en tenir compte dès le principe.

f) *Le transport de l'homme ou le train 11.* — Quand le combattant s'en va à l'arrière, pour la bienheureuse permission de détente, ou s'en revient au front chargé de bidons et de saucissons, il calcule que les automobiles, les camions, les voitures, étant nombreux sur toutes les routes du front, il a quelque chance de ne point faire à pied la lieue ou les deux lieues qui séparent sa tranchée du point d'embarquement ou de débarquement. Il est bien vrai que, en l'absence de train ou de service automobile régulier, il est autorisé à se faire charger au moins par les camions automobiles. Voilà la doctrine : le transport est gratuit.

Mais quel est l'homme sachant vivre qui ne comprend qu'on n'applique la doctrine qu'avec le secours d'un litre ou d'une pièce? Pour un automobiliste qui, franc camarade, vous ramasse tous les Poilus qu'il rencontre, combien en est-il qui passent sans voir ou sans comprendre, lorsqu'ils sont hélés par de bons bougres dont on ne peut rien espérer?

Voilà de fort petites choses, n'est-ce pas? Mais ces misères comptent pour beaucoup dans la conduite de la guerre. C'eût été sans intérêt pour une campagne de trois ou de six mois, pendant laquelle on supporte toutes les privations. Mais quand la guerre devient en quelque sorte notre vie normale, ces misérables questions de cuisine, de vêtement, de logement, d'entretien, de transport, se raccordent à la plus haute stratégie, car si elles ne sont pas résolues d'une manière satisfaisante, la valeur des troupes baisse sensiblement. Mais nous reviendrons là-dessus à un autre point de vue.

Je ne montre ces misères de la vie du soldat que pour mettre en lumière ce grand fait, à savoir que les idées qui ont présidé à l'organisation

des armées modernes ont créé une situation tout à fait défavorable au soldat (et par conséquent à l'armée). Idées roussiennes, idées kantiennes, répétons-le, qui ont été appliquées par de braves gens pour réaliser l'égalité, imposer à tous la loi du devoir, rendre impossible la constitution de privilèges. Mais idées d'une simplicité préhistorique, ignorantes de la vraie nature humaine, et dont l'application se retourne contre l'objet qu'on leur donne. La conception était simple : tous les citoyens-soldats soumis également aux charges militaires, faisant gratuitement leur métier et entretenus complètement par l'État pendant le temps de leur service ou de leurs campagnes, chacun ayant sa juste part déterminée par les règlements et les circulaires, comme cela paraît juste ! Oui, à condition que l'homme soit un être sans passions, aimant son prochain comme lui-même. Mais comme l'homme est plein de passions et comme chacun a pour lui-même un peu plus d'amour que pour son prochain, le système ne tient pas, et cette armée égalitaire est devenue, par la force des choses, le lieu où se constituent les plus solides privilèges. Et dans cette armée qui a cessé, à cause des nécessités de la guerre,

d'être une armée nationale (puisqu'il y a une spécialisation d'un certain nombre d'hommes pour le combat), on voit ce paradoxe : que celui qui devrait avoir le plus d'avantages, le Combattant, est précisément celui qui en a le moins, et c'est sur son dos, si l'on ose dire, que ceux qui devraient être ses serviteurs se constituent mille privilèges.

Tout irait bien, disent les fanatiques du Devoir, si les officiers faisaient leur devoir et s'ils imposaient à tous leurs subordonnés l'accomplissement strict du devoir surtout en ce qui concerne ces questions si importantes de l'alimentation et du vêtement. Voilà une observation à peine bonne pour le temps de paix et pour des officiers de métier, indépendants et rompus à toutes les ruses de l'homme ; mais voilà qui ne vaut rien pour le temps de guerre et pour une armée qui contient une forte proportion d'officiers de complément beaucoup plus aptes au combat qu'à l'administration de leurs unités. Et n'oublions pas que le jeu des passions dans une longue campagne n'est en rien comparable à ce qu'il est en temps de paix.

En temps de paix, brider les passions est une tâche relativement aisée. L'officier a, en dehors du service d'instruction, tout le loisir nécessaire

pour la surveillance de ses subordonnés. Son honneur, c'est un unité bien administrée; de leur côté, les appétits des subordonnés sont modestes. En campagne, les préoccupations de l'officier sont en quelque sorte renversées. Son honneur est naturellement beaucoup plus engagé dans le combat toujours imminent que dans l'administration. De leur côté, les subordonnés, dans cette longue guerre où nous sommes, ont des appétits beaucoup plus forts que dans le temps de paix. Les hommes qui, comme chacun de nous, voient leurs intérêts de la vie civile sacrifiés, pour un temps qu'ils ne peuvent plus mesurer, vous voudriez que, ayant pouvoir de se donner quelque indemnité, ils résistassent aux tentations avec la même énergie que dans ce temps de caserne où ils n'avaient ni femmes ni enfants? Concevez qu'ils n'ont point la même résistance et que, par contre, ils apporteront plus d'énergie à prendre sur la guerre tout ce que leur conscience les autorisera à prendre. Cela rend la tâche de l'officier difficile et, lorsqu'une compagnie est gangrenée par la présence de quelque subordonné plein d'appétits, le commandant de compagnie se trouvera rapidement devant une coalition où l'on

fait entrer peu à peu tous les embusqués et qui travaille silencieusement à faire les ténèbres autour du chef. L'officier n'aura d'autre recours que l'appel à la délation. C'est un moyen que, fort heureusement, on n'aime pas à employer dans l'armée. Mais l'officier est isolé, et il lui faut des vertus exceptionnelles pour triompher de ces petits intérêts ligués contre son contrôle.

Note. — La situation a été remarquablement transformée depuis six mois, en ce qui concerne la vie du soldat, particulièrement pour l'alimentation et le ravitaillement personnel. La discipline renforcée et le développement des institutions dites « coopératives militaires » valent au soldat des avantages qu'il ne croyait pas possibles il y a seulement un an. L'armée échappe aux mercantis. Gros succès dû à des chefs énergiques. Il se prolongera. Mais que l'on prenne garde à ce fait que les coopératives sont administrées par le Devoir et la Conscience : c'est leur force dans la période initiale ; ce sera leur faiblesse quand les choses seront « tassées ». Nous voudrions voir à la tête de chaque coopérative une compétence intéressée aux affaires, et faisant participer l'unité aux bénéfices (le système a déjà été expérimenté). Bref, l'intérêt avoué, reconnu, affirmé. Sinon, l'intérêt reprend ses droits, clandestinement, et il corromprait ces institutions dont l'organisation générale est de tous points excellente. *(Note de décembre 1917.)*

IV. — Le règne des contremaîtres intellectuels

Mais il y a plus: ce régime militaire, fondé sur les idées que nous avons dites, devait nécessairement limiter l'initiative des chefs, et en fait, de grands règlements, d'innombrables circulaires déterminent les fonctions et les droits de chacun. Etant donné l'économie générale du système, rien de plus heureux que cette organisation, qui soustrait à l'arbitraire le soldat et le subordonné qui ne disposent pas de grands moyens de réclamations. Mais que s'est-il produit ? Dans cette longue guerre où soldats et officiers, naturellement absorbés par le combat, la préparation au combat ou les travaux de défense, n'ont point le temps d'étudier cette littérature administrative, une spécialisation administrative s'est instituée, qui va du front aux dépôts de l'intérieur. Les spécialistes, ce sont les gens des bureaux. Résultat : les gens, des bureaux ont acquis un pouvoir considérable,

et il n'est pas exagéré de dire que si nous sommes, au combat et pour ce qui intéresse immédiatement le combat, sous le vrai et seul commandement de nos vrais chefs, pour tout le reste, administration, appréciation de nos services, répartition des avantages, permissions, etc., nous sommes beaucoup plus sous le commandement des subordonnés que sous celui de nos chefs.

Le pouvoir des « burlingues » est connu dans toute l'armée. Qui est maître de l'alimentation et de l'entretien d'une compagnie? Le capitaine? Point, c'est le sergent-major. Qui interprète les circulaires, prépare leur application et, selon l'interprétation, décide de la destinée de tel ou tel ? qui élabore les propositions ? les affectations aux emplois ? qui prépare les nominations des caporaux ? qui prépare les réponses du commandant de compagnie à toutes les questions que lui posent les bureaux supérieurs ? Le sergent-major et ses aides.

Qui fait la même besogne à l'échelon supérieur ? L'adjudant de bataillon. Qui prépare, revoit, ou complète les dossiers sur lesquels nos actions seront appréciées, jugées, récompensées, notre avancement réglé ? Qui prépare les relèves

entre les bataillons, avantage l'un au détriment de l'autre, qui dispose des cantonnements ? C'est le capitaine adjudant-major[1]. Lorsque nous avons le malheur de tomber dans les dépôts, qui dispose de nous, qui règle nos tours de service, qui a puissance sur notre affectation ? C'est l'adjudant de dépôt.

L'abondance des circulaires, des règlements, des notes, des comptes rendus, l'étendue du travail d'administration imposé à tous les chefs, plus par l'organisation générale de l'armée que par les nécessités de la guerre, ont donné un pouvoir considérable aux subordonnés adjoints à nos chefs, à tous les degrés de la hiérarchie. Et ce pouvoir s'est accru du fait que les subordonnés, moins exposés que leurs chefs, changent moins souvent. La continuité est assurée par eux. L'action de ces maires du palais est parfois excellente. Bonne ou mauvaise, se faisant endosser par le vrai chef, son irresponsabilité en fait une chose

1. On prie instamment le lecteur de ne voir aucune aigreur dans ces constatations. L'auteur de ce livre, servi par la chance, a presque toujours échappé aux bureaux. Faisant partie ou chargé de la conduite d'un corps franc, il a joui de tous les avantages que donne le contact direct avec les chefs. On enregistre ici la plainte générale de l'armée.

dangereuse. Aux bas échelons, c'est la voie ouverte au « débrouillage », aux petites brimades exercées sur les hommes ; aux échelons élevés, c'est la voie de la brimade exercée sur les corps de troupe, et sur les commandants d'unités. D'une manière générale, c'est l'arbitraire secret des subordonnés substitué à l'arbitraire officiel des vrais chefs.

Raccordez ces observations à celles qui ont été résumées plus haut. Elles sont liées. Ce pouvoir anonyme et irresponsable des bureaux, cause de tant de malentendus entre les officiers et la troupe, qu'est-ce, sinon une conséquence de l'organisation propre à l'armée du service militaire universel et des idées qui présidèrent à cette organisation. Il est bien évident que du moment où l'on établissait une armée nationale, basée sur la conception du Devoir, où la discipline était réclamée au nom du Devoir (et non plus par respect des engagements pris par l'enrôlé), on s'interdisait de formuler les droits de l'incorporé (droit dont la revendication eût été au surplus dangereuse pour la discipline) et l'on devait substituer aux statuts, aux contrats de l'ancienne armée que chacun connaissait, les règlements définissant les devoirs de

chacun. Voilà qui assurait la haute-main aux spécialistes des règlements et de l'écriture, et l'on n'a point prévu que, dans ce système où chacun est censé agir conformément au Devoir, l'intérêt, l'ambition, l'humeur se redressaient, suivant les lois de l'humaine nature, en tous lieux où ils ont pouvoir de se satisfaire. Le cours normal de la guerre fait que ces lieux où ces humeurs, ces ambitions, ces intérêts prennent du pouvoir sont précisément les bureaux, où se font les répartitions de tous les biens moraux et matériels de l'armée. On a voulu soustraire l'armée nationale à l'arbitraire de chefs militaires dont se défiait la philosophie du XIXe siècle, et, sans l'avoir voulu, on l'a livrée à l'arbitraire des subordonnés, et de ceux qui s'éloignent autant qu'ils le peuvent de la vie du combattant. Ni l'État, ni l'armée ne gagnent à cette substitution. Et celui qui y perd le plus c'est celui au bénéfice de qui on croyait l'avoir faite : le soldat. — C'est encore une des conséquences de cette espèce de socialisation de l'armée que j'ai tenté de décrire ; elle nous fait entrevoir à quoi aboutirait une socialisation civile ; comme la raison et l'expérience l'indiquent, ce serait la domination des contremaîtres intel-

lectuels substituée à la direction des chefs de l'économie nationale et des maîtres de la culture générale. Mais ce sont là des considérations étrangères à notre objet.

Il s'agit de l'armée. Il s'agit d'une armée qui doit donner la victoire à la nation, qui a été conçue pour une brève campagne, et dont la longue durée de la guerre fait apparaître les faiblesses de constitution. Pour notre salut, cette armée, bénéficiant des qualités guerrières et de la force morale acquise au cours d'une longue histoire nationale, jouissant par surcroît du code militaire de l'ancienne armée, cette armée a dominé ses propres faiblesses. Et répétons-le, bon gré mal gré, il nous faut demeurer, au moins jusqu'à la conclusion de la guerre, dans le système général d'où elle est née.

Devant cet avenir, le passé nous en avertit, ce serait la plus dangereuse folie que de vouloir conserver cette armée en bon état moral, l'administrer, la mener au combat ou au travail au nom du seul Devoir. Quand nous aurons bien compris que nous ne pouvons mener la guerre de trois ans ou de cinq ans comme une campagne de trois mois, que notre armée de 1917 n'est plus du

tout l'armée de 1914, qu'elle est devenue une armée de métier extraite d'une armée nationale, et que les principes au nom desquels elle a été organisée ne valent plus, on sera en mesure d'apporter à l'organisation de l'armée les réformes qu'exige la conduite heureuse de la guerre.

Il faut que l'on se pénètre de ces vérités : l'armée nationale, basée sur le recrutement égalitaire, et sur le paiement égal de l'impôt du sang, était une chimère ; les nécessités de la guerre l'ont détruite en quelques mois. Actuellement, elle n'existe plus. Il est donc absolument nécessaire de modifier profondément la condition des combattants qui, appelés au nom des principes de l'armée nationale, se trouvent soumis au régime de l'armée combattante de métier, sans en avoir les avantages.

Le service militaire accompli au nom du Devoir désintéressé était une chimère. Le « Pourquoi te bats-tu » ne peut avoir de réponse satisfaisante, dans les conditions nouvelles faites aux mobilisés retenus dans les formations de combat. L'appel au combat doit être fait au nom de l'Honneur, la conclusion du combat doit comporter une satisfaction éclatante de l'intérêt du combattant. Il

faut poser en principe que le combattant acquiert, du fait qu'il appartient à l'armée combattante, un droit particulier, moral et matériel, que la nation doit reconnaître, tant pour le présent que pour l'avenir.

L'organisation du travail, l'administration des biens, la distribution des produits faites au nom de la Conscience et du Devoir sont des institutions ruineuses pour la nation et pour les individus. Il faut y substituer l'organisation, l'administration, la distribution, le commandement intéressés.

Encore une fois, il s'agit de substituer l'Honneur, l'Intérêt, la Différenciation, seuls efficaces, à la Conscience, au Devoir et à l'Égalité, principes faux devenus inapplicables et inintelligibles.

Les principes d'organisation de l'armée nationale rendaient la poursuite de la guerre impossible au delà d'une très brève période; la nécessité de poursuivre la guerre a rendu impossible la stricte observation des principes fondamentaux de cette armée. La longue durée de la guerre nous amène à rejeter ces principes dans la plus large mesure. Il faut bien voir que nous nous acheminons vers une forme nouvelle de la spécialisation militaire et de la démilitarisation des services annexes de l'armée.

Ne restons donc pas à la remorque des événements. Prenons conscience de ces nécessités nouvelles, et nous serons en mesure de mettre entièrement à profit l'énorme avantage qu'apporte à l'Entente l'entrée des États-Unis dans la guerre, avantage par lequel l'Entente sera en mesure de réduire très sensiblement les périls que font courir à toute nation les principes de l'armée nationale, tandis que ces périls se développent, s'accroissent en nombre et en intensité en Allemagne.

Le système des armées nationales acculait toutes les nations, et la civilisation même, dans une impasse. L'Allemagne en sortait par la conquête ; la conquête lui échappant, elle va subir les vices du système qu'elle est dans l'impossibilité de pallier par des alliances nouvelles. Si nous nous en dégageons dans le même temps, nous acquérons sur elle un ascendant moral considérable qui nous permettra d'atteindre le moment où le problème proprement militaire de la guerre actuelle sera résolu, et nous assurera la victoire par le seul moyen qui peut nous donner la victoire totale, par les armes.

Septembre 1917.

CHAPITRE VI

LES DIVINITÉS IMPUISSANTES

Il n'y aura de victoire définitive que par les armes, et il n'est pas au-dessus de l'intelligence humaine de résoudre le problème militaire que la guerre a posé. Mais que la solution de ce problème soit retardée ou avancée par des idées, c'est le fait sur lequel il faut encore méditer. Il faut redire que les idées tiennent une place considérable dans cette guerre, menant l'un et l'autre groupe de combattants. La Grande guerre a fait apparaître l'extraordinaire force des idées, puissances redoutables, qui, selon leur direction et leurs formes, sont chez les uns génératrices de force, chez les autres, cause de faiblesse. Cette pauvre idée du Progrès, qui a déjà fait couler tant de sang en Europe, regardez-la animer ou stupéfier les gouvernements et les armées. Elle a donné aux Allemands une force considérable ;

mais quelle cause de faiblesse dans l'Entente! C'est qu'elle n'est pas pensée de même manière par les deux groupes de belligérants.

Si les uns et les autres, par un certain nombre de têtes dirigeantes, pensent que le Progrès doit donner la paix au monde, ils en conçoivent la réalisation par des moyens profondément différents.

L'Allemagne, d'un mouvement quasi unanime, croit que le Progrès, pensé par la raison allemande, imposera la paix au monde par la force et la volonté de l'État allemand, père du Droit, créateur de la Justice, et siège de l'idée allemande qui se confond avec le progrès universel. Quelques têtes dirigeantes de l'Entente croient qu'une force cachée au cœur des choses conduit la raison humaine au respect du Droit et de la Justice, que rien ne peut arrêter la marche fatale du progrès qui donnera la paix au monde dans le libre accord des peuples, confondus dans la démocratie universelle.

Force pour l'Allemagne. Faiblesse pour l'Entente. Notre politique de guerre a subi l'influence de cette pauvre idée. Tandis que l'Empereur allemand armait et manœuvrait ses armées et celles de ses alliés subordonnés en vue de la *création*

du droit nouveau, chaque nation de l'Entente armait et manœuvrait les siennes pour *soutenir* le Droit, avec cette arrière-pensée que, quels que pussent être les efforts de l'Allemagne, quelles que fussent ses victoires, le Droit triompherait, parce que ce mouvement fatal qui porte le monde vers la démocratie ne pouvait pas permettre le triomphe de « la Force ».

Ces misères intellectuelles sont cause de cette mollesse bien souvent observée dans la conduite de la guerre, surtout en France, de cette imprévision dont il a été donné trop de preuves, de cette timidité enfin devant le gros problème de durée qui se posait dès la fin de 1914. Faut-il ajouter qu'elles ont inspiré cette politique qui est plus satisfaite d'obtenir d'une peuplade africaine une protestation en faveur du Droit que de l'utilisation des ressources françaises ? Que la République de Libéria brise avec l'Allemagne, quel triomphe pour la doctrine ! Voilà qui prouve que le Droit soulève le monde contre la Force ! — Mais, dans le même temps, cette même fausse passion du Droit et de la Justice soulève les peuples de la Russie contre leur propre unité et disloque leurs armées !

Si, en novembre 1917, l'Allemagne menace Petrograde, si les Impériaux s'approchent de Venise, que l'on ne cherche pas d'autre première responsable que cette idée funeste, patronne d'une politique qui a plus de confiance dans un mouvement supposé de l'esprit universel que dans la force armée qu'elle emploie, une politique dont il ne serait pas exagéré de dire que, parfois, elle a honte, en quelque sorte, de triompher par le canon et le fusil français, tant elle voudrait ne devoir son triomphe qu'à la majesté du Droit!

Ainsi sommes-nous sans ardente volonté militaire, non dans le cœur du peuple, d'où sortent les plus beaux soldats du monde, mais dans les conseils de la nation, où pénètrent ces nuées. Ainsi sommes-nous sans forte défense, à l'intérieur, contre les manœuvres allemandes, qui se font sous le couvert des mêmes nuées. Ainsi sommes-nous impuissants à saisir la réalité de la guerre sous le nuage épais tendu entre les champs de bataille et quelques lieux où l'on dispose de nos destinées.

Ce détestable état d'esprit est la grande cause, je le répète, de notre mollesse dans la conduite de la guerre. Pendant de longs mois, nous avons

fait la guerre en quelque sorte au jour le jour, attendant la victoire décisive de quinzaine en quinzaine, de mois en mois, de trimestre en trimestre, convaincus que la victoire s'arrêterait fatalement sur les peuples qui sont les champions du Droit, et nourrissent secrètement et même publiquement l'espoir que l'Allemagne de la Force sera vaincue intérieurement par l'Allemagne du Droit, sortant enfin du tombeau de Königsberg.

Et l'Allemagne de Treitschke et d'Hindenburg reparaissant toujours devant nous, avec un matériel de guerre toujours accru, une volonté toujours aussi tendue, nous nous sommes bornés à lui opposer des forces dont nous étions obligés d'improviser l'organisation et la manœuvre. Et nous nous étonnions de ne pas voir devant nous l'Allemagne honteuse d'elle-même, implorant son pardon pour ses injures au Droit ! Oserais-je dire que ces idées, répandues dans l'armée par les discours officiels, les commentaires de la presse, ont contribué à donner aux soldats une sorte d'idéal militaire à rebours, cette idéal absurde qu'exprime le *Chant des Girondins* où l'on exalte la mort pour la patrie plus que la victoire.

Idéal de martyr, que le soldat peut faire sien au moment où il tombe, frappé à mort, mais qui ne doit pas obscurcir son âme au moment où il s'élance contre l'ennemi. Cet amour passif du Droit nous a trop portés à trouver plus de grandeur dans nos sacrifices que dans nos succès. Rappelons-nous que la tâche du soldat est non pas de mourir, mais de braver la mort, de la donner et de vaincre.

Vaincre. Il ne s'agit pas d'attendre que le Droit, la Justice et le Progrès, agissant comme des dieux, fassent reverdir le Rameau d'olivier dans les plaines du Nord et rendent à jamais infranchissable aux armées allemandes ce terrain qui va de la mer aux Vosges, où les armées françaises se seront sacrifiées. Notre but est de conduire nos armées au delà du Rhin et d'écraser l'ennemi. Mais nos armées ne seront heureusement manœuvrées que du jour où l'on regardera leur force comme l'élément décisif du succès, et où leur manœuvre générale, comme l'utilisation des ressources du pays, sera déterminée par des hommes d'État qui regarderont la victoire comme l'œuvre de la Volonté française. Le Droit sera dit, la Justice sera satisfaite, le Progrès du monde

sera assuré le jour où notre Force, portant la Guerre sur la terre allemande, pourra imposer la Paix au peuple délirant qui se croit le Peuple-Dieu.

Novembre 1917.

DEUXIÈME PARTIE

PROBLÈMES MILITAIRES ET POLITIQUES

CHAPITRE VII

LE PROBLÈME DE LA GRANDE GUERRE

L'illusion de la guerre de tranchées. — L'impasse (la guerre bloquée). — L'issue (l'annulation du retranchement, le cheval de Troie).

Aucun compromis n'étant possible entre l'Allemagne, ou plutôt entre le *Mittel-Europa* et l'Entente ; la paix blanche étant la plus grande des duperies et, plus nettement, la défaite de l'Entente, le problème général de la Grande guerre est celui de toute guerre : vaincre par les armes, c'est-à-dire, selon les lois constantes de la guerre, que

résument merveilleusement nos règlements militaires, réaliser *l'anéantissement des forces organisées de l'ennemi* [1], et dicter la paix en territoire ennemi.

Le problème particulier de la guerre, sur le front franco-anglais, qui est le front essentiel, est *de surmonter ou d'annuler le retranchement ennemi*, par les moyens matériels ou moraux, afin de rentrer dans le mouvement et de porter la guerre en Allemagne.

Il est bien évident que l'État-Major français n'a point cessé de se donner cet objectif. Mais un public nombreux et, avec lui, beaucoup d'officiers et de soldats de la guerre regardent cet objectif comme chimérique, parce qu'ils ont interprété leur expérience de la guerre beaucoup plus à la lumière des commentaires quotidiens de la presse qu'à l'aide des principes de l'art de la guerre.

C'est pour ceux-ci que j'écris. C'est à eux que je soumets les réflexions d'un officier de la guerre, dont l'éducation militaire s'est faite à la guerre, et dont l'esprit est libre de tout préjugé d'école. L'objet de cette étude est de combattre un cer-

1. *Règlement sur la Conduite des Grandes unités*, 28 octobre 1913.

tain nombre de préjugés qui se sont formés pendant la guerre chez des hommes qu'ont déconcertés de simples accidents, dans lesquels des militaires peu perspicaces, des journalistes pressés et des sociologues bornés ont cru discerner le renversement des lois de la guerre.

La stabilisation des fronts déterminée par le développement de la fortification de campagne, l'inviolabilité relative des fronts assurée par la transformation des tranchées de combat en un double système continu, l'échec des tentatives de grande rupture faites par les Alliés (Champagne, 1915, Somme, 1916) et par les Allemands (Verdun, 1916), les réussites allemandes en Galicie, en Serbie, en Roumanie, en Italie, ont enlisé l'esprit d'une grosse partie du public et de l'armée dans de fausses idées, dont les principales sont que :

La guerre actuelle a révélé des lois nouvelles de la guerre ; les Alliés ne connaissaient pas la « guerre de tranchées, » nouveauté des temps modernes dans laquelle les Allemands étaient maîtres ;

la rupture du front allemand en France est impossible ; la guerre de mouvement ne pourra pas être reprise ;

le temps des manœuvres de cavalerie et d'in-

fanterie est fini ; le matériel et les munitions dominent la situation ;

on ne peut avancer qu'en écrasant sous un déluge de fer et de feu les positions successives de l'ennemi ;

la victoire sera obtenue par une guerre d'usure, dans laquelle les pertes subies et l'extrême fatigue feront que l'Allemagne, forteresse assiégée, ne pouvant plus tenir, s'effondrera et demandera la paix.

Il faut opposer à ces idées, où le vrai sert à colorer le faux, quelques observations, par lesquelles on verra les prétendus principes nouveaux raccordés aux principes les plus anciens, et dont nous devons tirer une leçon aussi nécessaire au maintien du bon moral qu'à la recherche des solutions à donner aux problèmes posés par la guerre.

Marquons dès maintenant que :

la « guerre de tranchées » est une illusion, la guerre d'usure une chimère ;

la guerre est « bloquée » depuis la fin de 1914 ; le front est devenu une simple frontière active, redevenant front de bataille pendant les offensives ; la guerre est dans une impasse, sur le front principal ;

rien n'est changé dans l'art de la guerre ; la victoire appartiendra à qui trouvera les moyens matériels ou politiques de sortir de cette impasse, où les deux partis ont été placés à cause de conditions politiques communes et de progrès industriels sensiblement égaux.

I. — L'illusion de la guerre de tranchées

Les idées sur le renversement des principes de la guerre sont nées de constatations exactes, mais mal interprétées parce que l'on a généralement omis de rechercher l'explication des faits de la guerre dans leur liaison avec les caractères principaux de la situation politique et économique des nations belligérantes.

On a constaté successivement :

la stabilisation des fronts sur des positions retranchées ;

l'échec des tentatives de grande rupture, où l'assaillant subit des pertes très sensiblement supérieures à l'assailli et se trouve arrêté ;

la réussite des offensives à objectif limité, précédées d'une préparation d'artillerie intense, où l'assailli subit des pertes très supérieures à l'assaillant.

On en a conclu que la guerre de mouvement,

où les manœuvres d'infanterie et de cavalerie jouent un rôle décisif dans la dislocation des forces organisées de l'ennemi, est une forme de guerre périmée, et que nous sommes entrés dans une époque où la seule guerre est une « guerre de tranchées », ou « guerre de siège » ou « guerre d'usure », dans laquelle, grâce à la supériorité de l'artillerie, on use, on détruit l'armée ennemie quasi sur place ou sur les emplacements qu'elle occupe dans une succession de reculs plus ou moins espacés dans le temps.

Comment la paix pouvait sortir de cette « guerre de tranchées » ou « d'usure », personne ne l'a dit d'une manière précise. Tandis que la guerre de mouvement fait naître des idées nettes sur le moment et les conditions où la paix devient possible pour le victorieux et nécessaire pour le vaincu (car chacun imagine des troupes en déroute, ne pouvant se reformer et incapables de protéger les centres vitaux du pays ennemi), la « guerre de tranchées » n'a provoqué la naissance d'aucune idée claire. Tout au plus a-t-on imaginé un effondrement soudain de l'Allemagne, consécutif à une extrême lassitude.

Chose remarquable, on n'a pas considéré que

cet effondrement ouvrirait le front et permettrait la reprise de la guerre de mouvement : nombre de publicistes ont pensé que, lorsque nous aurions libéré notre territoire et une partie de la Belgique, par une succession d'offensives locales et limitées, il deviendrait possible de commencer les négociations de paix avec une Allemagne prête à s'effondrer. La terreur de l'effondrement proche jouerait le même rôle que l'invasion pour l'Allemagne assiégée et affamée. Ainsi « la guerre de tranchées », la guerre scientifique réalisant une tactique nouvelle, aboutirait à la victoire, que la guerre de mouvement, guerre archaïque, conception de militaires attardés dans les idées napoléoniennes, ne peut plus assurer.

Si l'on veut bien calculer, avec les données de l'expérience acquise, et non avec l'espoir irraisonné, on se rendra compte que cette conclusion de la « guerre de tranchées » est totalement chimérique et que, avant d'atteindre le résultat imaginé, cette « guerre d'usure » aurait usé les Alliés autant, sinon plus, que l'Allemagne et ses alliés.

En effet, les offensives à objectif limité s'accomplissant à l'aide de fortes préparations d'artillerie, ne donnent que des gains de terrain médiocres

A en juger sur les résultats acquis, la libération du territoire demanderait par ce moyen plusieurs années.

En outre, ces offensives ne peuvent être réalisées qu'avec une dépense prodigieuse de munitions et de matériel d'artillerie, que les Alliés ne pourront supporter indéfiniment.

D'autre part, les Allemands, pratiquant devant ces offensives des reculs méthodiques sur des positions parfaitement organisées à l'arrière, s'épargnent les pertes que leur causerait une résistance absolument inutile sur leurs positions attaquées [1].

S'il est vraisemblable que, par cette méthode, nous pourrons libérer en quelques années le territoire français et, en mettant les choses au mieux, le territoire belge, en tout ou en partie, il est non moins certain que, rétablis sur nos frontières, nous nous trouverions, avec notre territoire reconquis presque entièrement dévasté, ayant subi les pertes normales de la guerre, usés par l'effort

1. Cette méthode présentait des avantages incontestables. Les Allemands à qui l'exploitation des offensives en Serbie, en Roumanie, en Russie, permet moralement la défensive en France, sachant qu'une première position attaquée est nécessairement conquise, ont le plus grand intérêt à déjouer nos offensives et à nous faire frapper en quelque sorte dans le vide.

industriel nécessaire à la fabrication intensive des canons et des munitions, devant une Allemagne dont les armées, en bon ordre de bataille, ne seraient pas plus fatiguées que les nôtres, pas plus affamée que nous, peut-être moins même, si, comme il est à craindre, elle peut trouver dans une Russie abandonnée un complément important de ressources alimentaires.

Que l'on considère, au surplus, que cette Allemagne serait, non l'ancienne Allemagne mais l'État dominant dans le Mittel-Europa, et l'on verra avec clarté qu'elle serait, en 1918, 1919, 1920 ou plus tard, dans une situation incomparablement plus favorable pour ses desseins qu'en 1914, en 1915 ou en 1916. Dans ces conditions, la maîtresse de la paix serait le Mittel-Europa et non l'Entente.

Ce calcul, cette imagination très simples doivent avertir que les idées de « guerre de tranchées », « guerre de siège » ou « d'usure » sont les pires illusions que nous puissions entretenir, propres à nous conduire nous-mêmes à la plus grande usure, et finalement à la défaite.

De la « guerre de tranchées », aucune décision ne peut sortir, ni l'anéantissement des armées allemandes, ni leur affaiblissement excessif. Si les

deux partis ne peuvent se contraindre l'un l'autre à quitter définitivement les retranchements, aucun autre résultat ne peut être acquis que leur usure mutuelle, sensiblement égale, s'ils disposent, comme c'est le cas, d'effectifs et de moyens industriels s'équivalant. L'aboutissement est nécessairement la partie nulle, la paix blanche, et tout est à reprendre.

Concevoir la guerre de tranchées comme une guerre de siège est une illusion plus dangereuse encore, qui ne provient au reste que d'un étrange abus de langage et d'une grossière assimilation. Ni l'emploi des moyens de siège dans les hostilités, ni la situation de l'Allemagne n'autorisaient une telle conception de la guerre. Une Austro-Allemagne complètement encerclée par les Alliés, de la Mer du Nord aux Vosges, du Mont Lovcen à la Baltique en passant par la Bukovine, rigoureusement bloquée sur l'Adriatique, la Mer du Nord et la Baltique, eût pu être regardée comme une grande forteresse assiégée, dont la capitulation était affaire de temps. Mais jamais elle ne s'est trouvée rigoureusement encerclée et, depuis la campagne de Serbie, le siège de l'Austro-Allemagne est un mythe.

Rechercher la victoire par la guerre dite de tranchées est l'entreprise la plus vaine, qu'il vaudrait mieux terminer le plus rapidement possible, si nous ne pouvions espérer sortir de cette prétendue forme nouvelle de la guerre.

Il est temps de dire que la guerre de tranchées est une fable. Il y a des retranchements, sur lesquels des armées, arrêtées depuis trois ans, continuent de procéder à un certain nombre d'actes de guerre, retranchements que les deux partis ont tenté de briser pour rentrer dans la guerre de mouvement. Mais la guerre de tranchées n'existe pas.

L'arrêt d'une armée sur des positions retranchées n'a d'autre objet que d'arrêter la bataille, pour des troupes qui, momentanément, ne peuvent la continuer sans s'exposer à la déroute.

L'arrêt des armées sur toute l'étendue du front français n'a eu d'autre cause qu'une impuissance passagère des deux armées. Le résultat, imprévu, a été qu'elles se sont bloquées l'une l'autre et que la marche de la guerre s'est trouvée enrayée sur ce front.

La guerre ne peut se poursuivre que hors des tranchées ; les batailles engagées sur ce front re-

tranché n'ont pas eu pour objet l'écrasement de l'une des armées dans ses tranchées, ce qui est matériellement impossible, mais leur fin, plus ou moins éloignée, était d'obliger l'adversaire à quitter définitivement ses retranchements et à accepter la vraie bataille, celle de mouvement.

Les batailles qui ont été livrées sur le front français sans aboutir à ce résultat, n'ont eu aucune importance décisive, malgré l'énormité des pertes. Elles ne comportent ni victoire, ni défaite. En Champagne, en 1915, nous sommes arrêtés, mais non battus. A Verdun, les Allemands échouent, mais ne sont pas défaits. Pour les uns et les autres le succès est incontestable, mais l'acquisition des seuls résultats qui comptent à la guerre : l'exploitation du succès, la poursuite, la démoralisation et la dislocation de l'armée attaquée, échappe à l'assaillant. Les uns et les autres peuvent renouveler ces tentatives, sacrifier des milliers d'hommes, dépenser des millions d'obus ; ils avancent ou reculent d'une lieue, mais tant qu'ils demeurent sur les terrains à retranchements, l'assailli s'appuyant sur une position organisée à l'arrière, et protégé sur ses flancs par des positions retranchées intactes, rien n'est changé à l'allure géné-

rale de la guerre, *les deux armées demeurant l'une devant l'autre diminuées à peu près également, mais en ordre de bataille parfait.*

Ce que l'on a appelé la guerre de tranchées n'est donc pas une forme ni même une forme inférieure de la guerre ; c'est purement et simplement l'arrêt de la guerre.

Rien n'est changé dans l'art militaire. Il n'y a de guerre que la guerre de mouvement (avec ses épisodes de sièges), car elle est la seule qui donne les résultats décisifs, acquis par une armée visant l'anéantissement des forces *organisées* de l'ennemi. Les principes de combat sur le terrain des tranchées sont exactement ceux de la bataille de mouvement. Un système de tranchées est abordé, enfoncé, enveloppé selon les méthodes (concentration, préparation, approche, assaut) qui valent pour le combat de rencontre dans la guerre de mouvement.

L'artillerie n'a pas, dans l'ensemble de la guerre, l'importance capitale qui lui a été attribuée à la suite de la longue occupation des tranchées. L'énorme augmentation du matériel et des munitions se justifie par la nécessité où l'on était de cher-

cher à « dévaster », à « submerger » des positions fortifiées afin de ne pas lancer des hommes « contre du matériel », en ce qui concerne l'offensive ; par cette autre nécessité où l'on a été, dans la défensive, de remplacer, par des barrages d'artillerie, les défenses accessoires détruites par l'artillerie adverse. Mais c'est l'infanterie qui, même dans la lutte sur le terrain des tranchées, donne l'assaut, occupe en combattant, exploite le succès. La bataille d'artillerie est un mythe. Les grandes tentatives de rupture (Champagne 1915, Verdun 1916) l'ont prouvé surabondamment. L'artillerie bouleverse les défenses ; mais quelle que soit sa puissance, elle peut décimer les troupes, elle ne les détruit pas, elle ne les démoralise même pas [1].

1. Un exemple très net est donné par les premiers jours de la bataille devant Verdun. L'infanterie, qui avait subi quatre jours de bombardement sur ses positions retranchées (et qui en avait peu souffert), supporta sans un fléchissement de nouveaux bombardements du 25 au 29 février, mais cette fois presque en rase campagne. Les pertes furent incomparablement plus élevées sous ce deuxième bombardement, mais il ne s'ensuivit aucun recul. Les fantassins français ne cédèrent pas au canon, mais à l'infanterie allemande, qui avait sur eux l'avantage de l'offensive et du nombre et qui enleva la plupart des positions (Bois des Caures, Herbébois, Chambrettes, Ornes, Plateau des Caurières, Bezonvaux, Massif d'Hardaumont) par des manœuvres : attaques de flanc et enveloppement.

La conclusion de ces tentatives a été fournie par l'infanterie [1].

L'infanterie demeure l'arme principale. L'infanterie et la cavalerie sont appelées à jouer dans la guerre présente le rôle décisif pour lequel elles sont organisées.

En résumé, « la guerre de tranchées » est une illusion ; la « guerre d'usure », une utopie, où nous trouverions la défaite étant donnés les accroissements qu'ont valus à l'Allemagne ses victoires de mouvement sur d'autres fronts que le nôtre. La guerre de mouvement, loin d'être une forme de guerre archaïque, périmée, est la seule guerre qui puisse être décisive et nous assurer la victoire.

Mais il reste que, depuis trois ans, nous sommes enlisés dans les tranchées, et que la reprise du mouvement paraît invraisemblable.

La vérité est que, sur le front de France, la guerre est dans une impasse. Voilà le phénomène nouveau, mais qui n'est point sans analogie dans l'histoire.

1. Il n'en est pas de même dans les offensives à objectif limité, où l'essentiel de la besogne est fait par l'artillerie. Aussi bien n'obtient-on, dans ces offensives, que des résultats en quelque sorte secondaires.

Le problème est d'en sortir. Problème militaire, économique et politique. On peut se demander si toutes ses données sont familières aux publicistes qui l'ont considéré.

II. — L'impasse

L'impasse, ce n'est pas la tranchée. La nouveauté, ce n'est pas le retranchement.

La nouveauté qui a bloqué la guerre et nous a conduits dans une impasse, c'est le fait que des lignes de retranchements ont pu être *organisées et occupées* par des garnisons assez denses sur toute la largeur du terrain de manœuvres dont disposaient les belligérants entre la mer et la frontière de leur voisin neutre, la Suisse. Ce fait, *qui a rendu impossible toute manœuvre d'enveloppement*, domine la situation depuis trois ans.

Après la Marne, les deux partis, également retranchés sur leur front, ont cherché à se déborder par des mouvements que l'on a improprement désignés sous le nom de *Course à la mer*. Ils n'ont abouti qu'à prolonger le front retranché jusqu'à la mer, et le retranchement, qui ne marquait pour eux qu'un temps d'arrêt dans la bataille,

les a bloqués l'un l'autre, dépassant leurs intentions respectives comme il dépassait sans cesse les moyens de destruction qu'ils ont employés pour le briser. C'est là la nouveauté, la surprise de la guerre (aussi bien pour les Allemands que pour les Alliés) et l'impasse.

L'établissement de cette double ligne de doubles retranchements a arrêté les mouvements de la guerre, à un moment où les deux partis étaient encore en pleine force et a constitué une muraille infranchissable [1]. Fait d'une importance énorme, dans une guerre où sont engagés les intérêts de deux civilisations radicalement opposées, et qui comporte le risque de les conduire toutes deux à leur destruction. La fausse direction de la poli-

1. L'analogie historique, au point de vue purement militaire, est fournie par la *Grande muraille* et la *Muraille d'Adrien*. Mais ces barrières, établies sur l'une des frontières lointaines d'empires puissants et prospères, contre des peuples ou des hordes incomparablement moins forts, n'ont qu'une importance secondaire et locale.

Les lignes turques de Hademkeuy et bulgares de Tchataldja ont arrêté la guerre balkanique de la même manière, mais à un moment où les Balkaniques avaient réalisé des conquêtes déjà très importantes. Mais, peu étendues, elles n'offrent pas un précédent militaire rigoureux ; politiquement, l'arrêt qu'elles déterminaient n'avait qu'un intérêt local.

Le fait sans précédent est que la barrière de la Grande Guerre intéresse toute la civilisation européenne.

tique militaire du XIXe siècle apparaît ici par les conséquences de sa plus grande erreur.

La grande barrière est en effet une des conséquences du service militaire universel. Seules, des armées nationales, mobilisant des millions d'hommes, combattants et travailleurs, pouvaient ainsi barrer le front sur toute l'étendue d'une frontière. C'est le système de l'armée nationale, déjà responsable de l'effroyable coût de la guerre, en hommes et en richesses, qui a acculé les principaux belligérants dans cette impasse de la guerre bloquée, où la lutte s'éternise. Nous aurons à nous rappeler ce fait lorsque nous rechercherons les moyens de sortir de l'impasse.

Mais il y a des causes secondes. L'organisation de la Grande Barrière est due à la présence des armées nationales. Mais sa durée, son renforcement et, en somme, son inviolabilité, sont liés à plusieurs faits :

1° Le progrès industriel qui a permis :

a) Le développement des moyens de transport (chemins de fer et automobiles) grâce auxquels on a toujours pu amener les troupes nécessaires au renforcement d'un secteur attaqué, avant que

le retranchement ait complètement cédé ou que les garnisons de ce secteur fussent complètement submergées par un assaillant très supérieur en nombre ;

b) Le renforcement de la défense en matériel pour économiser les hommes et concentrer de plus grosses forces dans les secteurs attaqués.

2° Le fait que le renforcement des retranchements et des défenses accessoires a toujours été en avance sur la puissance de destruction que les deux partis pouvaient employer.

C'est ce qu'il s'agit de montrer en suivant les transformations de la lutte sur le front barré.

Comment l'inviolabilité du front retranché est maintenue. — Pour faciliter l'intelligence des conditions de l'inviolabilité, il est utile de distinguer trois phases distinctes dans l'organisation des retranchements :

1° la phase à une position avec points d'appui ou centres de résistance à l'arrière (1914-1915) ;

2° la phase à deux positions avec points d'appui intermédiaires (1915-1916) ;

3° la phase à double série de deux positions

avec postes ou points d'appui avancés (1917, lignes Hindenburg et Siegfried) [1].

Le front de la première phase n'aurait pas tenu huit jours devant la puissance de destruction mise en œuvre par nous pendant la deuxième phase, et ainsi de suite. Mais la puissance de destruction dont les deux partis disposent au cours de la troisième phase est insuffisante pour provoquer une rupture totale du front retranché de cette même phase.

Première phase. — Le front est barré par une seule position établie sur la ligne d'arrêt des combats et constituée par deux ou plusieurs lignes de tranchées, distantes de cinquante, cent ou deux cents mètres les unes des autres. Presque partout, les tranchées sont protégées par plusieurs rangées de piquets et de fil barbelé.

1. Ces trois phases chevauchent naturellement l'une sur l'autre; elles ne sont pas dans la réalité ni aussi distinctes dans le temps, ni aussi différentes dans leur organisation. Mais il s'agit ici d'une vue générale.

Rappelons, pour éviter une confusion fréquente dans le langage comme elle l'est dans les idées du grand public, que la *position* est composée essentiellement de deux ou plusieurs lignes de tranchées, distantes de cinquante à cent, ou deux cents mètres les unes des autres, selon le terrain, avec ou sans postes avancés, et réduits à l'arrière.

A un, deux ou trois kilomètres à l'arrière, des points d'appui sont organisés : mamelons, bois, fermes, villages, protégés sur toutes leurs faces, mais non reliés entre eux. Positions et points d'appui sont occupés par des garnisons assez nombreuses pour retenir une attaque. Les réserves sont proches.

Les premières tentatives faites contre ces lignes révèlent qu'une attaque précédée d'un simple « arrosage » d'artillerie est disloquée, brisée dans son élan et finalement arrêtée par les défenses accessoires que les groupes du génie et les fantassins ne peuvent faire sauter ni couper sous le feu de l'ennemi abrité. On découvre qu'on ne lutte pas avec des hommes contre du matériel.

L'attaque doit être précédée d'un bouleversement, d'une destruction des défenses. Or, à ce moment, l'artillerie n'est guère capable que de faire des brèches dans les réseaux. En outre, sa puissance de destruction contre les points d'appui de l'arrière est très limitée. Réussit-on à passer par les brèches de la première position, on doit faire le siège des points d'appui peu entamés, dont la garnison n'est pas ébranlée et dont le feu bat tous les couloirs libres entre les points d'ap-

pui. Ce temps d'arrêt est amplement suffisant pour l'arrivée des renforts qui contre-attaquent par les couloirs, ou barrent ceux-ci, organisant le terrain, transformant ainsi la ligne des points d'appui ou des centres de résistance en nouvelle première position. L'attaque est arrêtée, la bataille de mouvement ne peut s'engager parce que l'on n'a pas pu, selon l'expression du capitaine Laffargue, « avaler d'un seul coup toutes les défenses de l'ennemi », parce que l'on n'a pas pu démoraliser les garnisons de soutien qui demeuraient abritées et protégées dans les centres de résistance de l'arrière.

Toutefois, pendant cette première phase, la résistance des positions ne dépassait pas très sensiblement la puissance de destruction de l'artillerie. La première position était plus linéaire que profonde. L'ensemble était à la merci d'un coup particulièrement heureux, que pouvait servir une forte concentration d'armes.

L'ensemble des défenses pouvait être submergé par une offensive, à condition que celle-ci pût « l'avaler » en une seule journée d'assaut, de telle manière que l'ennemi n'eût pas le temps ni de se

reformer en arrière ni d'amener ses renforts pour aveugler la brèche ouverte.

Cette précarité de la défense ne fut pas de longue durée. Mais, au printemps de 1915, elle était la règle presque générale. On le vit aux attaques de mai. Il semble bien que presque toutes les conditions du coup heureux furent réunies à cette époque. Elles le furent au moins pour les défenses de première ligne qui furent enlevées en une heure, le 9 mai. La trouée était faite. Les Allemands avaient eu trop de confiance dans la valeur de leurs défenses. Mais, de notre côté, après avoir eu un certain mépris pour les défenses accessoires, nous les avions sur-estimées, et les expériences déjà acquises faisaient penser que l'enlèvement des défenses prendrait deux jours. L'opération ayant exigé un temps bien moindre, les troupes d'exploitation du succès manquèrent au moment propice. Les Allemands purent se reformer à l'arrière.

Le capitaine Laffargue, auteur de l'admirable *Etude sur l'attaque* [1] que connaissent tous les

1. *Etude sur l'attaque dans la période actuelle de la guerre. Impressions et Réflexions d'un commandant de compagnie*, par le capitaine André Laffargue. (Une plaquette in-8°, Paris, 1916,

officiers français, envisageant l'avenir immédiat, a pu légitimement croire à la possibilité de la trouée. La doctrine qu'il en a faite alors, merveille de précision et de vigueur, aurait probablement pu être confirmée par l'expérience si l'on avait été en mesure de renouveler une offensive immédiate. Mais il fallait réunir des moyens plus puissants pour surprendre de nouveau les Allemands prévenus par les affaires de mai 1915. Or, quand ces moyens furent réunis, nous étions entrés dans la deuxième phase de l'organisation des défenses qui, en peu de mois, prit un avantage énorme sur la puissance de destruction qui la menaçait.

Deuxième phase. — Au cours du printemps et surtout pendant l'été de 1915, particulièrement dans les secteurs visiblement menacés, la seconde ligne de défense, non continue, que signalait le capitaine Laffargue, avait été transformée en ligne ou plutôt en *position continue* d'un bout à l'autre du front, et les points d'appui et centres de résis-

Plon, édit.) Cette étude, il est bon de le noter, a été écrite par cet éminent officier peu après les attaques de mai 1915.

tance reliés entre eux par des réseaux avec postes intermédiaires protégés.

On se trouvait donc devant un problème nouveau dont l'énoncé va montrer qu'il était insoluble, eu égard aux moyens de destruction dont nous disposions alors.

L'organisation de la défense est faite sur une profondeur qui varie de une à deux lieues, avec grands centres de résistance très éloignés de la première position.

Elle comprend :

Une première position (encore établie sur la ligne d'arrêt des combats) qui a été considérablement renforcée en défenses accessoires, abris profonds, matériel, mitrailleuses, etc., et qui communique avec l'arrière par des boyaux nombreux et profonds. Cette position a toutefois de nombreux points faibles, du fait que le terrain a été utilisé, mais non choisi, et qu'il est très observable à l'observation directe ou à l'observation aérienne.

A un ou deux kilomètres à l'arrière, sur la ligne des points d'appui et des centres de résistance renforcés, des réseaux barrent les couloirs, à contre-pente chaque fois que le terrain le per-

met, et disposés de telle manière qu'ils arrêtent les troupes sous les feux croisés des points d'appui. Cette partie du terrain est du coup barrée pour la cavalerie.

A plusieurs kilomètres en arrière de la première position, une deuxième position est organisée, semblable à la première, mais possédant sur celle-ci une forte supériorité :

elle est organisée selon toutes les règles de l'art, aucune nécessité adverse n'ayant imposé l'adoption d'un terrain défectueux ;

elle échappe aux vues directes ; et par surcroît les travaux à contre-pente y sont multipliés ;

la plupart de ses défenses importantes sont parfaitement dissimulées.

Le problème de l'attaque de cette double position demeurant très exactement le même que dans la première phase, tel qu'il a été posé par le capitaine Laffargue : « Avaler l'ensemble des défenses d'un seul coup, en un seul jour », on voit quelle énorme difficulté ajoute l'existence de la deuxième position.

Etant donné « qu'on ne lutte pas avec des hommes contre du matériel », il sera nécessaire

de bouleverser complètement les défenses par l'artillerie, mais :

tandis que la première position, observée par tous les moyens, répérée dans presque tous ses détails, sera complètement bouleversée par le tir réglé de l'artillerie ;

tandis que la ligne de points d'appui, dont les défenses sont assez bien connues, subira des dommages graves,

la deuxième position, inobservable, sur laquelle on ne possède que des renseignements fragmentaires, sera fort peu entamée, et constituera, quel que soit le sort de la première position, une suites de redoutes solides dont les garnisons, se sentant parfaitement protégées par des défenses quasi-intactes, attendront l'assaillant de pied ferme, d'autant plus qu'elles n'auront pas le spectacle du reflux en déroute des troupes de la première position, celles-ci devant être ou anéanties ou faites prisonnières.

L'assaillant peut, après une forte préparation d'artillerie, enlever la première position en une heure, sans subir de grandes pertes, enlever la ligne de points d'appui en une journée, avec des pertes plus sévères et un bonheur inégal, il se heur-

tera inévitablement à une seconde position solide où sa progression sera arrêtée net, et contre laquelle il devra renouveler une préparation d'artillerie dont la seule organisation (repérage, installation des batteries), lui demandera au moins un mois d'efforts. Le coup doit être manqué, et l'expérience française de Champagne (1915), l'expérience allemande de Verdun (1916) ont montré comment ces entreprises échouent.

Une seule chance pour l'assaillant : celle de la surprise, qui lui permettrait d'enlever sans efforts une seconde position non occupée, ou occupée par les très faibles éléments qui l'occupent normalement et qui sont tout à fait insuffisants pour utiliser et défendre la position.

La surprise proprement dite est impossible du fait que l'on est obligé de faire devant la région visée une énorme concentration de troupes qui ne peut échapper à la connaissance de l'ennemi. Toutefois peut-on tromper l'ennemi et, par les moyens que l'on connaît, le laisser dans l'incertitude quant au secteur qui sera attaqué. Cette incertitude serait fatale à l'assailli si elle ne cessait qu'au matin de l'assaut. Mais elle cesse complètement pendant le bombardement de plusieurs

jours qui précède l'assaut, et à ce moment intervient un facteur qui lui permet la parade avant l'assaut et les contre-attaques pendant les assauts.

C'est le progrès des transports qui lui donne les voies ferrées et les milliers de camions automobiles grâce auxquels il peut amener presque à pied d'œuvre les renforts pour la défense et la contre-attaque.

Dans ces conditions, le combat se déroule avec une régularité mathématique :

après un bombardement de plusieurs jours, l'assaillant « avale » la première position, enlève les points d'appui, ramasse les prisonniers par milliers et s'arrête net sur la seconde position. Si quelqu'une de ses troupes réussit à faire brèche dans la deuxième position, ou bien elle est refoulée par une contre-attaque, ou bien elle est « avalée » à son tour.

On n'a pu provoquer sur aucun point la fuite des défenseurs qui sèment la panique parmi les troupes de l'arrière. Dans ces combats, les fuyards sont peu nombreux. La rapidité avec laquelle les premières défenses sont enlevées interdit la fuite des occupants qui ne peuvent ainsi démoraliser

les troupes de soutien et provoquer l'abandon de la seconde position.

Encore une fois, la puissance de destruction était inférieure à la résistance des défenses. Le problème est alors de procéder à un pilonnage des deux positions, sans repérage en ce qui concerne la seconde, l'écrasement étant poursuivi mètre carré par mètre carré. Après les attaques sur la Somme en 1916, le péril devient sérieux pour les Allemands ; il semble que nous soyons sur le point de réunir toutes les conditions nécessaires à l'écrasement et à l'enlèvement rapide des deux positions qu'un déluge de fer et de feu va submerger également, et le pilonnage des positions successives, plus ou moins organisées, produira une telle pression, sur un front mouvant, que la rupture est quasi certaine.

Les conditions sont en effet réunies (Somme, 1917), mais nous sommes dans la troisième phase en ce qui touche l'organisation des défenses.

Troisième phase. — La grande barrière est doublée. Ce n'est plus seulement une double position qui nous est opposée. C'est une double série de doubles positions.

La première position, sur les points vitaux surtout, a été transformée. Elle est beaucoup plus profonde. Les obstacles, les travaux ont été multipliés, enchevêtrés sur tout le terrain des deux positions. Mais le fait capital est que, à dix, vingt ou trente kilomètres à l'arrière, une nouvelle série de positions a été organisée, loin de toute pression adverse, hors du feu de l'artillerie, c'est-à-dire que ces nouvelles lignes ont, plus que la deuxième position, tous les avantages que donnent et l'observation presque rigoureuse de toutes les règles de l'art, et la liberté du travail exécuté loin du feu.

Ces lignes (lignes Hindenburg ou Siegfried) pourvues de toutes les ressources de la défense, d'innombrables travaux souterrains, précédées d'avancées fortement organisées, desservies à l'arrière par des voies ferrées à multiples voies de garages avec quais de débarquement dans les secteurs importants, et enfin raccordées aux premières lignes au point où les attaques sont improbables, ces lignes permettent un repli en bon ordre au moment de l'attaque, repli qui sera exécuté non au moment où l'assaillant pourrait le transformer

en retraite désordonnée, mais au moment choisi par l'assailli.

Dans ces conditions, l'assailli est maître de résister à une offensive ou de la faire frapper dans le vide.

Dès que l'offensive est annoncée, certaine, l'assailli se prépare à la fois à la résistance et au repli. Tout le terrain compris entre les deux séries de positions est dévasté, truqué, miné, de telle manière que la marche de l'assaillant y soit entravée par la multiplication des obstacles artificiels.

S'il est prévu que l'offensive attendue est assez forte pour mettre en péril les deux positions, on la laisse monter complètement, et au moment où elle se déclanche, le repli est ordonné. La bataille n'a même pas lieu ; l'assaillant frappe dans le vide, puis avance sur un terrain dévasté où il ne peut prendre contact avec l'ennemi, qui installe ses troupes sur les nouvelles lignes. Tout est à refaire, il faut monter une nouvelle offensive contre des positions nouvelles plus fortes que les précédentes et contre lesquelles on ne pourra rien sans plusieurs mois de travaux.

Ces replis ne se produisant que sur le terrain

des offensives et devant des offensives particulièrement fortes,

Nous nous trouvons bien dans une impasse.

Aucune décision ne pouvant sortir de la « guerre de tranchées », il faut rechercher la décision dans la guerre de mouvement [1].

1. Je crois devoir rappeler, ou faire observer, que les Allemands, à qui un préjugé assez répandu reconnait une certaine maîtrise dans « la guerre de tranchées », n'ont en aucune manière mené cette guerre. Après avoir reconnu l'état du front français, ils ont recherché le mouvement, qu'ils ont trouvé dans les campagnes de Galicie et de Russie, de Serbie et de Roumanie, où ne se rencontraient pas les conditions générales qui barrent le front en France. Leur entreprise contre Verdun est une tentative pour rentrer dans le mouvement en France méme, et faite sur le seul point du front où elle avait chance de réussir. Hors Verdun, les Allemands se sont bornés en France à des batailles locales, destinées à leur assurer ou à leur conserver soit des observatoires, soit des positions favo-

Or, au moins dans l'état actuel de l'armement, l'organisation des défenses interdit la reprise de la guerre de mouvement, les fronts retranchés étant infranchissables [1].

Pouvons-nous sortir de l'impasse ?

Dès l'instant que nous savons que nous y sommes, le reste est une question de volonté et de choix des moyens.

La solution n'est pas au-dessus de l'intelligence ni de l'industrie humaines. Encore faut-il la chercher dans une autre direction que le fond même de l'impasse et voir clairement que le problème est, non point d'écraser le retranchement, mais de le tourner, ou de l'annuler, ou de le surmonter

rables à la reprise d'une offensive future, soit encore à maintenir une ligne qu'ils considéraient comme une frontière provisoire.

1. La trouée faite par les Austro-Allemands dans le front italien n'infirme pas cette thèse. On sait que le succès de l'opération austro-allemande est dû initialement non pas à l'action militaire, mais à la stratégie d'arrière-front qui a démoralisé les défenseurs par une action intérieure. En fait, les troupes d'un secteur important, travaillées par le défaitisme, laissent passer l'ennemi. Mais nous reviendrons là-dessus en recherchant les moyens d'annuler le retranchement.

III. — L'issue

La raison indique plusieurs directions (où l'on retrouve la manœuvre à longue portée), soit dans une action militaire de grande envergure, ou dans une préparation industrielle considérable ou dans une préparation politique longue et délicate. — Enumérons tout d'abord les moyens avant de rechercher leur valeur :

tourner le front, soit par un débarquement en arrière du front ennemi, soit par une manœuvre portant le gros effort de la guerre sur une région de l'Europe où l'établissement d'un front retranché continu est une impossibilité matérielle ; ou encore sur une région dont l'accès est interdit par la neutralité ;

annuler le retranchement, c'est-à-dire le rendre inutile ou inefficace, soit par l'emploi de moyens matériels qui obligent l'ennemi à en sortir ; soit par un procédé qui, renouvelant une

vieille ruse de guerre avec la puissance industrielle moderne, permettra le transport des troupes à l'intérieur et au delà des positions ennemies ;

surmonter le retranchement, par le transport aérien de troupes assez nombreuses capables de faire, par leurs seuls moyens, des raids en pays ennemis, ou de mener une attaque sérieuse en arrière de l'ennemi, au moment d'une attaque frontale.

faire le vide dans le retranchement, par la guerre d'arrière-front qui, utilisant une des grandes faiblesses des armées nationales, démoralise les défenseurs d'un front et les incite à l'abandonner.

Enfin, combinaison de ces divers moyens, avec plusieurs attaques frontales simultanées, menées avec une énorme supériorité d'effectifs et de matériel au cours desquelles la surprise sur l'un au moins des points attaqués, jouerait grâce à la manœuvre intérieure.

a. — Tourner le front.

Le débarquement en arrière du front ennemi est, de l'avis des spécialistes, une entreprise dont

les chances de succès sont fort peu nombreuses, qu'on la considère sous son seul aspect militaire ou sous son aspect politico-militaire. Aussi bien n'est-il mentionné ici que pour mémoire et pour nous donner l'occasion de marquer qu'un débarquement dans la péninsule danoise ne pourrait conduire qu'à renouveler l'expérience de Gallipoli.

Porter l'effort de la guerre, provisoirement au moins, dans une région de l'Europe où l'établissement d'un front retranché continu est impossible, est une entreprise dont les chances de réalisation étaient beaucoup plus nombreuses en 1915 qu'en 1917. On ne peut guère que regretter que les larges conceptions d'un général et d'un ministre français n'aient pas été acceptées par l'Entente en 1915, au moment où leur audace s'appuyait sur des possibilités qui nous manquent en 1917. L'invasion de la Serbie et du Monténégro a fortement réduit les chances de l'Entente dans cette direction.

La manœuvre par une région encore neutre comporte plus de chances. Mais elle est exclue pour l'Entente par sa nature même. Il reste que les intéressés ne regardent pas leur neutralité comme une situation définitive.

b. — Annuler le retranchement.

Obliger l'ennemi à sortir de ses retranchements en lui rendant la vie physiquement impossible dans la tranchée et sur le terrain qu'il occupe est un moyen auquel les Allemands ont pensé les premiers : ils l'ont réalisé par l'emploi des gaz asphyxiants. La parade est venue aussitôt, et bien que l'emploi des gaz donne aux deux partis une arme terrible; les plus épaisses nappes de gaz ne contraignent plus ni l'un ni l'autre à abandonner les positions.

On a pensé plus heureusement à rendre le retranchement inefficace, en transportant des éléments d'assaut à l'intérieur ou au delà des positions ennemies, dans des machines blindées, se mouvant sur tous les terrains.

On aboutit au *char d'assaut*, cuirassé terrestre ou fortin mobile, qui, dans une certaine mesure, annule le retranchement. Mais les faibles dimensions et la lenteur de ces machines, leur nombre encore restreint ne donnent au char d'assaut qu'une utilité secondaire, appréciable seulement dans certains épisodes de l'attaque d'une position (réduction de

fortins de mitrailleuses, par exemple). Il faudrait des machines beaucoup plus puissantes, moins vulnérables, capables de porter dans leurs flancs des groupes d'infanterie, pour franchir heureusement la zone d'obstacles de deux positions et porter la bataille en terrain libre. Il y a toutefois là une indication des plus utiles, mais il semble que l'on ne doive considérer l'artillerie d'assaut que comme une auxiliaire, sans perdre de vue que de grands perfectionnements techniques peuvent en faire une arme de premier ordre [1].

c. — *Surmonter le retranchement.*

On sera sage de ne pas exciter l'imagination des peuples dans ce sens : le transport de troupes

1. L'auteur rédigeant ce chapitre vers le 10 novembre 1917, prenait soin de s'exprimer, en ce qui concerne les chars d'assaut, avec une réserve que ne lui commandaient pas ses réflexions antérieures mais qu'imposait l'expérience des chars d'assaut en avril 1917. L'expérience anglaise du 20 novembre 1917 en Cambrésis montre que l'on se rapproche sensiblement des perfectionnements nécessaires ; on verra plus loin, en appendice à ce chapitre (page 227) cet événement commenté dans une note rédigée immédiatement après la trouée faite par les chars d'assaut anglais dans le front allemand. (Note du 25 novembre 1917.)

d'attaque par les voies aériennes, car dans l'état actuel de l'industrie de l'aviation, et étant donné qu'une attaque sérieuse exigerait le transport d'une troupe énorme, on risquerait de provoquer de grandes déceptions. Mais ces réserves faites, il reste qu'il sera de première importance de travailler à un grand développement de l'aviation en imaginant les conséquences que peuvent avoir, moralement et matériellement :

des raids de fortes escadres en pays ennemi, raids comportant l'attaque aérienne et terrestre de villes éloignées du front et par lesquels la guerre serait portée à l'intérieur;

des descentes de troupes en arrière de l'ennemi au cours d'une attaque de front.

L'écrasante supériorité dans la guerre aérienne que vaudra à l'Entente la participation des États-Unis nous permet de tenir grand compte de la valeur de l'arme nouvelle. Le moins qu'on en puisse dire, c'est que le développement de la guerre aérienne doit déterminer un affaiblissement du front ennemi en hommes et en matériel. Mais, encore un coup, ici, retenons notre imagination.

d. — Le retranchement vide.
La guerre d'arrière-front.

En ouvrant ce chapitre, je sollicite particulièrement l'attention du lecteur. Voici un des plus importants moyens de guerre dans la situation où nous sommes.

Nous avons eu l'avant-guerre, par laquelle l'ennemi prépara les routes de son armée d'invasion.

Nous sommes maintenant dans la *guerre d'arrière-front.* La guerre de mouvement ayant été arrêtée avant les batailles décisives, la barrière des retranchements étant infranchissable, on organise une véritable armée d'arrière-front dont la tâche, sous le couvert de la propagande pacifiste, est de déclancher, à l'intérieur d'un pays, une action d'allure révolutionnaire au cours de laquelle les défenseurs du front abandonneront les retranchements, et ouvriront ainsi le front à l'armée d'invasion pour la reprise de la guerre de mouvement.

Ce que l'on connaît sous le nom de propagande pacifiste et de propagande défaitiste n'a point

pour objet de conduire un peuple en armes à une paix rapide. C'est une opération militaire destinée à *vider le retranchement*, c'est-à-dire à annuler l'obstacle que l'artillerie ne peut détruire assez complètement pour que l'infanterie puisse le franchir. C'est une opération qui remplace le bombardement inefficace, et qui, par surcroît, peut déterminer une dislocation partielle ou totale des forces organisées du pays attaqué.

Ces observations sont capitales ; elles permettent de comprendre que certaines affaires, classées, dans quelques pays de l'Entente, comme affaires de « commerce » ou « d'intelligences avec l'ennemi », sont des opérations militaires conduites par l'ennemi, avec une troupe et des cadres, et qui tendent à l'ouverture du front retranché.

Il semble bien que la conception de la manœuvre d'arrière-front ait été faite d'abord en Allemagne. Il est certain que, jusqu'ici, l'Allemagne seule a dirigé cette manœuvre avec une pleine conscience de son objet et un sens juste dans le choix des moyens, parce qu'elle la regardait comme une manœuvre militaire, tout en laissant croire à l'Entente qu'il s'agissait de ce que

l'on nommait « offensive diplomatique » tendant à la paix. On sait quels avantages elle en a obtenus : la désorganisation d'une grande partie des forces russes (avec la plus grande économie de forces que l'on puisse imaginer, puisqu'il n'y a pas eu bataille) ; la rupture du front italien, rupture locale permettant une reprise de la guerre de mouvement. On sait également que les Allemands ont dirigé une tentative de même ordre, en mai 1917, sur l'arrière des armées françaises. Les Allemands renouvelleront ces manœuvres, qu'exige la conduite de la guerre. Mais l'Entente doit les utiliser contre le *Mittel-Europa*.

On se gardera d'indiquer ici sur quelles idées, sur quels sentiments, sur quelles situations politiques, l'Entente peut s'appuyer pour mener la guerre d'arrière-front dans toute l'étendue du *Mittel-Europa*. Mais on peut dire à la faveur de quelle situation générale la guerre d'arrière-front peut être menée chez tous les belligérants.

La mobilisation générale a créé chez tous les peuples en guerre une difficulté morale que la longue durée de la guerre aggrave sans cesse. Le soldat et le simple mobilisé ont à faire et à refaire chaque jour l'accord entre leur intérêt indi-

viduel et l'intérêt général. Les soldats d'une armée de métier n'auraient pas à résoudre ce problème, le plus grave qui soit pour les soldats d'une armée nationale pour qui les longs sacrifices consentis, les pertes matérielles, l'insécurité de leur famille dans le présent et dans l'avenir, ne sont compensés que par la satisfaction tout idéale du devoir accompli, les décorations et l'attente d'une victoire aux résultats de laquelle il n'y a pas de participation individuelle assurée. La disproportion entre le sacrifice et le résultat individuel est telle que, la guerre durant, il se crée un malaise grave que ne suffit pas à dissiper la crainte de tomber sous la domination étrangère. Dans les périodes d'extrême fatigue, de dépression physique ou morale, d'échec militaire, ce malaise s'aggrave singulièrement. Il n'est pas d'âme, si bien trempée soit-elle, qui n'en ait été obscurcie. Toutes les armées belligérantes souffrent de cette situation. Tout État en guerre doit y porter remède dans ses armées et utiliser ce malaise pour démoraliser les armées de l'ennemi.

Mais il ne faut pas perdre de vue que cette utilisation ne peut avoir de conséquence importante que si elle est conduite comme une opération

militaire, c'est-à-dire par le moyen d'une véritable troupe, masquée et encadrée, opérant en territoire ennemi et prête à transformer le malaise en crise aiguë au moment où l'on est en mesure de déclancher une offensive bien montée. Il va de soi que la cavalerie de Saint-Georges joue un rôle capital dans ces affaires, et qu'il est de première importance de ne pas la ménager. Si l'on veut bien ne pas se laisser hypnotiser par la formule : « Des canons, des munitions ! » (qui nous a rendu de grands services, mais qui est d'une exclusivité dangereuse), on verra qu'il est bien moins coûteux de monter une manœuvre d'arrière-front, avec une cinquantaine de millions, et qui a quelques chances d'ouvrir le front, que d'exécuter une préparation d'artillerie de cinq millions d'obus, qui coûte dix fois plus, et qui ne vaut à l'assaillant qu'une bande de terrain de dix lieues carrées. Ce calcul explique la générosité de l'Allemagne dans ce que Mr Lloyd George a nommé le boloïsme [1].

1. Les manœuvres d'arrière-front peuvent avoir un résultat général auquel il vaut mieux ne faire qu'une allusion discrète et qu'imagineront aisément les esprits perspicaces. Il y a là un danger certain, que l'on peut au reste circonscrire si on le prévoit, et qui nous conduirait de nouveau, au reste, à la guerre de mouvement. Mais on réserve toutes réflexions là-dessus ;

e. — La liaison générale.

Quelle que soit la valeur respective des moyens de rupture déjà considérés (ils sont de très inégale valeur), on peut penser qu'aucun n'est assez puissant pour provoquer une grande rupture des fronts retranchés. Il n'en est pas de même de la liaison générale de ces moyens, parfaitement dosés, combinée avec plusieurs attaques frontales simultanées où la surprise jouera grâce à la manœuvre intérieure. On sait que la surprise a été exclue, nécessairement, de toutes les offensives déclanchées sur le front franco-anglais depuis 1915. L'ennemi, dans la certitude où il est quant au point d'attaque, renforce le secteur attaqué en temps utile. Ce renforcement lui serait beaucoup plus difficile s'il se trouvait devant plusieurs offensives, également puissantes, et dont le développement respectif par des troupes de manœuvres serait subordonné aux décisions prises après l'engagement par le commandement.

nous nous bornons à appeler l'attention des responsables et du public sur la guerre d'arrière-front. Que nous le voulions ou non, nous y sommes, et il s'agit de ne pas la subir. Dans ces manœuvres, la défensive serait un péril de mort.

Mais c'est poser la question d'une augmentation des effectifs et du matériel qui ne peut être résolue que par l'entrée d'une nouvelle armée dans la bataille.

L'imagination la plus pondérée montre que l'issue d'une bataille générale engagée dans ces conditions ne peut être douteuse. Ce n'est pas la victoire finale ; mais les routes de la victoire sont ouvertes. Il n'est point de front à simple, double ou triple position qui puisse résister lorsqu'il subit en même temps des manœuvres qui, sur des points différents, le tournent, l'annulent, le surmontent, le vident, et le livrent enfin à une triple attaque qui le frappe en avant au moment où ses défenseurs entendent l'appel sinistre de la panique.

Arrêtons ici tout mouvement d'imagination. Ce chapitre a été écrit pour rappeler quelques traits du visage de la Guerre que l'on avait pu croire effacés par les fumées des combats de ce siècle. La Face terrible n'a pas changé, et elle prononce les mêmes commandements qu'autrefois. Si le mouvement qu'elle ordonne est arrêté, que notre raison trouve la voie par où nous le reprendrons.

Cette muraille, contre laquelle se brisent les efforts de deux partis immenses, serait-elle l'obstacle au pied de quoi la civilisation s'épuiserait et périrait ? Non, si notre intelligence et notre volonté le surmontent. Mais ce ne sera pas sans préparer et réaliser ces manœuvres que peut symboliser une antique ruse de guerre. Rien ne change dans l'art des combats, sinon leurs proportions, et la forme et la puissance des armes. Devant les réseaux de fils de fer barbelés comme au pied des remparts de Troie, il faut que l'intelligence trouve le moyen de porter la terreur et la mort de l'autre côté des murs qui en défendent l'ennemi. Il y a d'autres leçons à prendre devant Troie : en premier lieu, la longue patience, et le moyen suprême de coordonner les forces. Car on ne peut préparer la victoire lointaine dans la discorde et le tumulte.

Baraquements de Souville, août 1915.
Vaux, décembre 1915. Paris, 17 novembre 1917.

Appendice au Chapitre VII

LE PROBLÈME RÉSOLU

Du 9 mai 1915 au 20 novembre 1917
Le Cheval de Troie devant Cambrai

La rédaction du chapitre qui précède, commencée aux baraquements de Souville en août 1915, continuée à Vaux en décembre 1915, puis interrompue par les mille obligations de la vie militaire, a été refaite à Paris et achevée le 17 novembre 1917. Trois jours après, se déclanchait l'offensive anglaise du Cambrésis, où l'on voyait, enfin, réapparaître la surprise, réalisée grâce à l'emploi systématique des *tanks*. De très anciennes prévisions se trouvaient confirmées par les événements. L'auteur de ce livre en tira immédiatement la leçon dans une note qui fut publiée par l'*Action Française* le 24 novembre. On trouvera à la fin du présent volume les notes que l'auteur avait rédigées en 1915 ; on y verra que l'auteur avait, dans l'emploi des *tanks* pour la surprise et la traversée des retranchements, une confiance qu'il s'est retenu d'exprimer dans les pages qui précèdent : l'expérience faite avec les *tanks* en

octobre 1916 et en avril 1917 avait été peu concluante ; une certaine réserve s'imposait. Après la journée du 20 novembre 1917, on peut s'exprimer plus librement, et faire, en même temps que quelques constatations, de modestes anticipations. Mais rappelons les événements.

Le 20 novembre 1917, les Anglais, qui dans le plus grand secret, ont concentré des forces importantes dans un secteur calme, lancent une offensive locale dont les caractéristiques sont :

pas de préparation d'artillerie ;

surprise de l'ennemi ;

les défenses de l'ennemi sont non pas détruites, mais traversées, crevées par les *tanks*, dont le mouvement *précède* tous les autres.

A l'heure fixée pour l'attaque, 150 à 200 *tanks*, avançant sur un front de quinze kilomètres, partent à l'assaut de la ligne Hindenburg. Immédiatement après leur départ, l'artillerie anglaise bombarde les positions ennemies ; son tir n'a plus pour objet de détruire les défenses, mais d'obliger l'ennemi à se terrer.

Derrière les *tanks*, s'avancent les fantassins. En une journée, l'ensemble du système Hindenburg est troué, crevé, traversé, dépassé par les tanks et l'infanterie. La bataille se poursuit en terrain libre. La cavalerie, qui suivait, engage la poursuite, capture des pièces d'artillerie, bouscule des partis ennemis. Le front est rompu.

L'action n'a pas, à la date du 26 novembre, le développement que pouvait faire espérer l'entrée des troupes anglaises en terrain libre. Les Allemands se

rétablissent, amènent des renforts, résistent, arrêtent les Anglais devant Cambrai. Arrêtent-ils les Anglais? Tout porte à croire que l'offensive anglaise n'a été qu'une offensive d'essai, car c'eût été un projet bien téméraire que de vouloir faire passer une grosse troupe d'exploitation par une trouée de quinze kilomètres. Offensive d'essai, de mise au point, et, dans ces limites, amplement probante. L'élément décisif du succès a été l'assaut des *tanks* par surprise.

La journée du 20 novembre 1917 marque une date exceptionnellement importante dans la guerre :

du 9 mai 1915 au 20 novembre 1917, le front a été inviolable [1] ;

1. N'oublions pas qu'il *y* a eu quelques ruptures locales, faites par les Alliés et par les Allemands, mais trop limitées pour être exploitées largement. Fin 1917, l'artillerie est en mesure d'écraser tout un système défensif. Mais il s'agit d'une brèche encore étroite, où une armée ne peut s'engager sans se mettre en grand péril ; au surplus, l'adversaire s'arrête immédiatement sur de nouvelles positions retranchées, que l'on ne peut aborder qu'après une longue préparation. La nouveauté est que, avec les *tanks* et l'artillerie, il devient possible de faire simultanément plusieurs ruptures, et que, grâce aux chars d'assaut, l'armée de manœuvre peut aborder immédiatement les positions de repli.

La rupture sur le front italien n'a pas été opérée par une destruction du retranchement ; elle a été obtenue en grande partie par la guerre d'arrière-front, qui a vidé les positions. D'autre part, s'il faut en croire les journaux de la fin de novembre 1917, le front italien manquait de positions de repli organisées ; une armée de manœuvre aurait été dissoute. Ainsi, la puissance de résistance du retranchement italien se serait trouvée inférieure à la puissance de destruction acquise par l'artillerie en 1917, et l'absence d'une forte armée de ren-

le 20 novembre 1917, les conditions matérielles et tactiques de rupture sont enfin réunies ; les *tanks* et la méthode d'assaut par suprise, sans préparation d'artillerie, ont fait leurs preuves ;

le retranchement est dépassé par les moyens d'attaque : il est annulé ; la tranchée a vécu ;

la reprise de la guerre de mouvement est proche ; la guerre est sortie de l'impasse où le retranchement l'avait bloquée.

La grande trouée, ou plutôt les grandes trouées nécessaires à la manœuvre des grandes masses, ne dépendent plus que du nombre de *tanks* que les Alliés pourront mettre en ligne. Le jour où ils pourront lancer une artillerie d'assaut (on sait que c'est le nom français des formations de chars d'assaut) assez nombreuse pour déterminer plusieurs larges ruptures, concurremment avec des préparations d'artillerie faites sur d'autres points, les conditions de l'offensive générale seront réunies, et ce front retranché contre lequel se sont brisés tous les efforts depuis trois ans, ce front ne tiendra pas une journée. Après quoi, commenceront les grandes batailles décisives.

fort rendait impossible la résistance dans le secteur attaqué. Il n'en reste pas moins que l'élément principal du succès allemand à Tolmino est une opération de désagrégation à l'intérieur des lignes. La préparation d'artillerie austro-allemande a été tout à fait insuffisante pour écraser les positions italiennes ; elle n'est intervenue que comme un signal pour la défection des troupes italiennes, démoralisées par l'action intérieure des Allemands. L'aventure italienne montre surtout que le front retranché cesse d'être inviolable lorsque ses défenseurs l'abandonnent, ce qui est évident. Toute autre est la signification de l'offensive anglaise du 20 novembre.

Aucun des deux partis ne pourra plus penser à se retrancher après une bataille indécise ou perdue. L'emploi possible des chars d'assaut rendra tout retranchement inutile, au moins ailleurs que dans les bois et les villages. Pendant la bataille même, la fortification de campagne sera annulée par l'arrivée des chars d'assaut. Il est aisé de prévoir que nous rentrerons prochainement dans la période des batailles classiques.

Il reste que l'ennemi peut trouver un moyen d'arrêt contre les chars. Si nous lui laissions le temps de travailler pendant deux ou trois ans, nous pourrions trouver devant nous un système continu de « fosses à tanks » suivi d'une sorte de muraille chinoise qui assurerait évidemment l'arrêt des chars. Et nous nous retrouverions dans l'impasse. Mais ce n'est pas en quelques mois que les Allemands pourront creuser, devant leurs lignes, le fossé assez large et assez profond pour interdire aux *tanks* toute progression. Quant à l'artillerie spéciale contre les chars, elle ne sera pas plus efficace que ne l'est l'artillerie de campagne contre les hommes. Elle pourra barrer quelques points du front, mais non point l'ensemble.

Il faut enfin prévoir que l'ennemi emploiera les mêmes machines d'assaut contre notre front et que notre front ne pourra pas plus leur résister que la ligne Hindenburg n'a résisté aux chars anglais.

A nous de réaliser, avant l'ennemi, l'effort industriel sur lequel s'appuie l'effort militaire. A nous d'être en mesure de sortir les premiers du retranchement précédés du cheval de Troie.

Mais que nous prenions l'offensive ou que nous la

subissions, le temps n'est plus de creuser des abris à vingt pieds sous terre, de cheminer en sape ou de faire des galeries de mines, le temps s'approche où la plus grande préoccupation de l'officier d'infanterie sera d'appliquer l'ordre du 25 octobre 1915 : *Remettre l'homme dans le mouvement en avant.*

26 novembre 1917.

CHAPITRE VIII

LE PROBLÈME POLITIQUE

Ou l'auteur se défend d'exprimer une opinion personnelle et ne fera que répéter des vérités bien connues et citer un Ancien et quelques Modernes.

Que la guerre soit ou non de longue durée, maintenant, il n'échappe à personne qu'elle est dominée par un grave problème politique, qu'il s'agisse de la politique militaire de chaque belligérant, ou de la politique militaire générale des Alliés. L'auteur de ce livre, soldat, ne veut pas exprimer ici une opinion personnelle, même sous le couvert de son pseudonyme. Il lui paraît utile, toutefois, de rappeler à ses lecteurs que ce problème est le plus important de tous. Mais il est bien évident qu'il faut laisser aux hommes d'État qui dirigent les affaires de l'Entente le soin de le résoudre, non sans s'appuyer sur l'opinion qui se

fait jour parmi nous. Cette opinion, qui tient le plus grand compte des enseignements de l'histoire et de la pratique des affaires, admet volontiers que, pour la conduite de la guerre aussi bien que pour la direction des entreprises publiques ou privées :

le régime des *Soviets* est le plus détestable que l'on puisse imaginer et qu'il conduit une nation à la défaite et à la ruine par le plus court chemin ;

le régime des sociétés anonymes est extrêmement imparfait, et ces sociétés ne réussissent guère que lorsqu'elles ont à leur tête un homme qui centralise les pouvoirs.

Il est également reconnu que des assemblées d'hommes de haute intelligence, délibérant, entre égaux, en vue de l'action, sont moins heureuses dans leurs décisions, et moins promptes, qu'un homme seul, même d'une intelligence moins haute, combinant l'action après avoir consulté ses conseillers techniques.

Le troupier affirme que, dans son escouade, dans sa compagnie, dans son bataillon, dans son régiment, tout va bien lorsque le colonel, le commandant, le capitaine, le caporal commandent,

chacun selon son grade. Les choses vont assez mal, au contraire, lorsque, ces chefs étant absents, chacun tire la couverture à soi. En particulier, si le caporal manque à l'escouade, le partage de la soupe est un scandale.

Ce sont là de petites et de grandes vérités sur lesquelles la majorité des hommes sont d'accord, mais sur l'application desquelles il a toujours été prodigieusement difficile de s'entendre, aussi bien dans l'escouade privée de son caporal que dans une assemblée ou une coalition. On peut penser que la difficulté vient de ceci : que si chacun est parfaitement convaincu de la nécessité du commandement, chacun est non moins convaincu que son propre commandement serait le meilleur. On sait comment Frédéric II joua de cette difficulté chez ses adversaires, et quels avantages il en eut. On sait, à un point de vue de politique intérieure, ce que cette difficulté fit de la Pologne et ce qu'elle fait aujourd'hui de la Russie.

Aussi bien, d'où vient que l'Allemagne a résisté à une coalition dont les forces dépassaient celles qu'elle groupait ? Croyons-en un député français, c'est une question de gouvernement.

M. Abel Ferry écrivait en effet au *Matin* le 8 novembre 1917 :

« Dans la guerre de peuple à peuple, la France a été supérieure à l'Allemagne. Dans la guerre de gouvernement à gouvernement, la France a été inférieure à l'ennemi. »

Et voici les raisons que donnait le général Malleterre, quelques jours plus tard, au *Temps*. D'où vient que l'Allemagne garde en 1917 une supériorité militaire, malgré ses échecs, malgré ses faiblesses ?

« Tout simplement, écrit le général, de ce qu'elle a un chef qui commande à toutes les forces réunies autour d'elle. Ce chef a pu changer au cours de la guerre, il a pu n'être d'abord qu'une émanation du kaiser, chef suprême, il a plus ou moins bien conduit la guerre. *Il était le chef*. Et aujourd'hui, il s'est incarné de la façon la plus complète dans Hindenburg.

« Tout s'incline devant lui, le kaiser comme les chanceliers et le peuple. Il commande et il est obéi, de Riga au Tagliamento, d'Ypres à Constantinople. Tant qu'il aura en mains des forces de combat, il agira par sa propre volonté et il gardera, jusqu'à l'heure qui marquera l'effondrement, l'avantage

apparent sur le commandement opposé, parce que celui-ci est divisé, et qu'entre comités de guerre, Parlements et chefs militaires alliés, jamais la formule célèbre « Unité d'action sur unité de front » n'a pu se réaliser...faute d'un Hindenburg!...
... On vient de constituer un état-major interallié. C'est un premier pas. Il ne faudrait pas que ce fût une sorte de conseil aulique. Il faut à la coalition une tête, ou plutôt deux têtes, l'une politique, l'autre militaire. »

Il faut à la coalition une tête, c'est-à-dire un commandement. Ce qui est vrai pour la coalition des Alliés l'est peut-être pour la coalition des Français, en ce qui concerne la conduite de la guerre. L'auteur ne peut rien ajouter à d'aussi fortes conclusions. Mais dans un livre auquel préside le souvenir de Troie, il peut rappeler les paroles d'Ulysse :

> Le commandement de plusieurs n'est pas bon ; qu'il y ait un seul chef...

Maurras aime à citer ces paroles du « plus sensé de tous les Grecs » : il les a imprimées en tête de son *Enquête sur la Monarchie*, ce monument de

la science politique, ouvrage que le lecteur consultera utilement pour s'informer et juger du « commandement de plusieurs », tant dans la coalition des Alliés que dans la coalition des Français.

Novembre 1917.

CHAPITRE IX

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

La longue durée de la guerre a fait apparaître l'extrême faiblesse de notre organisation économique et sociale, qui repose sur des dogmes d'une simplicité préhistorique. Tous ces problèmes d'importance vitale pour un grand pays de civilisation complexe, on les a résolus par les formules vraiment enfantines des grands ancêtres : liberté du travail, du commerce, des échanges, et autres énormes balourdises. Evidemment, c'est simple, et les élèves des classes préparatoires comprennent ces formules sans difficulté. Et on les a tant répétées, au cours du XIXe siècle, que les meilleures têtes en sont farcies. Nos politiques, nos économistes les répètent encore, en pleine guerre, sans s'apercevoir que la guerre les a complètement détruites.

Combien ont vu qu'un pays de haute civilisation, mobilisant tous les hommes valides de la nation, ne pouvait pas se préparer à la guerre sans se donner une organisation économique permettant de passer de l'état de paix à l'état de guerre sans provoquer trop de désastres privés, permettant ensuite de nourrir la guerre, et enfin donnant le maximum de garanties pour l'après-guerre ?

Le problème a dépassé l'imagination de nos politiques, endormie par les vénérables dogmes du XVIIIe siècle. On s'est borné à concevoir la guerre comme un temps de grand trouble où la vie économique devait être suspendue : tous les Français, sauf un certain nombre d'employés de chemin de fer, de meuniers et de boulangers, couraient à la frontière en chantant la *Marseillaise*, on prorogeait les échéances, on suspendait le paiement des loyers, on donnait des allocations aux femmes des mobilisés, et six mois plus tard, la guerre étant gagnée, ou perdue, la vie reprenait comme devant.

C'est ce qui a été fait, sauf ceci que la guerre a duré plus de six mois, dure encore, après trois ans d'efforts, et que l'on a été contraint de reprendre la vie économique, mais non comme devant, en

improvisant à peu près tout, en ne tenant plus guère compte des grands principes de liberté et d'égalité. Et l'on a résolu les problèmes qui se posaient un peu au jour le jour, sans plan d'ensemble, sans idées directrices, en lésant d'innombrables intérêts privés et publics, sans grand souci de l'avenir, et l'on a introduit dans le pays de nombreuses causes de troubles pour le temps de l'après-guerre.

En somme, notre système général, si l'on peut appeler système ce qui nous a donné ce régime inorganique, notre système eût été bon pour une peuplade africaine, dont les guerriers combattent avec des bâtons, et dont les femmes cultivent la terre pendant que les hommes font la guerre. Mais pour un pays dont l'armée mobilise toute la population valide, et qui fait une consommation formidable de denrées alimentaires, de vêtements, d'armes, de munitions et de matériel, quelle prodigieuse erreur, mère de la plus grande imprévoyance dont le monde ait jamais donné l'exemple ! On sait assez que M. Millerand, lorsqu'il se trouva, en septembre 1914, devant le redoutable problème de l'armement et des munitions, ne put que constater que presque rien n'avait été prévu,

ni la transformation des usines, ni la collaboration des chefs d'industrie, ni celle des ouvriers. Il lui fallut tout improviser. Encore ne s'agissait-il guère, à cette époque, que des nécessités immédiates des combats. Mais, peu après, toute la vie militaire et économique du pays était intéressée.

Tous les problèmes économiques et sociaux du temps de paix ont reparu : aucun ne pouvait être résolu selon les vieux principes libertaires et égalitaires. On les a résolus tant bien que mal, et provisoirement, sans garantir l'avenir. Il s'agit maintenant de consolider, de perfectionner, de sortir définitivement de l'individualisme économique et social de l'avant-guerre sans choir dans le socialisme d'État, que l'on a tenté d'introduire en France à la faveur de la guerre.

Si, contrairement aux prévisions que l'on peut faire en décembre 1917, la guerre doit durer longtemps encore, si nous devons demeurer, comme le prévoyait Barrès en décembre 1914, dans l'état de guerre lente, il est absolument nécessaire d'avoir « cette organisation exceptionnelle et appropriée pour faire durer à la fois l'offensive lente du front et les services indispensables de l'inté-

rieur » que demandait le grand écrivain français [1]. Et cette organisation, qu'il reste à parfaire dans une très large mesure, ne peut être menée à bien ni selon les principes de ces messieurs de Manchester ni selon ceux des économistes que la Suisse donna à la Révolution française.

Si, comme il semble bien qu'on le puisse prévoir en cette fin d'année 1917, la guerre entre dans sa phase décisive dès le début de l'année 1918 ; si, dans ces conditions, il devient possible

1. M. Maurice Barrès écrivait à l'*Echo de Paris* le 28 décembre 1914 :

« La lutte est pénible. Elle peut être longue... Quelque imprévu, j'en ai la conviction, viendra l'abréger, mais le pouvoir civil ne devrait-il pas agir comme s'il admettait des hostilités indéfiniment prolongées ? Ne faudrait-il pas en venir à une organisation toute neuve de la France mobilisée, une organisation exceptionnelle et appropriée, pour faire durer à la fois l'offensive lente du front et les services indispensables de l'intérieur ? L'Empire romain, derrière ses *castella*, maintenait ses frontières, et se trouvait dans l'état de guerre lente qui deviendra peut-être le nôtre pour de longs mois. Nos politiques ont à examiner si, dans certaines conditions, qui seraient à établir, l'état de guerre ne peut pas devenir aussi normal que l'état de paix. Il eût mieux valu y réfléchir à l'avance. Mais sur tous les points nous nous en sommes remis à l'improvisation ; nous nous sommes fiés à notre souplesse et à notre entregent pour adapter la nation en armes aux conditions modernes de la guerre. »

On retrouvera ce grand texte, témoignage d'une si heureuse prévoyance, dans un des recueils d'articles de guerre de l'auteur, *les Saints de la France*, à la page 340.

de considérer que la fin de la guerre est relativement prochaine, il faut envisager de la manière la plus sérieuse les redoutables problèmes économiques et sociaux que posera le passage de l'état de guerre à l'état de paix, et ceux que pose la « remise en ordre de la maison » ainsi que la rude lutte économique de l'après-guerre. Si l'on s'en remet à la « liberté » pour résoudre ces problèmes, autant dire que l'on veut mettre le feu à la maison et obliger les Français à se battre entre eux après avoir battu les Allemands.

I. — L'organisation économique

L'auteur de ce livre ne se propose pas de passer en revue tous les problèmes qui se posent, du problème bancaire au problème ouvrier. Il se bornera à examiner une question tout à fait générale. Il y a une solution qui commande toutes les solutions particulières et qui permet de donner au pays cette organisation appropriée à la guerre et aux nouvelles nécessités économiques de l'après-guerre.

Pendant la guerre, il s'agit d'obtenir le plus grand rendement avec un personnel réduit ;

au moment du passage de l'état de guerre à l'état de paix, le problème sera de faire rentrer des millions d'hommes dans la vie économique sans causer de troubles ;

après la guerre, il faudra obtenir de la nation un rendement forcé permettant à l'État d'amortir vigoureusement les formidables dépenses de la

guerre, sans nuire au progrès économique de la nation.

L'État français, qui est maintenant contraint de s'intéresser de très près à la vie économique, à qui l'intérêt national, dans ces trois périodes, commande de ne pas laisser les particuliers agir à leur fantaisie, l'État français possède-t-il les organes constitutionnels et administratifs lui permettant d'intervenir heureusement, pour le plus grand bien de la nation et pour le plus grand bien des particuliers ? Dans quelle direction les trouvera-t-il ? La question est d'importance, car la fortune du pays, au sens le plus large, dépend de la voie où l'on s'engagera.

On est en droit de se demander si les divers gouvernements qui se sont succédés depuis le 2 août 1914 ont eu une claire conscience de leur situation et une connaissance précise des moyens par lesquels ils pouvaient coordonner les forces économiques en vue de nourrir la guerre. Lorsque l'on voit l'État français communiquer avec les classes ouvrières par l'intermédiaire de l'extraordinaire bande de haute et de basse pègre qu'avait recrutée le traître Vigo, on se demande s'il y a eu dans ces gouvernements le moindre sens des

réalités économiques et sociales. Nous savons que le principal responsable de cette politique était un ministre que M. Georges Clemenceau a accusé, après Léon Daudet, *d'avoir trahi les intérêts de la France*. Mais tous les gouvernements, depuis la guerre, ont couvert la politique dite « ouvrière » de l'inexplicable Malvy. Que des hommes éminents, qui ont donné les plus grandes preuves d'intelligence et de patriotisme, aient pu se laisser berner pendant trois ans sur ce point capital, cela passe l'entendement. N'est-ce pas une preuve de l'impuissance où les mettaient de malheureuses idées qui n'ont plus aucun lien ni avec les nécessités ni avec les réalités ?

Mais le vrai est que l'État français hésite entre trois doctrines, trois systèmes qui sont représentés dans son sein :

le système individualiste, auquel il est rattaché par ses fibres les plus secrètes ;

le système du socialisme d'État, vers lequel le porte sa constitution ;

le système syndical ou corporatif, que lui présente la nation, qui l'a déjà accepté et réalisé, mais contre lequel conspirent les préjugés et les habitudes parlementaires.

Que l'on examine les mesures prises depuis trois ans, les lois, les décrets destinés à provoquer, à réglementer, ou à contrôler la production, et l'on verra que les trois inspirations s'y rencontrent, collaborant parfois, se contredisant le plus souvent, aboutissant maintes fois à des échecs retentissants, qu'il s'agisse de la répartition du charbon ou du contrôle nécessaire de la pensée.

Depuis vingt ans, spontanément, la nation crée mille organes dont l'État aurait pu tirer le plus grand profit pendant la guerre. Mais, porté par ses traditions et ses habitudes électorales, l'État n'emploie ces organes qu'à contre-cœur, et leur préfère ses vieux principes ou les nouvelles vieilleries du socialisme d'État qui s'adaptent mieux à son corps. Il en est résulté une grande faiblesse dans la nourriture de la guerre. La coordination des forces civiles a été insuffisante parce que l'État, dans sa constitution actuelle, répugne à connaître les Français autrement que comme des individus ou des électeurs. Et l'État n'a pas réalisé ainsi cette liaison étroite entre le monde économique et lui, qui était d'une haute nécessité pendant la guerre.

Je ne crois pas que l'on trouve beaucoup de

Français qui soient disposés à soutenir les vieilles tendances individualistes de l'État. Ceux-là mêmes qui répètent encore les anciennes formules ne les disent que par habitude d'esprit et participent aux innombrables alliances professionnelles qui sont formées dans la nation. L'individualisme est condamné dans les faits, en France et dans le monde entier, avant d'être complètement abandonné dans les esprits.

Mais allons-nous voir naître un État socialiste ou, comme de jeunes étourdis l'ont dit, un « État économique [1] ». Laissons de côté cette idée d'État économique qui ne correspond à rien et n'est qu'un simple assemblage de mots. La fonction première et essentielle de l'État est de faire régner la paix dans la cité, c'est-à-dire de contenir les passions de l'homme qui tendent à briser la paix. Tant que les hommes seront hommes, la

1. Le lecteur est prié de ne voir ici aucune allusion à Lysis dont les travaux ont été loués si justement et constituent une admirable réaction contre les pauvres doctrines socialistes. Mais Lysis a eu quelques admirateurs maladroits qui proclament : « L'État n'est plus politique, il est économique. » On a lu cette candide énormité en 1917. Cela nous rajeunit de vingt ans et nous reporte au temps où quelques catholiques déclaraient se désintéresser de la politique pour donner toutes leurs pensées à « l'économique » et à la « chose sociale ».

fonction de l'État sera essentiellement la même.

Mais l'État a une autre fonction : ses besoins financiers, militaires (et il faut entendre ceci dans un sens très large qui va jusqu'à toucher l'avenir de la population), tous ses besoins l'amènent à s'intéresser de près à la vie économique, la simple liberté économique pouvant mettre en péril tel ou tel des intérêts nationaux qu'il représente. On le voit nettement en temps de guerre, à cause des immenses besoins immédiats de l'État ; c'est faute d'imagination et de raisonnement que l'on aperçoit moins ou que l'on nie cette nécessité en temps de paix. Cela nous amènera-t-il à penser que la fonction organisatrice de l'État doit être étendue au monde économique ? En d'autres termes, l'État, ne pouvant tolérer l'individualisme économique, doit-il, au nom des intérêts généraux qu'il représente, prendre en mains l'organisation et la direction de la vie économique ?

Je demande au lecteur de retenir son attention sur ce problème, dont la solution intéresse au plus haut degré la conduite et la nourriture de la guerre, non moins, au reste, que nos plus grands intérêts de l'après-guerre. Je le prie de ne pas

oublier que, sous le nom de mobilisation civile, on a eu l'idée, dans ce pays-ci, de réaliser une sorte de socialisme d'État qui nous aurait rapidement conduits à un abaissement extraordinaire de la production. Je ne ferai pas appel aux préjugés de classe pour résoudre ce problème. La question est de savoir si le mode de production du socialisme d'État est celui du plus grand rendement et s'il satisfait à la fois les intérêts de la nation et ceux des particuliers. En ce temps-ci, il me sera absolument inutile de faire une critique doctrinale de ce système : des millions de Français en connaissent une large application ; ils y participent chaque jour :

C'est l'organisation de la vie et du travail aux armées, qui est un exemple complet de socialisme d'État.

Je ne crois pas qu'il se trouve un Français de bon sens qui demande l'extension à toute la vie économique de ce régime où le gaspillage du temps, des efforts, des matériaux, des résultats du travail est constitutionnel. C'est évidemment le régime d'élection des fricoteurs petits et grands, ce n'est pas à coup sûr le régime qui peut déterminer la plus grande production. Observez, au

surplus, que ce socialisme d'État aux armées « rend », malgré ses très grandes faiblesses, parce que les lois militaires le dominent, et si vous voulez imaginer ce qu'il rendrait, privé de ces moyens, vous n'avez qu'à regarder la liquéfaction de la Russie.

Les hommes qui ont organisé ce régime n'avaient certes pas l'intention de faire du socialisme d'État, ni celle de saboter le travail militaire. Les idées du siècle les ont portés à ces malheureuses réalisations.

Il serait criminel de les imiter, après les enseignements de l'expérience. La tare de ce régime, ce n'est pas l'incompétence, c'est l'absence de liaison entre l'intérêt personnel et l'intérêt général. Tandis que dans les autres modes de production, l'intérêt personnel agit, au centre de chaque entreprise, pour commander à chacun l'économie du temps et des matériaux et la meilleure utilisation des efforts, dans ce régime, nul n'est intéressé à ces économies et à cette utilisation. Mais nous avons déjà fait toutes les observations utiles; nos camarades pourront les refaire chaque jour, et conclure.

L'individualisme économique et le socialisme

d'État étant reconnus inefficaces et pleins de périls, quel moyen reste-t-il donc à l'État pour intervenir dans la vie économique et obtenir ou la production réglée qu'exige la guerre, ou bien la collaboration des Français pour résoudre les problèmes de la démobilisation et de l'après-guerre ?

Ni les Chambres, ni les Ministères, ni les Commissions parlementaires ne sont organisées pour fournir à l'État le moyen heureux de communiquer avec l'économie nationale. C'est en dehors de ces institutions qu'il faut chercher.

Or, depuis quarante ans, la France prépare spontanément tous les organes nécessaires, aptes à la fois à protéger les intérêts privés et à les amener à fournir à l'État ce que celui-ci demande à la nation : ce sont les Syndicats professionnels, patronaux et ouvriers. C'est avec leur collaboration permanente, régulière, organisée, que l'État peut résoudre tous les problèmes économiques de la guerre et de l'après-guerre, avec l'assurance du plus grand rendement, de la compétence, de l'intérêt, de la rapidité d'étude et d'exécution, et ajoutons-le, car c'est important, avec le minimum de frais.

L'Etat trouve là, réunis (sans qu'il lui en coûte

autre chose qu'une prise de contact), avec les intérêts et compétences, les capitaux, un personnel parfaitement préparé et bien dirigé, une discipline professionnelle librement acceptée, une administration qui fonctionne aux frais des associations. En quelques jours, sans faire une seule nomination de fonctionnaire, sans commission d'enquête, sans frais à sa charge, il peut être renseigné sur les besoins et les possibilités de telle ou telle industrie. Veut-il provoquer, pour les besoins de la guerre, le développement doublé, triplé, décuplé d'une industrie donnée ? Encore une fois, sans frais pour le Trésor, sans engager la moindre somme, sans payer la plus faible commission, en moins d'une quinzaine, il peut obtenir, du syndicat industriel intéressé, toutes les données utiles. La corporation manque-t-elle de capitaux pour ce service quasi public ? Une rapide liaison avec les banques, au besoin appuyée par l'État, permettra de les assurer.

Au reste, au cours de la guerre, l'État a dû recourir plusieurs fois à ce moyen, le plus sûr et le moins coûteux. Mais le procédé n'a pas été systématisé. Combien de fabrications ont été mises en train après d'interminables enquêtes menées

par les commissions auprès de personnes peu qualifiées, et exécutées par l'intermédiaire de personnages absolument étrangers à la production ? Les exemples sont innombrables et scandaleux à plus d'un titre. Croit-on que l'État ait tiré des syndicats agricoles tout le parti qu'il en aurait pu tirer pour le maintien de la culture, pour la répartition des semences, le transport des céréales, la répartition des engrais artificiels ? L'État, la plupart du temps, s'adresse aux individus plus ou moins qualifiés, ou à ses propres organes administratifs.

Voici un exemple tout à fait caractéristique. A la fin de l'été de 1917, l'État recherchait les architectes mobilisés se trouvant dans des conditions militaires qu'il définissait. Quel procédé emploie-t-il ? Les bureaux rédigent une circulaire qui, en passant des régions aux subdivisions, des subdivisions aux brigades, des brigades aux dépôts, se trouve reproduite à un nombre d'exemplaires tout à fait respectable, et finalement les fonctionnaires subalternes de tous ces rouages établissent des états en nombre aussi imposant, qui repartent dans la voie inverse, sont centralisés à chaque échelon et se confondent enfin, après

trois semaines ou un mois de cheminement, en un seul état, qui, naturellement, n'est pas complet. Qui ne voit qu'il eût été plus simple, plus sûr, plus rapide, moins coûteux, de demander cet état à la Société des Architectes français, capable, si elle est organisée en vue de ce service, de le fournir en quarante-huit heures ?

Cela n'eût été ni administratif ni militaire ? Ne faisons pas de plaisanteries faciles : ni l'armée, ni l'administration ne sont sottes. Mais un esprit général leur impose une méthode. Celle qu'elles emploient leur est donnée par l'État, qui la tient du siècle passé. Demander à une association professionnelle un état militaire concernant ses membres mobilisés, pour épargner un temps considérable et une paperasserie énorme, c'est évidemment toute une révolution. Cela suppose que l'État, qui mobilisait la nation, aurait conçu que la nation était composée d'individus (ou mieux de chefs de famille) que réunissent des corps professionnels. Qu'est-ce qui empêche l'Etat de donner des obligations militaires à ces corps professionnels qui nous représentent et dont l'existence dans la nation résume toute notre vie économique ? qui eût empêché l'État de mobiliser

les compétences intéressées au lieu même où elles se trouvent placées par la confiance des intéressés compétents ?

Il y avait une mobilisation civile à faire, mobilisation corporative, dont le premier acte eût été de mobiliser les présidents ou les secrétaires des groupements professionnels patronaux et ouvriers à la place même où ils se trouvaient. L'État avait là, d'un coup, les cadres de l'organisation économique avec le concours de laquelle il pouvait tirer de la nation le maximum de ressources, et ceci sans augmenter son administration propre d'un seul fonctionnaire. Disons plus : cela réduisait et la lourde administration de l'État, et l'embuscade, et cette plaie du courtage qui a coûté si cher à la France et a fait monter à la surface de la nation un si singulier monde qui vivait avant la guerre dans les bas-fonds de la politique et du journalisme.

Nous savons bien que nous posons là une grave question de principes. A quelle profondeur intéresse-t-elle l'État ? Au lecteur d'en juger. On se borne à montrer ici que l'État a sous la main toute une organisation économique qu'il ne s'agit que de reconnaître, de systématiser, de rendre

constitutionnelle en quelque sorte, pour obtenir d'elle une collaboration totale. Si elle reste inutilisée, ou utilisée par fantaisie, voudra-t-on s'avouer inférieur à ce souverain qui dit à ses banquiers un an avant la guerre : « Faites en sorte que vous puissiez me dire, dans un an, que vous êtes en mesure de ne pas suspendre vos paiements à la déclaration de guerre. » C'est à Guillaume II que l'on attribue un propos de ce genre, et il est vrai que ses banquiers ont pu éviter à l'Allemagne, en 1914, ces moratoires qui ne sont pas notre plus grande gloire financière. Mais on peut faire mieux au pays de Louis XIV et de Descartes.

II. — Problèmes sociaux

Une organisation économique corporative nous eût amenés à donner une solution pratique à une question que de nombreux Français se sont posée dès notre entrée en guerre. — Avec la mobilisation générale, a-t-on dit, tous les Français étant versés pêle-mêle dans les armées, la mort va faucher indistinctement les hommes de valeur et les médiocres ou les non-valeurs de tous les corps. Plus tard, la France souffrira gravement de la perte de générations entières dans les sciences, les arts et les métiers. Ne serait-il pas possible de mettre hors de la guerre quelques hommes d'élite dont la tâche sera d'assurer la liaison entre les générations?

L'égalité s'opposait à ce que l'on donnât une solution à ce problème. Plus tard, sous le couvert de la nécessité, on a pris quelques mesures, mais sans méthode et comme honteusement. Il

s'agissait pourtant d'une mesure de haute importance. Mais avait-on les moyens d'agir utilement ?

Imaginez que, sans souci d'une égalité pleine de périls, les Chambres eussent décrété, au nom du salut public, pour l'avenir, de conserver ces hommes d'élite, sans considérer leur taille, leur âge, leur poids, ni leur aptitude à faire campagne : par quels moyens l'État aurait-il reconnu ces hommes ? Qui les lui aurait désignés ? Des commissions où auraient joué immédiatement les recommandations en faveur des camarades et des amis ? — Mais si, constitutionnellement, on s'adresse aux chefs des corps savants et économiques, le directeur de l'École normale, les conseils d'Université, le président du Syndicat des armateurs, le secrétaire de la Fédération du Livre, etc., donneront l'état raisonné et motivé des jeunes savants, des jeunes chefs d'industrie, des jeunes artisans, premiers entre leurs pairs, à qui il importe de donner l'*ordre* de ne pas aller au feu afin de les conserver pour la direction et la formation des générations futures.

Puis, ces hommes d'élite eussent été répartis entre les armées, affectés à des services où ils eussent travaillé selon leurs spécialités.

Qu'a-t-on fait à cet égard? Rien, au début de la guerre. Dans la suite, avec beaucoup de difficultés, on a récupéré quelques-uns de ces hommes et on les a mis à leur place. Mais pendant les premiers temps de la guerre, ces jeunes chefs s'étaient mis au premier rang des combattants, précisément parce qu'ils se savaient les meilleurs, cependant que les médiocres s'embusquaient dans les services. Et l'on a vu un Grand Prix de Rome sapeur de deuxième classe pendant dix-huit mois, et l'on voit, au bout de trois ans de guerre, un écrivain de premier ordre casser des cailloux sur les routes du front tandis que des rédacteurs de telle feuille défaitiste sont en sursis d'appel. Mais tout lecteur placera ici dix des innombrables exemples que chacun connaît.

Remède : la collaboration des organisations professionnelles avec l'État. Il n'est pas trop tard pour y venir, bien qu'il y ait maintenant des situations acquises qu'il sera bien difficile de modifier. Et que l'on y travaille ouvertement, sans avoir l'air de cacher ceux que l'on veut conserver. Il ne s'agit pas d'embusquer des hommes ; l'objet est de conserver systématiquement des valeurs sociales.

Mais voici un autre problème, gros de violentes injustices et de troubles de toute sorte : A-t-on pensé à garantir les intérêts des combattants, des mobilisés ? Dans ce sens, rien n'a été fait. L'État s'est limité aux allocations, à la suspension du paiement des loyers et des impôts. Bon expédient pour une guerre courte, conçue comme une période d'arrêt économique presque complet. Mais pour la guerre longue ? La vie économique a repris, et des non-mobilisés, des fricoteurs et des étrangers ont pris les places ou les clients des mobilisés. Il s'agit surtout ici de ce monde d'employés, de représentants d'industrie ou de commerce, de petits industriels ou de petits commerçants, d'hommes de professions libérales, qui ont tant donné pendant la guerre, et pour qui les embuscades et les sursis d'appel ont été si peu nombreux. Un certain nombre de chefs d'industrie ont réservé les places de leurs mobilisés. Mais combien ne l'ont pas fait, qu'ils ne le voulussent ou ne le pussent pas ? Les clients sont restés fidèles à leurs fournisseurs, mais la longue durée de la guerre crée inévitablement de nouvelles habitudes, et puis...

Et puis, les mobilisés rentrent, après avoir

défilé sous les fleurs, parmi les acclamations, et revêtent l'habit des anciens temps. Ils n'ont plus rien du poilu, sinon de minces rubans à la boutonnière, quelque balafre et, peut-être, une autre expression qu'avant la guerre. Ils vont voir leur directeur, leur chef, leur patron, ou leurs clients ; chacun les reçoit, l'air apitoyé ou gêné : « Les commandes sont passées à d'autres, la place est prise, la guerre... »

Sérieusement, on n'a pas la naïveté de croire que de telles réponses (qui ont déjà été faites) seront acceptées doucement par les démobilisés? On ne croit pas que les ouvriers démobilisés attendront tranquillement de l'embauche pendant deux, trois ou six mois; que les cultivateurs attendront un an pour savoir comment ils reconstitueront leur matériel ou leur cheptel.

Si l'on veut que la démobilisation nous prive des bénéfices de la victoire, il n'y a qu'à laisser jouer le laissez-faire dans cet ordre de choses, et nous aurons un fameux tumulte. Mais si l'on veut que la rentrée des mobilisés se fasse en bon ordre et pour le plus grand profit de tous, on fera bien de prévoir et d'organiser. La démobilisation est un problème aussi important que la mobilisation.

Quels moyens a-t-on proposé pour éviter et les troubles possibles et les violentes injustices auxquelles nous faisions allusion ? L'État va-t-il se charger d'une tâche qui le surchargerait encore et qu'il ne pourrait accomplir ? Ou laissera-t-on l'initiative privée agir et organiser des œuvres où dominera l'idée d'assistance ou celle de charité?

Nous crions casse-cou : les mobilisés ne supporteront pas les lenteurs de l'État, et n'accepteront ni *assistance* ni *charité*. Ce serait le plus gros scandale que de mettre les démobilisés dans l'attitude du solliciteur ou de l'obligé. Ce renversement des rôles serait intolérable. L'État, la Nation, les corporations sont des débiteurs ; les mobilisés sont des créanciers. Mais la créance des mobilisés est restée morale jusqu'ici. Tous les Français restés à l'arrière sont d'accord pour reconnaître que l'on doit aux soldats une admiration immense, une reconnaissance infinie. Oui, mais que l'on organise la reconnaissance. Et puis, s'agit-il de reconnaissance ? Il s'agit d'éviter que les démobilisés souffrent de la misère dans la vie civile, à leur retour, après avoir souffert toutes les misères de la guerre. Leur droit strict serait d'être replacés dans la situa-

tion où ils étaient avant leur appel. L'idéal serait que la démobilisation fonctionnât de telle manière que, à la paix, les mobilisés fussent dirigés sur leurs postes civils en quelque sorte automatiquement, comme, à la mobilisation, ils ont été dirigés sur le dépôt de leur régiment. Ceci sans préjudice, naturellement, de ce que doit leur assurer la *Part du Combattant*, considérée comme une compensation du manque-à-gagner et des pertes de toute sorte et comme une participation aux bénéfices de la Victoire.

Répétons que cette opération, qui eût été relativement facile après une guerre de six mois, comporte d'énormes difficultés après une longue guerre au cours de laquelle la vie économique a été reprise et les places occupées par les femmes, les jeunes filles, les non mobilisés et les étrangers.

Or, personne ne peut songer à demander à l'État de mener à bien, à lui seul, cette œuvre immense pour laquelle il n'a pas d'organes administratifs. La lui demander, ce serait l'amener à créer une administration nouvelle qui, au reste, courrait à un échec certain.

Sommes-nous donc sans moyens d'organisation? Encore une fois, les moyens sont là. Il suffit de

les mettre en œuvre, de les coordonner, et de leur donner la mission de collaborer avec l'État pour organiser avec les moindres heurts, les moindres injustices, la grosse tâche de la démobilisation. Merveilleuse occasion, au surplus, pour amener l'État et les Français à se défaire des dernières habitudes individualistes qui entravent leur organisation économique.

Que l'État mobilise les associations professionnelles et leur donne la mission de récupérer leurs membres à la démobilisation, de les réintégrer dans leurs fonctions, ou de leur faciliter la reprise de leurs affaires ou de leur clientèle, sans toutefois jeter brusquement sur le pavé les remplaçants et les remplaçantes, et nous voici sur l'heureuse voie de la rentrée juste et ordonnée des mobilisés. Voilà une obligation dont tout le monde acceptera le principe sans peine, sachant qu'elle est organisée et s'impose à tous, par des moyens réguliers. Chaque centre professionnel convoque ses membres, organise le travail avec eux ; chaque chef d'entreprise se met en correspondance avec les intéressés, règle les cas en tenant compte des nuances, des situations diverses (ce qu'une administration désintéressée ne peut jamais faire) et

rend compte à son syndicat. On pourrait ainsi, avec la plus grande exactitude possible, prévoir le nombre de licenciements ou le nombre de vacances qui se produiront à la démobilisation. On pourra prévoir par quel mode de compensation une corporation où les licenciements seront en excès comblera les vides de telle autre corporation où les vacances sont et demeureront nombreuses. Si ces compensations ne suffisent pas, l'État invitera les corporations à prévoir un développement de leur industrie. Voilà une intervention de l'État qui pourrait être féconde en résultats dans quelques corporations où l'invention et la recherche sont un peu molles. Mais ce sont là des considérations étrangères à notre sujet.

L'important, c'est de préparer la réintégration des mobilisés dans la vie civile. On souhaiterait qu'il fût fondé un bureau de démobilisation dans chaque corporation et que ces bureaux pussent préparer, pour l'autorité militaire, des Livrets de Démobilisation pour la plupart des mobilisés. Il est certain que cela donnerait une tâche administrative assez grosse aux corporations. Mais n'est-il pas sensé de prévoir pour cette tâche la collaboration des membres honoraires de la cor-

poration, de leurs femmes et de leurs filles. Voilà une mobilisation civile à laquelle on se prêtera de bonne grâce.

Nous entendons bien l'objection. Elle nous a été faite par un membre distingué de la Société d'Economie sociale à qui ces vues ont été communiquées et qui en approuve le principe. L'objection, c'est que les corporations ne sont pas prêtes à fonctionner pour ce service. Il en est peu qui réunissent leurs membres dans une seule organisation ; beaucoup sont représentées par plusieurs associations rivales ; enfin nombre de Français vivent en dehors de leurs associations professionnelles. L'objection est sérieuse. Mais que révèle-t-elle ? Une grosse lacune. Eh bien, nous avons là, sous la pression de la nécessité, une occasion qu'il ne faut pas laisser perdre de précipiter la cristallisation professionnelle, de mettre de l'unité dans les mouvements corporatifs, de faire tomber les résistances individualistes, et de contribuer fortement à cette coordination des forces économiques qui sera notre salut dans l'après-guerre.

Le jour où l'organisation professionnelle sera constitutionnelle pour les besoins nationaux de

la guerre ou de l'après-guerre, il faudra bien que chacun s'enrôle sous la bannière de son métier, et que les associations rivales se fédèrent. Que l'impulsion vienne des corporations ou de l'État, voilà le grand résultat que nous pouvons attendre, et où nous conduit la recherche rationnelle des moyens que nous avons de reconnaître le droit de ceux qui auront sauvé les corporations françaises.

Prévoyons, organisons. Ne nous en remettons pas aux sentiments, si grands, si beaux, si nobles qu'ils soient. Que chacun ait conscience de son « Devoir » à l'égard des combattants, nul n'en doute. Mais la plus élémentaire connaissance du cœur humain nous avertit qu'il est à craindre que cette conscience ne survive pas au péril ou ne surmonte pas les difficultés qui ne manqueront pas de se produire. Nous en sommes-nous remis à la conscience du « Devoir » pour que chaque mobilisé rejoignît les armées? Nous avons donné à chaque Français valide un livret qui lui indiquait le jour de son départ et le lieu où il devait se rendre. Assurons aux Français glorieux les mêmes facilités de retour. Ce n'est pas la conscience de chacun qui organisera ce retour. Mais

l'intérêt de l'Etat est engagé. Que l'Etat impose aux corporations françaises la tâche qu'exige l'intérêt national, que les corporations imposent à leurs membres celle qu'exigeront alors les intérêts corporatifs, et les intérêts de tous seront sauvegardés. C'est ainsi, Français, que vous aurez la satisfaction d'un devoir accompli, et que vos louanges, vos chants d'allégresse seront doux au cœur des héros de la Grande Guerre, rentrés dans leurs foyers où ils trouveront le pain quotidien doré des rayons de la gloire.

III. — Le problème social par excellence : La Famille.

Nous nous battons pour nos femmes, pour nos enfants, et pour notre mère à tous, la France. Mais que devient pendant la guerre notre appui, notre soutien, notre force : la famille française ? Et que deviendra-t-elle après la guerre ?

Nous avons tous beaucoup voyagé en France, d'un bout à l'autre du front, et du front à l'arrière, et de l'arrière au front. Ce que nous avons vu n'est pas fait pour donner une confiance irraisonnée. Nous ne parlons pas des vides causés par la guerre. Nous parlons de la santé de la famille qui, si elle est bonne, rendra au pays le sang versé, mais qui, si elle est chancelante, risquerait de rendre vains les immenses sacrifices consentis. Or, qu'avons-nous vu ? La famille française gravement menacée dans toutes les régions de France tant par la promiscuité qui s'est établie dans la zone

des armées que par les nouvelles conditions de la vie ouvrière dans les centres où l'on a dû faire de larges appels à la main-d'œuvre féminine. Hâtons-nous de dire que, selon des renseignements certains, le mal est plus profond encore dans les pays allemands, qui, pourtant, n'ont pas souffert, comme les nôtres, de la démoralisation engendrée par les grands déplacements de population. Ce mal est général dans tous les pays belligérants. Il menace toute la civilisation européenne. Mais la régénération se fera inégalement dans les nations : la prévoyance, l'organisation de fortes institutions pourront lui donner une allure rapide dans certains pays ; dans d'autres, au contraire, l'imprévoyance, l'absence d'institutions peuvent la compromettre.

Qu'a-t-on fait, que fera-t-on chez nous pour préserver ou régénérer la famille ?

Pendant trois ans, on n'a rien fait. Il appartenait à l'Etat de veiller à ce que les familles transplantées fussent replacées dans des conditions morales favorables à leur conservation, et d'organiser ou de faire organiser la vie, dans la zone des armées ou dans les nouvelles agglomérations ouvrières, de telle manière que les familles fus-

sent préservées. Il fallait limiter, refouler, contenir l'expansion des inévitables maux que devaient engendrer les conditions anormales de l'existence. Ce qui a été fait dans ce sens est dû aux initiatives privées, dont la puissance était faible. L'État? Mais qui le représentait pour cette tâche ardue ?

La grosse préoccupation devait être de limiter le mal : une mesure s'imposait, qui n'a pas été prise ; il eût été nécessaire de séparer les civils des militaires, au moins dans les zones proches du front. Rien ne pouvait être plus mauvais que la longue promiscuité qui s'établissait entre les civils et des troupes sans cesse changeantes. Du moment où le front se stabilisait pour une longue durée, l'organisation de la zone des armées devait être faite non plus seulement selon les nécessités militaires, mais selon les nécessités morales qui intéressent l'avenir du pays : il fallait faire évacuer complètement les villages de la zone d'avant, et les réserver exclusivement au logement des troupes ; à l'arrière, organiser les cantonnements des troupes hors des villages, des bourgs et des villes. Cela eût nécessité d'innombrables constructions ? Ces constructions eussent coûté moins cher à l'État que les frais de cantonnement

que l'on a dû payer aux habitants. Quant au gain moral, il est inévaluable, mais on peut toutefois l'estimer si l'on considère que cette mesure, généralisée, nous eût assuré au moins un corps d'armée de plus pour les années 1934 et suivantes. La promiscuité entre civils, qui n'étaient plus maîtres chez eux, et civils mobilisés, désorbités par une vie anormale, a contribué à répandre, parmi des populations encore saines, un état d'esprit et des mœurs tout à fait défavorables au développement des familles.

D'autre part, on n'a pas songé à préserver l'état moral des troupes mobilisées à ce point de vue. Or, ouvertement ou clandestinement, à partir du printemps de 1915, des industriels peu scrupuleux ont spéculé sur les dispositions morales des soldats vivant dans l'isolement sexuel. La liberté entière laissée à ces industriels a permis un trafic énorme de journaux et d'une imagerie spéciale dont le but n'est certes pas de consolider l'institution familiale. La corruption a été tout à fait artificielle. Les soldats demandaient des journaux, et des images, mais non ceux-là, à quoi ils ne pensaient guère, car la vie dans la tranchée porte naturellement à la vertu la grande majorité des

hommes, exception faite pour quelques déséquilibrés. Mais comme la plupart d'entre eux ne sont pas de petits saints, l'entrée aux armées de cette littérature spéciale, accueillie d'abord avec un certain mépris, a excité cette curiosité malsaine que l'homme repousse et recherche à la fois lorsqu'on lui présente les moyens de la satisfaire.

Ai-je besoin de dire que les résultats ont été déplorables ? Cette excitation malsaine, outre qu'elle a l'influence la plus pernicieuse sur l'avenir de la race, détourne l'esprit des soldats des préoccupations militaires. Il est nécessaire d'enrayer ce commerce, particulièrement celui de l'imagerie clandestine ; il est d'ailleurs très vraisemblable que l'on trouverait à l'origine de celle-ci une organisation reliée à quelque branche du boloïsme. On ne sollicite pas l'État de se faire prédicant, mais de protéger le moral de la troupe, au point de vue militaire, et d'assurer par surcroît la protection des sources de la vie française qui alimentent la famille française.

Qu'a-t-on fait enfin pour protéger la famille ouvrière transplantée par les nécessités des fabrications de guerre ? qu'a-t-on fait pour protéger la

femme et la jeune fille appelées au travail de tous côtés ?

L'Etat a donné ou fait donner au plus grand nombre de hauts salaires. Je fais appel à l'information du lecteur: ces hauts salaires ont-ils servi à fortifier la famille ouvrière ? C'est le contraire qui s'est produit. Quelques industriels, conscients de leurs hautes obligations, ont facilité aux femmes l'accomplissement de leur tâche matérielle : pouponnières, crèches ont été multipliées. C'est là un bien faible remède au mal immense que l'usine fait à la famille. Le travail féminin à l'usine, dans les entreprises de transports, voire même dans certains bureaux, est le plus grand ennemi de la maternité.

Pendant la guerre, les nations belligérantes étaient contraintes de subir ce mal ; mais il n'était pas impossible de lutter efficacement contre ses effets, en organisant un milieu social qui les eût diminués. Or, au contraire, on a laissé se former autour de l'usine, dans les anciens et les nouveaux centres industriels, un milieu social qui aggravait le mal. Débits de boissons, établissements de plaisirs, commerces de faux-luxe, se sont multi-

pliés dans les centres ouvriers et ont créé pour une population ouvrière, énervée par le travail et les angoisses de la guerre, cette atmosphère débilitante qui corrompt et diminue l'homme en lui donnant l'illusion d'une vie accrue. Dans un pareil milieu, où l'énergie, la santé morale se dissolvent, l'épargne est impossible ; toutes les disponibilités quotidiennes ou hebdomadaires sont drainées par les tenanciers et les marchands ; l'homme et la femme perdent le goût de la vie familiale et subissent cette démoralisation qui n'atteignait avant la guerre que les milieux de la noce bourgeoise ou crapuleuse.

Pour lutter contre ce péril qui menace les éléments sociaux qui sont la grande réserve d'une nation, les prédications et les discours adressés aux intéressés sont absolument inefficaces : il faut placer l'homme dans des conditions matérielles où l'exercice des vertus familiales n'exige pas un effort au-dessus des forces humaines. C'est à l'Etat, aidé par les corporations, les communes et les pouvoirs spirituels de la nation, églises, corps enseignant, associations savantes, qu'il appartient de créer ce milieu social et de favoriser l'expansion des idées qui font accepter par la

raison les contraintes morales favorables à la vie de la famille.

Dans cette direction, il n'y a pas à cacher que l'État a été d'une grande imprévoyance. Nous disons : imprévoyance, car les intérêts de l'État sont liés étroitement à la situation et à la force de la famille française. L'État, organe de la conscience nationale, et dont une des missions est de préparer l'avenir, n'a pas seulement à assurer les fabrications de guerre, mais à ordonner la vie sociale de telle sorte que les familles françaises lui fournissent des générations saines et nombreuses. Voici la doctrine évidente. Mais est-elle entendue d'un État presque entièrement pénétré par une doctrine qui ne connaît que « l'homme », le citoyen, et ignore l'élément constitutif de toute société, la famille ?

Ici encore, une erreur intellectuelle est à l'origine des maux dont nous souffrons et que la guerre a aggravés.

A la faveur de l'individualisme qui pénétrait l'État et la Nation, des conditions économiques et sociales se sont créées, au cours du XIXe siècle, qui ont mis en péril la famille française. La guerre a rendu le péril éclatant, péril tel qu'il serait un

péril de mort pour la nation s'il ne pouvait être conjuré. Il peut être conjuré, malgré son étendue, malgré sa profondeur. Mais rendons-nous compte que les bonnes volontés individuelles seront impuissantes dans cet ordre. Toute la propagande en faveur des familles nombreuses, les cris d'alarme, les appels au patriotisme seront inefficaces tant qu'ils s'adresseront aux seules volontés. Les bonnes volontés se briseront sans cesse aux obstacles économiques et sociaux que de mauvaises dispositions légales ou l'absence de lois favorables redressent automatiquement. La grande vérité est que la famille française, où se développait la volonté de limiter le nombre des enfants, dépérissait parce que ni les lois ni les coutumes modernes n'ont été faites pour elle et qu'il s'est créé, sous le couvert de ces lois et coutumes, un milieu social qui la comprime et l'étouffe.

Cette volonté de limitation est-elle la volonté de la race ? C'est une volonté artificielle, engendrée par des conditions extérieures. Mais la race qui a vaincu à la Marne, qui a combattu devant Verdun a assez montré que sa volonté de vivre est puissante pour que l'on ne puisse mettre en

doute aucune de ses facultés. Des hommes qui se battent comme le font les Français ne sont ni des dégénérés, ni des impuissants; les hommes qui sont capables de supporter la misère des tranchées ne peuvent pas être des hommes qui redoutent les charges de la paternité.

Ces facultés indéniables, incontestables, connues et reconnues du monde entier, resteront sans emploi si elles sont rejetées, après la guerre, dans l'individualisme où l'esprit public et les lois les conduisaient avant la guerre. Or, comme l'a écrit un éminent sociologue [1], « le dépeuplement de la France est la conséquence directe de sa mauvaise organisation sociale ; si une nation est insuffisamment féconde, la faute en est à ses institutions ; un peuple qui ne procrée pas est un peuple mal organisé ». Cette organisation, ces institutions ne

1. M. A.-L. Galéot, dans l'*Avenir de la Race* (publié en 1917), ouvrage auquel je renvoie le lecteur qui y trouvera, dans une des plus belles études d'ensemble qui aient été écrites sur cette grande question, le problème du peuplement étudié sous tous ses aspects, et l'indication de solutions éminemment pratiques, justes et raisonnables. D'autre part, on trouvera plus loin, aux appendices, un tableau comparatif des effectifs probables, en 1933, en France et en Allemagne. C'est la reproduction du tableau dressé par M. André Lefèvre.

peuvent être données que par l'État. L'Etat, sous la pression de la guerre, s'est engagé un peu plus avant dans la voie où il avait déjà rencontré la famille française : à l'impôt dégressif, tenant compte des charges de famille, ont correspondu les mesures prises pour épargner la vie des chefs de famille nombreuse, accentuant celles qui avaient été prises avant la guerre. Mais nous sommes encore loin d'une constitution qui serait faite non plus pour l'homme et le citoyen, mais pour le Père, la Mère et leurs Enfants, et qui, automatiquement en quelque sorte, créera le milieu social favorable à la prospérité de LA FAMILLE. Ici encore, l'Etat trouvera la collaboration de l'Église, des corps professionnels, des associations de chefs de famille et des corps savants, c'est-à-dire de toutes les forces organisées qui sont intéressées au progrès de notre civilisation.

Ce problème social est un problème militaire au premier chef : rappelons que l'un des secrets de notre force militaire réside dans cet amour profond que les Français portent à leur descendance. Comment les Français demeureraient-ils à leur poste de combat si une vue sur l'avenir leur montrait qu'il est inutile de se battre pour des

enfants que la famille française ne devrait pas avoir ?

Nous sommes entrés en campagne pour conserver la terre, la liberté et l'honneur à nos fils : ce n'est point pour donner à l'avenir français une terre dépeuplée, ouverte à la racaille errante du monde. A nous, soldats de la Grande Guerre, de dire notre volonté pour que l'immense sacrifice soit celui d'où la Famille française sortira régénérée dans une paix où elle croîtra en force et en nombre.

CONCLUSIONS

LA SIGNIFICATION DE LA GUERRE

Monarchie universelle et Démocratie universelle

Nos souvenirs, nos traditions, nos passions, notre raison, et aussi la couleur du ciel de France, ont donné au sentiment national des Français une telle force que l'armée résiste et résistera aux ferments de décomposition que le siècle passé a déposés en elle. Quand l'appel de l'intérêt individuel, ou la crainte d'être dupe des puissants de ce monde, ou la fatigue tournent le soldat vers l'arrière, il suffit qu'il imagine l'avenir un instant pour qu'il se ressaisisse : il entrevoit ce que signifierait une paix incertaine ou la défaite : dans la patrie abaissée, l'Allemand maître des âmes, des corps et des biens ; le contremaître allemand à l'atelier ; les familles allemandes prenant la

terre de France ; le socialiste allemand faisant la loi dans les congrès ; le savant allemand dirigeant la science ; le curé et le pasteur allemands régentant les âmes, et l'officier allemand les protégeant tous. Alors l'homme serre les poings et fait face à l'ennemi. S'il est assuré que les avantages de la guerre seront pour lui, il mènera la guerre jusqu'au bout.

Mais prenons garde qu'il est sensible aux idées et qu'il veut que ce sentiment qui l'emplit ne soit pas une erreur et soit en accord avec le mouvement du monde. Qu'il soit athée ou croyant, l'homme ne marche avec assurance que s'il se croit en règle avec l'Esprit de l'Univers. Que pensera le soldat si quelque voix lui murmure, dans le silence de la tranchée : « Ton sentiment te trompe ; il est faux, il est artificiel ; il a été mis en toi par tes maîtres. Pourquoi te bats-tu, pour une patrie qui doit disparaître, comme le veulent la raison, la science, le progrès universel ? Tourne-toi plutôt contre ceux qui conservent la patrie et préparent ainsi des guerres futures. » Des milliers de soldats ardents accueilleront ces propos par de beaux éclats de rire ; mais combien, vénérant encore les idoles mortes du siècle

passé, seront troublés par ce prétendu commandement de la Raison et du Progrès ? Peut-on continuer de se battre lorsque l'on se croit condamné par la raison ou par Dieu ?

Faisons taire ces fantômes menteurs. Ne laissons pas redresser les idoles de la barbarie intellectuelle du siècle dernier. La guerre signifie que nous sommes dans un siècle où les Patries seront plus fortes que jamais. La signification de la guerre est que l'existence de Patries, libres, indépendantes, souveraines, est exigée par les grands intérêts de la civilisation générale.

Les Patries sont les moyens de salut par lesquels l'humanité conserve, entretient et accroît les biens matériels et moraux de la civilisation et par lesquels elle se sauve des deux périls qui la menacent : le dépérissement dans l'unité, la dislocation dans l'émiettement. Le soldat a raison contre le faux rationaliste : la défense de la Patrie est la plus haute tâche temporelle de l'homme. En luttant contre le Germanisme, nous écartons du monde un des plus grands périls qui le menacent : la monarchie universelle. Mais gardons-nous de penser que la réalisation de la démocratie universelle puisse être l'aboutissement de notre

réaction. La démocratie universelle est un péril égal, qui ferait reparaître le premier ou nous livrerait à une nouvelle barbarie.

Les deux périls

Monarchie et démocratie universelles procèdent de la même idée, de la même métaphysique. Je voudrais montrer qu'elles aboutiraient au même résultat, la chute de la civilisation.

L'une et l'autre sont, de nos jours, rêvées par des hommes qui croient que le monde tend à l'unité rigoureuse de civilisation, de mœurs, de lois, de droits. L'idée du progrès indéfini les domine toutes deux. Elles ont des procédés très différents de réalisation. Mais elles tendent à un même but : l'unification du monde, la paix générale, l'abolition de l'indépendance, de la souveraineté des nations. Cet idéal doit, selon les uns, être concerté ; selon les autres, imposé. Les Allemands disent *imposé*, et imposé par eux. Mais le but matériel est le même, si les moyens spirituels sont différents, et c'est peut-être ce qui explique l'étrange sympathie, pour ne pas dire l'étrange complicité, que les utopistes allemands de la mo-

narchie universelle rencontrent chez les utopistes de la démocratie universelle qui se trouvent parmi les Alliés. La démocratie universelle est le plus redoutable piège que tendent les Allemands aux Alliés.

Les démocrates sont évolutionnistes. Ils croient tous, avec plus ou moins de force, à cette doctrine (qui s'appuie, sans la moindre raison, sans aucun titre, sur le darwinisme) selon laquelle toutes les institutions, en évolution depuis les origines, tendent à un état social uniforme où la liberté complète sera la loi et dont toutes les conventions reposeront sur la libre entente. En ce qui touche la nation et l'humanité, voici leur raisonnement ou plutôt leur imagination, car leurs doctrines n'ont aucun fondement scientifique ni historique : l'humanité, disent-ils, est partie de l'état inorganique pour arriver, par le processus normal de l'évolution, à l'état organique où elle réalisera son unité ; l'humanité est partie de l'individualisme pur ; elle est passée de là au régime du *pater familias*, de là à la tribu, au clan, au groupe féodal, enfin à la nation ; le terme de l'évolution, c'est la fusion des nations dans l'humanité unie.

C'est la doctrine, d'une simplicité enfantine, et où nos évolutionnistes n'oublient qu'une chose, dans le tableau qu'ils font du prétendu processus évolutif : le *moyen* par lequel les grandes sociétés humaines ont été formées, la guerre, aidée de l'intrigue, ou la persuasion appuyée par la menace. C'est un fait que toutes les nations ont été formées par la guerre, menées par des monarchies ou des aristocraties belliqueuses qui brisaient les particularismes et fondaient en une seule nation les peuples de même langue, ou de même culture, ou de mêmes intérêts, ou contenus dans les mêmes limites géographiques, ou dont la sujétion était nécessaire aux projets de l'État constitué. Voilà le petit fait qu'oublient nos évolutionnistes. Ils oublient également cet autre : la création des Empires, forme de société qui dépasse les nations, et qui ne rentre pas dans le prétendu processus évolutif. Et ils ne remarquent pas que les Nations ont été plus d'une fois *dépassées* par ces formations, peut-être supérieures, qui tendaient presque toujours à cette paix générale qu'ils rêvent : ils ne remarquent pas non plus que ces Empires se sont tous désagrégés, cependant que les nations duraient, comme si cette forme de

société, l'Empire, était une impossibilité humaine. Enfin, ils n'observent pas que le moyen de création et le lien social de toutes ces sociétés a toujours été l'autorité, maniée par un monarque, une aristocratie, une caste, une classe ou parfois un peuple conquérant tout entier. Dans l'histoire du monde, il n'y a pas d'exemple d'une société humaine constituée et durant sans le secours de la guerre et de l'autorité.

Dans ces conditions, à quoi aboutirait la doctrine de l'évolutionnisme démocratique? Introduisant la liberté dans un monde dont les formations sont régies par l'autorité, elle rejetterait l'humanité dans cet émiettement en petites nations, en clans, en hordes, si funeste à toute civilisation et générateur de guerres innombrables. Si l'on cherche un exemple historique, nous n'aurons qu'à regarder notre propre siècle : la démocratisation totale de la Russie transforme cet Empire, où cent peuples divers vivaient en paix, en une mosaïque d'États qui connaissent dès maintenant la guerre civile et la guerre extérieure. Il faut ajouter que cet émiettement favorise toujours les entreprises belliqueuses des États qui ont conservé ou qui reprennent une forme monarchique ou aristocra-

tique. Est-il nécessaire de montrer combien l'émiettement de la Russie en nations slaves (et tartares) favorise au XXe siècle, non pas la démocratie universelle, mais la monarchie universelle rêvée par la *Deutsche Kultur ?*

Faut-il montrer qu'un mouvement semblable, intéressant le sud de l'Europe, ferait du Hohenzollern le maître du monde, grand protecteur des petits États, tous pénétrés par ses industriels, ses commerçants, ses savants et ses propagandistes ? Les rêves des démocrates favorisent en ce temps-ci les rêves des partisans de la monarchie universelle. Ne les favorisent-ils que par le plus gros des malentendus ? Faut-il penser que ces démocrates absolus, aimant plus la paix universelle que la démocratie universelle ne redoutent pas de recevoir la première des mains de la *Deutsche Kultur ?* Peut-être espèrent-ils que, ce cadeau reçu, ils donneront à leur tour la démocratie au Mittel-Europa ? Ne doutons pas que ce calcul de dupes n'ait été fait, puis encouragé par ce monde de financiers cosmopolites qui ne possède plus aucun sens des intérêts nationaux. A nous de montrer aux démocrates idéalistes qu'une erreur intellectuelle peut, dans les heures

graves où nous sommes, favoriser le pire des crimes contre la France et contre l'humanité.

Les Allemands, utopistes de la monarchie universelle, ne sont pas moins évolutionnistes que nos démocrates. Eux aussi croient que l'évolution conduit l'humanité à l'unification. Mais, guidés par leurs historiens et leurs philosophes, ils n'oublient pas les procédés de formation des sociétés humaines, ni la guerre, ni l'autorité, et ils se sont en outre donné la mission d'organiser l'humanité. Ce n'est pas le Hohenzollern qui fait le rêve de monarchie universelle : c'est l'Allemagne pensante. Le rêve napoléonien était le rêve d'un génie individuel ; le rêve de l'Allemagne est celui du génie national. Les Allemands veulent faire à l'humanité, comme nos démocrates, le cadeau de la paix universelle, du désarmement (du désarmement limité s'entend) et de l'organisation supérieure. Mais à l'inverse de nos démocrates, c'est par la guerre qu'ils entendent imposer ce cadeau, dont ils seraient plus tard les administrateurs.

Citerons-nous les textes ? Ils sont connus de tous, et que l'on relise *l'Appel des Intellectuels allemands au monde civilisé*. Mais nous ne pou-

vons nous retenir de citer un des plus significatifs, celui que le professeur Ostwald (un des signataires de *l'Appel*) adressait aux Français à l'automne de 1914. En voici l'essentiel :

« L'Allemagne, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La Guerre, un jour, les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. Parmi nos ennemis, les Russes, en somme, en sont encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement culturel que nous-mêmes avons quitté il y a plus de cinquante ans. Cette étape est celle de *l'individualisme*. Mais au-dessus de cette étape se trouve *l'étape de l'organisation*. Voilà où en est l'Allemagne d'aujourd'hui [1]. »

1. Ce texte est cité par M. Jacques Bainville, dans son *Petit Musée germanique*. On trouvera dans ce précieux petit livre l'histoire édifiante des relations que le professeur Ostwald entretenait avec les Français. Ce notoire représentant de la grande utopie germanique publiait en 1910, dans la *Grande Revue*, un appel au désarmement... en France ! Les démocrates qui accueillaient cet appel étaient loin de soupçonner que le professeur Ostwald n'était rien d'autre qu'un éclaireur des armées allemandes.

Marx disait que la force est l'accoucheuse des sociétés. C'est aussi l'opinion d'Ostwald qui veut que la guerre soit l'accoucheuse de l'humanité organisée. Les Allemands, avec lui et avec leurs plus grosses têtes pensantes du XIXe siècle, pensent de même. Ils sont partis à la conquête du monde pour activer « l'évolution ». Ils réalisent le rêve des démocrates, mais avec d'autres moyens. Ils suivent le « processus évolutif », mais conformément aux lois historiques : des chefs locaux ont groupé les tribus germaniques en nations ; le Fer prussien a groupé les nations germaniques en un seul Etat, lequel a imposé l'union au groupe d'Etats du Mittel-Europa ; le Mittel-Europa, commandé par l'Allemagne, va faire de l'Europe une confédération protégée et dirigée par les Allemands ; enfin l'Europe unie imposera la paix et l'organisation à la planète. C'est la paix universelle, les peuples soustraits aux charges écrasantes de la paix armée, et le désarmement surveillé par une aristocratie de guerriers auxquels commandera la dynastie des Hohenzollern.

Voilà le rêve grandiose et fou, dont nous savons bien qu'il est le grand moteur des armées allemandes. Les Allemands en poursuivent la réali-

sation avec une entière bonne foi, se regardant comme les bienfaiteurs du monde, s'étonnant que le monde refuse le cadeau de leur civilisation supérieure. Comme tout s'enchaîne et se tient ! La hâte où étaient les Allemands de donner ces bienfaits au monde n'explique-t-elle pas leur apparente barbarie, leurs cruautés, leur système de terreur pendant la guerre ? De l'endroit où ils se sont placés, ces cruautés, cette apparente barbarie doivent abréger la durée de la guerre, et que sont-elles au prix du sang que l'on épargnera dans cette ère de paix universelle qu'ils vont ouvrir dans le monde ? Mais que l'on prenne garde que cette forme de raisonnement incline vers eux l'esprit des démocrates pacifistes. Si la paix universelle est vraiment le terme de l'évolution, qu'elle vienne de la Révolution ou de la victoire allemande, qu'importe, pourvu qu'elle soit !

L'utopie de la paix universelle est le lieu psychologique où se rencontrent et peuvent se concilier les deux idées de démocratie et de monarchie universelle. Mais de ces deux idées, l'une est femelle, l'autre est mâle : c'est assez dire comment l'union peut se faire, et encore une fois, l'exemple russe nous apporte la confirmation de

l'expérience : la démocratie pacifiste russe subit la monarchie pacifiste allemande. Il y a longtemps que les démocraties alliées eussent subi la volonté allemande si elles n'étaient animées par un patriotisme ardent, actif, viril qui commande leur action guerrière.

Mais la question est plus haute : il s'agit de savoir si la monarchie universelle, donnant la paix au monde, serait le terme du plus grand progrès humain et le plus grand des bienfaits pour l'humanité. L'expérience historique et la raison indiquent que les réalisations ou les demi-réalisations de ces empires ne donnent à l'humanité qu'une paix précaire, dont elle est bientôt privée pour retomber dans les guerres civiles et les guerres de nationalités. Elles ont contre elles la corruption qui atteint leurs organes d'État et leurs classes dirigeantes dans la mollesse d'une vie que ne menace plus la guerre. Elles ont contre elles la révolte des nationalités qui, quelques bienfaits matériels qu'elles en reçoivent, cherchent à se libérer de la volonté, de l'humeur, de l'esprit du peuple qui domine dans l'Empire. Il ne faudrait pas un demi-siècle à la monarchie univer-

selle du *Deutschtum* pour succomber sous l'action de ces deux causes de dissolution. Après quoi l'humanité rentrerait dans une effroyable période de guerres de toute espèce, dont l'époque des Invasions barbares peut nous donner une idée. La civilisation sombrerait en même temps. Nous aurions à tout reconstruire. La lutte contre le germanisme doit épargner au monde une catastrophe qui dépasserait en étendue et en profondeur la chute de l'Empire romain. Chacun des alliés sauve l'humanité en sauvant sa patrie.

La Patrie

Ce n'est pas en vain que nous luttons pour notre patrie. La patrie n'est pas une étape dépassée dans la vie de l'humanité. C'est le terme supérieur des sociétés humaines. Les patries distinctes, libres, indépendantes, souveraines, sont nécessaires à la civilisation, à l'humanité. La patrie n'est pas seulement une assemblée de familles qui possèdent en commun un sol, des monuments, des machines, des institutions, des idées et qui défendent cet héritage contre l'étranger ; c'est un groupe social qui a charge, en quelque sorte, d'occuper un morceau de la planète pour y

réaliser, selon ses méthodes propres, une des expériences de l'humanité.

La civilisation, pour durer et croître, ne peut pas être alimentée par un seul foyer. Il faut plusieurs foyers, qui rivalisent de puissance, et qui permettent à la lumière de durer, si l'un s'éteint. Les nations sont à la civilisation ce que les espèces sont à la vie animale : des expériences diverses, lancées dans des directions multiples, afin que la vie ou la civilisation qu'elles portent ne succombe pas dans une impasse où les conduirait un mouvement uniforme.

La nécessité impose à l'humanité les transformations incessantes des institutions politiques, économiques, sociales. La même nécessité éloigne l'humanité d'une direction unique, d'une métropole unique, d'une méthode d'organisation unique, d'une culture unique qui lui ferait courir le risque d'une fausse direction où elle se pétrifierait ou se disloquerait. La multiplicité relative de centres indépendants de civilisation assure la continuité, la durée, l'accroissement. Une nation peut s'engager dans une voie où elle prend un instant la tête de la civilisation et s'arrêter ensuite, déchoir, parce qu'elle s'est donné des ins-

titutions qui ne lui permettent plus les transformations nécessaires : la civilisation générale n'est pas compromise ; une nation voisine, pourvue d'autres institutions, plus souples, prend la tête à son tour. Rome fut maîtresse du monde : sa chute livra l'Europe entière à la barbarie. Les Arabes furent princes de la civilisation dans un temps où les peuples de la Chrétienté commençaient à peine de rassembler les trésors du monde gréco-latin. Que fût-il advenu de la civilisation générale, si, subissant leur joug, les peuples d'Occident avaient subi leurs mœurs, leurs institutions, leur culture ? Mais les murs de Constantinople et la volonté de Charles Martel sauvèrent les nations de la Chrétienté, qui n'en reçurent pas moins des mains arabes quelques biens précieux du trésor humain, qui furent ainsi sauvés et transmis au monde.

Il est certain que les Allemands, inférieurs aux Arabes à tant d'égards, possèdent une certaine supériorité dans le monde moderne, limitée à ce qui concerne la production des choses matérielles. Leur supériorité générale serait-elle aussi éclatante que celle des Romains de César devant les peuples gaulois, que le monde n'en devrait pas

moins repousser leur domination comme l'un des plus grands périls. Devant la ruée germanique, si semblable par ses origines à la chevauchée arabe car Fichte a lancé les Allemands à la conquête du monde avec un mot d'ordre religieux qui rappelle singulièrement le commandement de Mahomet), les nations sauvent l'humanité et la civilisation tout entière, comme l'infanterie franque a sauvé à Poitiers l'Europe et la civilisation qu'elle devait porter plus tard. Une fois de plus, la patrie apparaît comme le suprême moyen de salut de l'humanité.

La coalition des patries triomphera des prétendants à la monarchie universelle. Chacune d'elles, renforcée et régénérée par la longue épreuve, marchera ensuite vers ses destinées, dans l'indépendance, et dans ce nouvel équilibre que les nations établiront pour se garantir contre l'utopie meurtrière de la domination universelle.

Mais malheur à celles qui croiront leur tâche essentielle terminée lorsque la Folie allemande aura été réfrénée. Les nations seront sauvées, mais nulle ne pourra se reposer dans la tranquille jouissance de son droit : chacune est comptable devant les autres de l'usage qu'elle fait de

son droit pour l'exploitation du morceau de planète qu'elle occupe et pour le gouvernement de ses membres. Aucune nation ne jouit d'un droit éternel et irrévocable sur sa part de la terre. A toute nation, l'indépendance et la terre ne sont laissées que dans la mesure où ces biens servent au mieux des intérêts universels. Hommes, terres, richesses des eaux et de la terre n'appartiennent aux Etats qu'autant qu'ils en sont dignes pour le bien du monde. Qui déchoit doit perdre la souveraineté et l'indépendance, comme le père indigne perd ses droits sur ses enfants. Aucun droit historique, aucun droit des peuples ne prévaudront jamais contre les intérêts moraux et matériels de l'assemblée des nations.

Ne sommeillez pas sur votre terre, nations, ne laissez pas vos membres vivre dans la paresse et le désordre : votre sol et votre esprit contiennent des trésors que vous devez au monde ; si vous êtes incapables de les tirer de vous-mêmes, sachez que vous perdrez vos droits à la liberté, à l'indépendance, à la souveraineté, car le monde ne peut vous laisser ni gaspiller les biens de la terre, ni corrompre les hommes qui vous sont confiés.

N'oubliez pas que le jugement du monde se fait sur les champs de bataille : c'est au tribunal de la guerre que se revisent les droits des nations, car c'est là qu'apparaissent dans leur nudité les fautes de chacune ; c'est là que les nations laborieuses, saines et courageuses voient leur labeur couronné par les armes et que les nations paresseuses, corrompues et lâches sont rejetées dans les ténèbres.

L'Allemagne avait osé proclamer qu'elle seule désormais était capable d'exploiter la planète et de diriger les hommes. La France a répondu sur la Marne à l'insolente prétention du germanisme. Les nations unies feront connaître à l'Allemagne et à ses vassaux la réponse du monde civilisé. Lorsque les pas des hommes et des chevaux imprimeront notre réponse sur le sol germanique, n'oubliez pas, nations, que la victoire vous conduit au travail et non au repos. A vous, alors, de porter plus haut et de faire briller d'une flamme plus belle et plus grande le flambeau de la civilisation que les fils de Fichte avaient prétendu nous ravir.

O France, mère chérie, le sacrifice de tes enfants ne sera pas vain. Le peuple généreux que tu as

nourri ne faillira pas. Le sang versé pour défendre ton âme et ton sol sacré porte témoignage pour l'avenir. Tu as été la première parmi les nations, pour servir Dieu et l'Humanité. Sache, ô mère, que c'est le souvenir de ta grandeur qui a grandi tes fils devant les Barbares. Ils ont été dignes de toi parce qu'ils ont suivi le mouvement du beau sang que tu leur as donné, de la raison et des clartés divines que tu as recueillies pour eux et que tu leur as transmises. L'or étranger, l'or vagabond ne les avait pas corrompus ni détachés de ton sein. Ils ont souffert parce qu'ils t'aiment; ils t'ont sauvée parce qu'ils veulent que tu grandisses pour le bien et la beauté du monde. Qu'ils touchent le Rhin, mère, qu'ils y établissent la ceinture qui protégera ton flanc, et ils rétabliront entre le vieux fleuve, la montagne et les mers, par l'alliance du sang, de l'intelligence et de la foi, le plus beau royaume qui soit sous le ciel.

FIN

Fleury-devant-Douaumont, octobre 1914.
Paris, Mai-Décembre 1917.

APPENDICES

I

LE CHEVAL DE TROIE

(Notes de campagne.)

Dès 1915, l'idée du char d'assaut dut s'imposer à quelques personnes. La puissance du retranchement conduisait la raison à chercher un moyen de le forcer qui mît l'assaillant à l'abri du feu au moins pendant le temps de franchissement des défenses. Le char d'assaut de la Grande Guerre devait être conçu comme un moyen de rendre le retranchement inutile (et non comme une simple machine de guerre destinée à jouer un rôle dans une bataille de rase campagne). Il est essentiellement destiné à remplacer l'infanterie dans son impuissant assaut contre le matériel, et non à remplacer l'infanterie dans la lutte contre l'infanterie. C'est ainsi que l'auteur de ce livre fut amené à le concevoir dès août 1915 ; il fit part de ses réflexions à quelques personnes à cette époque. Les obligations de la vie militaire l'empêchèrent de rédiger un opuscule qu'il projetait et pour lequel il avait pris quelques notes. L'idée, qui s'imposait, se réalisa : en septembre 1916, on vit apparaître les tanks *sur le front anglais. L'auteur, en permission à cette époque, communiqua ses notes à M. Léon Daudet, qui en publia quelques extraits le 3 octobre 1916. On reproduit ici l'intégralité de ces notes, dans la rédaction informe que l'auteur leur avait donnée entre deux relèves ou entre deux reconnaissances, aux baraquements de Souville, en août 1915, et à Vaux, en décembre de la même année. Le lecteur est prié de regarder ces notes comme un témoignage de l'effort que fait la pensée d'un fantassin qui n'admet pas que quelques rangées de piquets et de fils de fer arrêtent indéfiniment le courage de ses camarades.*

Le Cheval de Troie

L'impasse : un fossé de deux pas de largeur arrête deux armées depuis un an. Le but de toute action militaire étant :

1° Combattre l'ennemi en lui infligeant des pertes supérieures à celles que l'on subit soi-même ;

2° Conquérir ses positions, le poursuivre, l'envelopper ou l'empêcher de se reformer et obtenir par là la maîtrise des territoires sur lesquels il se ravitaille ;

la paix ne peut être imposée, par les armes, que par une série d'actions qui procèdent de ces principes.

Il semble que la guerre actuelle exclue ces actions et qu'elle ne puisse aboutir qu'à une paix venant de la fatigue morale ou physique des adversaires, ou de l'épuisement de l'un d'eux, en armes et en munitions, ou en approvisionnements.

En effet,

tandis que, dans la guerre de mouvement, celui qui, ayant conquis l'ascendant sur son adversaire, prend l'offensive,

le bat, en subissant au premier choc des pertes sensiblement aussi élevées que les siennes, mais en lui infligeant des pertes énormes au premier fléchissement et tout à fait disproportionnées avec celles qu'il subit lui-même.

conquiert ses positions, le poursuit, l'enveloppe, le défait complètement et avance assez profondément dans l'intérieur du pays ennemi pour commander la plupart des centres de ravitaillement :

DANS LA GUERRE DE TRANCHÉES,

celui qui, possédant, avec l'ascendant sur l'ennemi, la supériorité en munitions, prend l'offensive,

inflige à l'ennemi une défaite, mais tout à fait localisée, et où les pertes de l'assaillant dépassent souvent les pertes de l'assailli ;

ne conquiert que ses positions de première ou de seconde ligne, ne peut poursuivre l'ennemi, arrêté qu'il est tant par de nouvelles positions défensives préparées à l'avance, que par les lignes non rompues qui demeurent à sa droite et à sa gauche.

Ainsi, de grosses actions peuvent être engagées heureusement, conduites victorieusement, et aboutir à ce résultat paradoxal contraire à tous les enseignements de la guerre :

le vainqueur, plus affaibli que le vaincu, est hors d'état d'atteindre ses organes vitaux et de lui imposer la paix.

L'impasse. Guerre arrêtée. Actions militaires se neutralisant. Quel est le problème ?

Rappel des lois essentielles de la guerre.

En quoi elles ne s'appliquent plus.

Le problème est donc : annulation du retranchement.

a) Artillerie : insuffisance.

b) Avions : inefficacité sur le sol.

c) Le cheval de Troie.

Souville, août 1915.

L'impasse.

Guerre de mouvement arrêtée.

Guerre de positions généralisée.

Fronts de force sensiblement égale derrière lesquels les belligérants ne cherchent guère qu'à se fatiguer et à s'user.

Or ces fronts ne paraissent pas pouvoir être rompus, de telle manière que les armées passent aux points de rupture.

Les offensives allemandes ou françaises, même victorieuses au moins en première ligne ou en première position, doivent s'arrêter.

Les actions militaires se trouvent ainsi neutralisées.

Pratiquement, la guerre se trouve arrêtée, non en ce qui concerne les actions locales, où elle se continue, même dans cette guerre de positions, selon des lois immuables, mais en ce qui concerne l'action générale qui tend à la décision définitive.

Doit-on se résoudre à la conception de guerre d'usure ? Plaisanterie. Surtout depuis que l'Allemagne s'est ouvert la route de Constantinople.

Il faut tendre à rétablir la guerre de mouvement. (où l'on retrouvera d'ailleurs à chaque pas les retranchements). Rompre la ligne ininterrompue de positions retranchées. Passer dans une large rupture. Obliger l'adversaire à accepter la guerre en rase campagne.

Problème : Annuler le retranchement.

Les Boches ont cherché le moyen de nous obliger à évacuer nos retranchements : les gaz.

Le moyen est inefficace aujourd'hui.

Nous avons cherché le moyen de détruire le retranchement, les défenses par une préparation intense d'artillerie.

Le moyen a parfaitement réussi pour une partie du front et pour les premières positions boches.

Il a échoué contre la seconde position. Pourquoi?

On a imaginé de mettre en ligne de véritables flottes aériennes. Pas sérieux. Bombardement par avions inefficace.

Nous en sommes au même point : neutralisation des forces en présence, également retranchées, également puissantes sur la défensive, également impuissantes pour une offensive décisive.

L'Allemagne a cherché une issue. La guerre étant mondiale, elle a porté la guerre aux Balkans afin d'éviter d'être coupée du reste du monde, afin de donner au monde le spectacle de ses armées en *marche*, en marche victorieuse, afin de posséder cette clé qu'est Constantinople, et, enfin, afin d'at-

teindre les Alliés dans leurs possessions. Mais une rupture du front boche occidental l'obligerait à renoncer à cette action.

D'autre part, si les Alliés réussissent à fermer de nouveau les Balkans et le Danube, il n'en restera pas moins qu'ils auront à rompre le front boche en France et en Pologne pour obtenir la seule décision qui vaille, la décision par les armes.

Nous retrouverons le même problème : l'annulation du retranchement.

Il s'agit d'amener des troupes dans les tranchées allemandes sans subir de pertes. C'est l'invraisemblable actuellement.

Le cheval de Troie. — Théoriquement, le moyen, qui doit nous apparaître aujourd'hui aussi fabuleux et monstrueux que le canon au moment où il apparut, le moyen est un engin mobile, protégé, porteur d'hommes, armé de mitrailleuses, des engins du combat individuel, porteur de gaz, de liquide, et qui sera pourvu extérieurement de cisailles, de crampons, etc., qui couperont, qui arracheront les réseaux, de massues qui briseront les abris légers, qui aveugleront les créneaux de mitrailleuses, qui briseront les engins de tranchées, etc. L'œuvre de destruction et de démoralisation faite, les fractions transportées en sortiront, rejointes par les troupes non protégées qui occuperont la première position. Nouvel assaut des nouveaux engins contre la

deuxième position. Et ainsi de suite contre les positions d'arrière, moins fortes d'ailleurs, et l'on entrera alors dans la guerre de mouvement.

Problème posé aux constructeurs.

L'auto-mitrailleuse est une indication. Mais il s'agit d'inventer un engin beaucoup plus puissant et qui pourra se mouvoir non plus sur les routes, mais dans les plaines, au besoin dans les bois. Il s'agit en quelque sorte d'inventer une sorte de cuirassé terrestre qui sera invulnérable matériellement à l'artillerie de petit et de moyen calibre, et qui, par sa mobilité, échappera, dans une certaine mesure, à l'artillerie lourde. *Il s'agit de trouver un moyen de progression d'où la roue sera exclue*, des articulations pour de véritables membres. Il s'agit de forger un monstre mécanique. Le problème peut être résolu au xx[e] siècle.

Peut-il être résolu pendant la guerre ?

Il se peut, si l'on admet que, la situation étant rétablie aux Balkans, on peut maintenir le front pendant le temps nécessaire à la solution. Mais ce maintien ne sera possible que si l'on réalise en France l'organisation civile nécessaire à l'entretien de l'armée et au travail intense (dans toutes les conditions de sécurité) qu'exigera le nouvel armement. Nous sortons ici du problème militaire.

Vaux, décembre 1915.

Les notes que l'on reproduit ici avaient été communiquées à quelques personnes ; l'une d'elles se les rappela, le jour où les tanks *apparurent pour la première fois sur le front anglais, et voulut bien écrire à l'auteur la lettre suivante :*

S. P. 115, le 17/9/1916.

Mon cher ami,

Je viens de lire sur les journaux la description ébauchée de ces « monstres de feu » que les Anglais ont lancés sur les tranchées boches. Ce moyen de rompre le front, nouveau pour le public, ne l'est pas pour moi qui me souviens d'un des derniers soirs de Vaux où, au cours d'une conversation dans votre chambre de la maison Gaudy, vous l'aviez déjà non pas entrevu mais nettement vu... Je n'ai pu résister au plaisir de barbouiller ces lignes pour vous dire que je ne l'ai pas oublié et pour rendre un amical hommage au quasi-inventeur de ce procédé nouveau qui donne déjà de si bons résultats.

Bien vôtre.

EMM. VAISSETTES.

II

La famille et l'armée en France et en Allemagne

(Voir le chapitre IX, § III).

Le tableau de M. André Lefèvre.

M. André Lefèvre a donné, dans le Petit Parisien, *en novembre 1917, un tableau des effectifs probables des classes 1919 à 1933 en France et en Allemagne en 1933. Nous le reproduisons ci-contre. Aucun texte ne peut être plus éloquent à un double point de vue :*

Si nous laissons l'Allemagne unie, par quoi serait défendue l'assemblée des familles françaises en 1933 ?

Par Trois millions trois cent mille hommes *qui auraient à subir le choc de*

Huit millions d'hommes

Voici pour l'avenir commandé par le passé acquis.

Si, en outre, dans les années qui vont suivre, nous ne restaurions pas la famille française, si nous la laissions détruire par la morale d'avant-guerre, on peut aisément prévoir que la proportion de 3 à 8 serait singulièrement aggravée.

Le tableau de M. André Lefèvre amène deux conclusions :

il faut disloquer l'Empire allemand,

il faut restaurer la famille française, ou renoncer à conserver la France.

Les soldats de la Marne et de Verdun se sont battus pour que la France vive. Ceci donne une obligation à ceux qui restent pour fixer les conditions de la paix et préparer l'avenir.

EFFECTIFS PROBABLES DES CLASSES 1919 A 1933 EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE ET EFFECTIFS RESTANT PROBABLES DE CHACUNE DE CES CLASSES EN 1933

ANNÉES	FRANCE				ALLEMAGNE			
de naissances	Naissances masculines	Survivants à l'âge de 20 ans	Incorporables	Effectif restant probable en 1933	Naissances masculines	Survivants à l'âge de 20 ans	Incorporables	Effectif restant probable en 1933
1899	432.000	315.000	264.000	226.000	1.016.000	718 000	603.000	517.000
1900	422.000	308.000	259.000	221.000	1.025.000	724.000	608 000	521.000
1901	437.000	318.000	267.000	229.000	1.043 000	737.000	619.000	531.000
1902	431.000	315.000	264.000	226.000	1.038.000	733.000	616.000	528.000
1903	421.000	308.000	259.000	222.000	1.016 000	718 000	603.000	517.000
1904	417.000	304.000	255.000	219.000	1.040.000	735.000	617.000	529.000
1905	412.000	300.000	252.000	216.000	1.021.000	721.000	606.000	520.000
1906	411.000	300.000	252.000	216.000	1.038.000	733 000	616.000	528.000
1907	395.000	288.000	242.000	220 000	1.027.000	726.000	610.000	554.000
1908	405.000	295.000	248.000	226.000	1 034.000	730.000	613.000	557.000
1909	393.000	287.000	241.000	219.000	1.015.000	718 000	603.000	548.000
1910	396.000	289.000	243.000	221.000	987.000	697.000	585.000	532.000
1911	379.000	276.000	232.000	214.000	960.000	678 000	570.000	525.000
1912	384.000	280.000	235.000	223.000	962.000	680.000	571.000	543.000
1913	382.000	279.000	234.000	234.000	943.000	666.000	560.000	560.000
				3.332.000				8.010.000

Le nombre des survivants à 20 ans sur 100.000 garçons nés est de 72.950 en France et de 70.605 en Allemagne. — Sur le nombre des survivants à 20 ans, on admet pour les incorporables un déchet de 16 °/₀ pour les deux pays.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

SUR LA LITTÉRATURE DE GUERRE

On se propose de donner ici une liste très courte d'ouvrages, publiés depuis la guerre ou se rattachant directement aux événements, qui, au sens d'un certain nombre de personnes, ont paru exprimer le plus fortement l'esprit de guerre, prévoyant, raisonnable et ardent.

Tout le monde placera en tête de liste les fameux ouvrages prophétiques :

Kiel et Tanger, de Charles Maurras, publié en 1908;

L'Avant-guerre, de Léon Daudet, publié en mars 1913.

(Ces deux ouvrages ont été édités par la Nouvelle Librairie Nationale,

Pour la période de guerre :

Les *Études sociales sur la guerre*, de Paul Bourget qui ont paru à l'*Écho de Paris* et dont la publication en librairie est annoncée (à la Société littéraire de France);

La série des *Conditions de la Victoire*, de Charles Maurras (*La France se sauve elle-même ; Ministère et Parlement ; Le Parlement se réunit; Vers une autorité* ; — Nouvelle Librairie Nationale).

La série *L'Ame française et la Guerre*, de Maurice Barrès (*L'union sacrée, les Saints de la France, La Croix de Guerre, L'amitié des tranchées, Les voyages de Lorraine et d'Artois, Pour les mutilés* ; — chez Émile-Paul).

Sur l'esprit de l'armée, il est incontestable que :

L'armée de la guerre, du capitaine Z,

Les méditations dans la tranchée, du lieutenant Antoine Rédier,

Le carnet d'un combattant, du capitaine Tuffrau,
Les bienfaits de la guerre, de Joachim Gasquet,
sont parmi les meilleurs livres (tous quatre chez l'éditeur Payot). On ne parle pas ici des récits de guerre ou des romans de guerre dont le *Dixmude*, de Charles Le Goffic, le *Gaspard* de René Benjamin, le *Bourru, soldat de Vauquois,* de Jean des Vignes-Rouges, sont les types reconnus et justement loués.

Sur la situation du Combattant :
La Part du Combattant, de Charles Maurras (Nouvelle Librairie Nationale) est le livre fondamental, qui peut être regardé comme le point de départ d'une des plus importantes transformations militaires du xxe siècle.
Il est regrettable que des journalistes comme Léon Bailby, qui ont fait tant d'heureuses campagnes pour l'amélioration de la condition matérielle du combattant, n'aient point réuni en volume leurs articles ou leurs études.

Signalons les remarquables études que M. Henri Davoust a publiées sous le titre *L'Avenir du soldat* dans *le Tord-Boyau* (journal du front) ; ces études paraîtront en librairie en 1918.

Les Tronçons du Serpent, Idée d'une dislocation de l'Empire allemand, par Louis Dimier (Nouvelle Librairie Nationale), constituent le manuel de toutes les personnes qui veulent connaître les possibilités et les conditions d'une dissociation du *Deutschtum*.

Sur l'après-guerre,
Hors du Joug allemand, de Léon Daudet (Nouvelle Librairie Nationale);
Vers la démocratie nouvelle, de Lysis (chez Payot; ce livre n'est démocratique que dans son titre).

Enfin, tout Français qui voudra comprendre les raisons profondes de la guerre se doit de lire :
L'Allemagne et la Guerre, de M. Émile Boutroux (chez Berger-Levrault) et ce chef-d'œuvre qu'est la préface de l'éminent

philosophe au livre de M. Santayana, *l'Erreur de la Philosophie allemande ;*

Quand les Francais ne s'aimaient pas, de Charles Maurras ; et *l'Histoire de Deux Peuples*, de Jacques Bainville.

Aucun Français n'ignore que toute notre littérature de guerre et de paix est et sera dominée par les ordres donnés aux Armées par le général commandant en chef le 6 septembre 1914 et le 24 février 1916. Ceci a sauvé cela, donnant une direction aux combattants de la Marne et de Verdun.

Ces grands ordres, qui sont aussi des appels à la raison, à l'enthousiasme et à la volonté françaises, devront être à la place d'honneur, dans chacune de nos maisons. Relisons-les, afin de nous rappeler ce que nous leur devons :

Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière : tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée.

Général JOFFRE.

J'ai donné l'ordre de résister sur place au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un conseil de guerre.

Général JOFFRE.

TABLE

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN